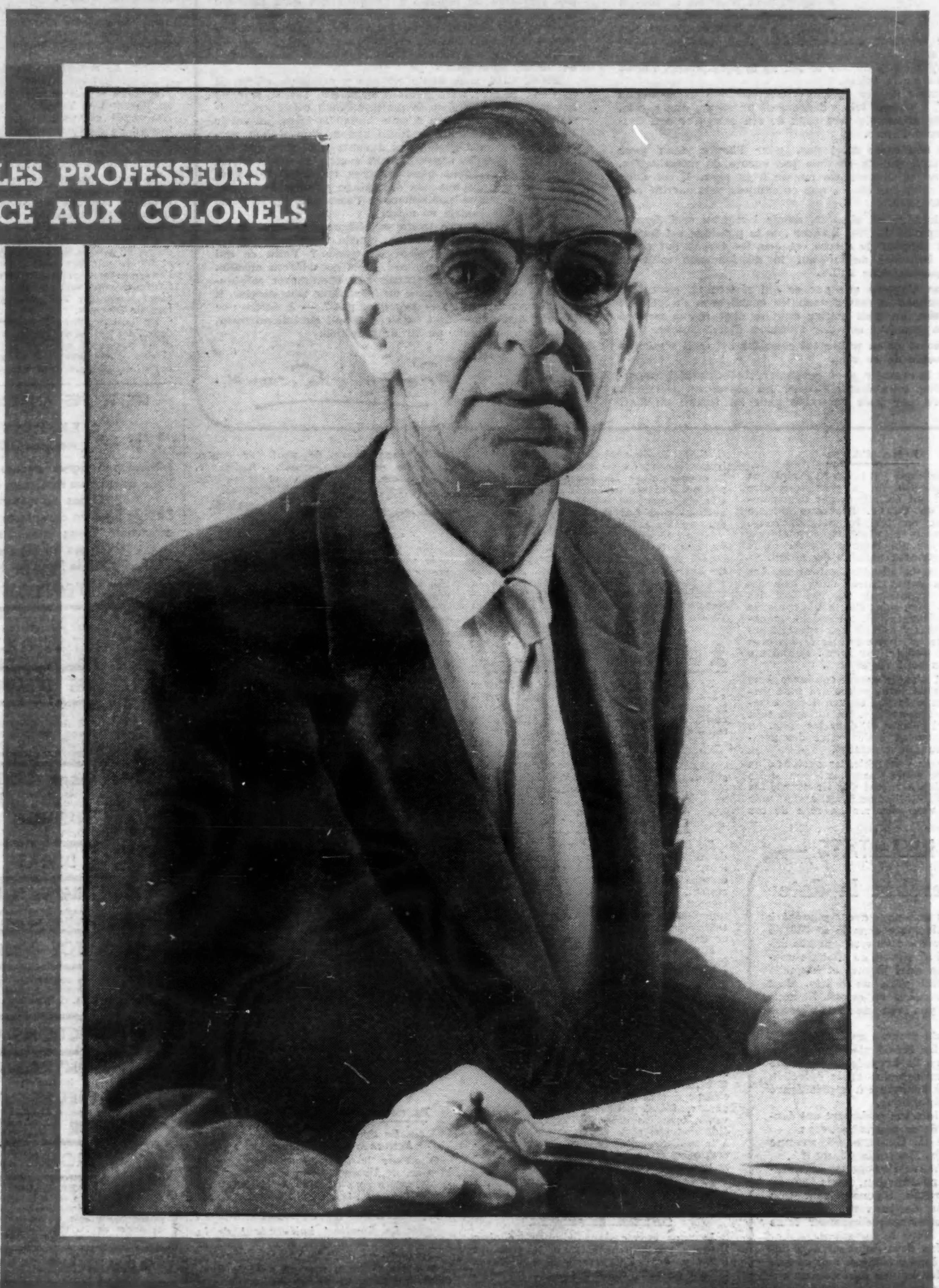
L'EXPRESS

Le journal de la Nouvelle Vague

3 JUILLET 1958. — N° 368. 100 FR.

LES PROFESSEURS FACE AUX COLONELS



(Rodriguez.)

LE PROFESSEUR ALFRED KASTLER, DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE

« Ce m'est toujours un sujet d'étonnement que l'entrée en guerre de la pensée pour en faire une résistance. »

(Paul Valéry - Fluctuations sur la liberté.)

★★★★★

La lettre de « L'Express »

« FRANÇAISES, Français, aidez-moi ! ».

Sur l'écran de la télévision, l'image du général de Gaulle, très droit, direct, et paraissant avoir complètement maitrisé ce moyen de communication avec ses concitoyens, s'est effacée. Alors un homme triste a murmuré : « Et vous, général, aidez-nous... ».

Ce n'était pas dit sur le ton de la plaisanterie. Plutôt sur celui de la prière.

« Homme de peu de foi », sans doute, mais de bonne volonté, l'homme triste demandait un signe, une parole, un geste accomplis vers ceux de son camp, et non toujours vers l'autre.

Mais son camp n'est pas, pour l'heure, tenu pour dangereux. On n'y possède pas encore de mitraillettes, et on ne se dispose pas encore à en user. Il est donc dans l'ordre des choses que ce camp-là soit sacrifié aux dieux d'Alger.

Se plaindre est absurde, même lorsqu'on sert de victime expiatoire. C'est ignorer que la politique est fondée sur un rapport de forces, et que les forces qui pourraient balancer aujourd'hui le néo-fascisme militaire sont éparses, donc nulles.

On ne s'appuie que sur ce qui résiste et, sans être plus que ses ministres dans les confidences du général de Gaulle, on peut penser qu'il se sent moins menacé par « la gauche » que par l'absence d'une gauche.

Le moins qu'on puisse lui concéder est qu'il n'est pas responsable de ce vide.

Pour le combler, pour continuer obstinément à ravauder cette toile déchirée dont les morceaux finiraient peut-être par tenir ensemble pour lui tendre un filet, encore faudrait-il en avoir envie et ne pas les voir si usés...

LE fascisme qui menace, comment nier qu'il n'est pas un phénomène aberrant, mais une tentative de réponse à l'impuissance qu'a montrée la démocratie devant les problèmes à résoudre ? Ce n'est pas en puisant parmi les vieilles recettes que l'on trouvera de quoi l'exorciser.

C'est ce que l'homme triste ressentait en priant : « Général, aidez-nous ».

Mieux vaut sans doute ne pas y compter, et savoir que son intérêt n'ira point à ceux que l'on a injuriés lorsqu'ils préconisaient la politique qu'il mène en Tunisie ; ni à ceux que l'on a salis lorsqu'ils faisaient valoir la nécessité, préalable à toute action, d'un « choc psychologique » en Algérie ; pas davantage à ceux que l'on inculpait lorsqu'ils s'insurgeaient contre les méthodes de « pacification », dont nous sommes en droit de croire qu'il ne les approuve pas davantage puisque M. André Malraux a donné publiquement l'assurance qu'elles ne seraient plus jamais en usage.

Non. Que l'homme triste se résigne : arbitre, on ne s'intéresse pas aux individus. Quelle force représentez-vous aux yeux du général de Gaulle ? Voilà ce qui compte. Constituez-la d'abord. Il la considérera ensuite.

Faute de quoi il ne resterait qu'à s'intéresser passionnément au Tour de France ou à la pêche sous-marine, à tomber amoureux ou — pourquoi pas ? — à écrire une histoire de l'Art — tout en s'entrainant quotidiennement, avec quelques amis, au tir de précision.

Françoise Giroud.

Lettre d'Alger

Des contacts que j'ai toujours maintenus avec les musulmans, je puis vous dire que ceux-ci ont été attirés par la personnalité de de Gaulle. Beaucoup d'entre eux croient en lui. Incontestablement, malgré les manifestations « achetées », ils ont pensé un moment qu'on allait vers un règlement possible du conflit.

Désormais, la situation est autre. Les musulmans sont rentrés dans leur coquille. Ils constatent que, malgré les promesses, rien n'a été fait depuis le 13 mai en leur faveur, malgré l'augmentation de 50 fr. allouée aux travailleurs agricoles, ce qui porte le salaire des plus favorisés à 650 fr. par jour ! quand ces instructions sont respectées...

Ils disent n'avoir aucune confiance dans les Comités de salut public qui sont justement composés par ceux qui ont organisé les « ratonnades ». En un mot, tout se passe ici comme si, dans les faits, on allait exactement à l'encontre des prescriptions du gouvernement.

C'est encore l'anarchie, les anciens élus mènent une sourde campagne contre les C. S. P. qu'ils accusent d'avoir usurpé les pouvoirs qui étaient les leurs, après avoir essayé en vain d'entrer au sein de ces C. S. P. Radio-Algérie fourmille de Philippe Henriot ou de Jean-Hérold Paquis, la censure dans les journaux est draconienne. J'ai été personnellement menacé d'internement, et seuls quelques titres authentiques qui datent de 1940 m'ont épargné un séjour désagréable.

Enfin, le « gaullisme » du 13 mai (j'ai vu, dans un avion allant en Corse dans lequel je voyageais, de Sérigny, la croix de Lorraine à la boutonnière, le même qui portait il y a quelques années la francisque, entonner le « Chant des partisans ») va s'amincissant. Ah ! si Pétain vivait encore...

Roger CANDON,
Alger.

Ce n'était pas la peine, assurément...

Je n'ai donc pu, ce matin, acheter « L'Express ». Comme on pouvait malheureusement s'y attendre, l'arbitraire continue, doublé d'hypocrisie. La noble, mais excessive confiance de M. Mauriac en sera peut-être ébranlée ; en tout cas, il n'aura pas suffi à vous dédouaner.

Ce n'était pas la peine, assurément, de supprimer avec ostentation la censure.

Nicole BACHTEN,
Paris.

L'économie d'une révolution

De Gaulle, quoi qu'on en écrive, a tout de même fait faire à la France l'économie d'une révolution. A moins de proclamer, comme l'ineffable Poujade : *« La guerre civile... Et après ! »*, on ne peut honnêtement reprocher à un homme d'éviter une immense catastrophe sous le prétexte que c'est reculer pour mieux sauter, ce qui est une hypothèse toute gratuite.

Il ne s'agit plus de savoir si la gauche française sera édifiée de telle ou telle façon, mais beaucoup plus simplement de faire qu'elle soit.

P. WEYLAND,
Maisons-Laffitte.

En état d'alerte

La présence du général de Gaulle peut permettre une politique libérale, sans qu'on parle sans cesse d'abandon ou de faiblesse. Il y a là, me semble-t-il, une chance que la gauche ne doit pas laisser passer. Mais, pendant les six mois à venir, tous les républicains resteront en état d'alerte, prêts à réagir avec fermeté à la moindre atteinte aux libertés démocratiques ou à la première mise en demeure des ultras d'Alger.

G. BLANCHET,
Lyon.

Ma façon de protester

Je vous envoie dans cette lettre cinq timbres de 20 francs. C'est le prix du numéro de « L'Express » que j'aurais acheté ce soir, comme chaque semaine.

C'est ma façon de protester contre la saisie de votre journal. En France, nous avons la prétention et la volonté d'être et de rester des esprits libres.

Un modeste employé,
Marseille.

Lettre à Mauriac

Je vous demande de m'excuser si je me permets, modeste institutrice retraitée, d'associer mon admiration pour vos articles de « L'Express » à celle de personnes certainement beaucoup plus éminentes que moi. Mais je ne puis m'empêcher de vous dire combien je suis heureuse, chaque semaine, de voir exprimer par vous mes propres pensées, et ceci dans n'importe quelle circonstance.

Comme vous, je n'étais pas tendre pour Guy Mollet. Comme vous, je l'ai réhabilité dans mon esprit (car je ne pense pas que ce soit cette fois l'arrivisme qui l'ait fait agir). Comme vous, ma confiance en notre grand de Gaulle est inébranlable.

M. FORMEDUL,
Sceaux.

Je vous renie

Fidèle lecteur, au numéro, depuis le jour de sa création, je décide aujourd'hui de « renier » « L'Express ». Du moins tant que François Mauriac utilisera ses pages à encenser de Gaulle et Guy Mollet (le « restaurateur de la République », ainsi qu'il est signifié dans le « Bloc-notes » du 14 juin).

Ce que de Gaulle peut ou pourra faire, n'importe quel gouvernement avant le sien eût pu le réaliser, même celui de M. Mollet. Je ne considère pas de Gaulle comme un sauveur, et je lui reprocherai à jamais d'être arrivé à la tête du pays dans les fourgons du fascisme.

Je reste fidèle à Pierre Mendès France et à quelques autres hommes courageux qui n'ont trempé dans aucun complot ; et je pense, en vous abandonnant, demeurer néanmoins au service de la gauche et de la République en utilisant au mieux mes 100 francs hebdomadaires.

M. J...
Sotteville-lès-Rouen.

Et encore dans notre courrier :

La Société des Amis de Georges Bernanos nous informe que :

● « Pour le dixième anniversaire de la mort de Georges Bernanos, une messe anniversaire sera dite le samedi 5 juillet, à 9 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés. »

Le Syndicat indépendant de la Police municipale tient à préciser que...

● « Il n'a aucun rapport avec le Syndicat indépendant de la Police dont il est fait état dans l'article paru dans le numéro 365 de « L'Express » : « Qui prépare le fascisme ? ».

● *Alfred Sauvy reprochait, dans son article : « Et vous, voulez-vous être intégré ? » (« L'Express » du 26 juin) à un parlementaire M. R. P. d'avoir déclaré que le salut de l'agriculture est dans le malthusianisme.*

M. René CHARPENTIER, député de la Marne, se jugeant personnellement visé, oppose à cette affirmation un démenti formel. Il indique qu'il suffit de relire toutes ses interventions pour constater qu'il a constamment réclamé une politique d'expansion de la production agricole.

● *La citation :* « Ce que je voudrais avoir la volonté de ne jamais lire, ce sont les journaux espagnols. C'est quelque chose d'effrayant. Pas même le craquement d'une corde du cœur qui se rompt... » *que nous avons attribuée à André Malraux, dans notre précédent numéro, est une phrase d'Unamuno, rapportée par Malraux dans « L'Espoir ».*

Le ministère des Affaires étrangères nous signale que :

● « Les missions culturelles françaises au Maroc et en Tunisie affrontent actuellement de graves problèmes de recrutement : les établissements français comme les établissements nationaux ont besoin d'enseignants qualifiés des deux degrés primaire et secondaire.

Le gouvernement français a arrêté des mesures tendant à faciliter ce recrutement en assurant d'incontestables avantages de rémunération et de carrière à ceux qui répondront à son appel.

Au Maroc, dans l'enseignement secondaire, 90 postes de professeurs de lettres et 80 de sciences sont à pourvoir. Dans l'enseignement primaire, 600 postes d'instituteurs sont vacants et dans l'enseignement technique 240 professeurs ou maîtres de travaux.

En Tunisie, dans l'enseignement secondaire, 60 postes de professeurs de lettres et 80 postes de sciences sont à pourvoir, et dans l'enseignement primaire 600 postes d'instituteurs sont vacants. »

RÉSULTATS

Cherchez la date

LE jeu que nous avons proposé à nos lecteurs dans le n° 366 de « L'Express » était vraiment très difficile : il s'agissait, en effet, de trouver dans quel journal et à quelle date était paru un article, dont nous donnions un extrait. Et nous n'avons pas reçu une seule réponse juste.

Le texte proposé avait été publié dans « Le Président », journal napoléonien de Lyon, le 17 décembre 1848, une semaine après l'élection de Louis Bonaparte à la présidence de la République.

Deux lecteurs seulement ont donné des dates approximatives :
- Mlle H. CARTIER, 63, avenue Foch, Marseille (B.-du-R.).
- M. ALAIN BERTRAND, 55, boulevard Jourdan, Paris (14ᵉ).

Les autres réponses sont trop éloignées de la vérité pour que nous puissions récompenser leurs auteurs. Nous le regrettons.

Que les deux lauréats nous indiquent leur préférence : un disque microsillon longue durée ou un ouvrage de La Pléiade, à leur choix.

AVIS DE CONCOURS
ECOLE DE HAUT ENSEIGNEMENT COMMERCIAL POUR LES JEUNES FILLES
Concours d'entrée le 3 octobre
Clôture des inscriptions le 1er
BACCALAUREAT COMPLET EXIGE
98, av. R.-Poincaré - PASsy 19-92

Communiqué
**Jeudi 3 juillet 1958, à 20 h. 45, salle des Sociétés Savantes, 8, rue Danton, Paris (6ᵉ)
LA GUERRE D'ALGERIE CONTINUE...
sous la présidence du pasteur Voge, Robert Barrat, Claude Bourdet, Jean-Marie Domenach, Léon Feix et André Philip vous exposeront les possibilités d'une solution pacifique.**

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
29, rue de Marignan - PARIS (8ᵉ)
Minimum 5 lignes encadrées. Chaque ligne compte un maximum de 42 lettres, signes ou espaces
Chaque ligne en caractères gras compte pour deux lignes (maximum 20 lettres, signes ou espaces)
Tarif : 700 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)
Importante Société Industrielle recherche : CADRE ADMINISTRATIF 25-30 ans, situation d'avenir. Formation H.E.C., Sciences PO, E.N.A. ou équiv. Env. C.V. à O.P.P. n° 2197, 12, rue de l'Isly, Paris-8ᵉ qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS
CHERCHE ETUDIANT capable faire passer élève en 2ᵉ latin 15 juillet-15 août. Près Saint-Tropez. Logé, nourri, voyage payé. Excellentes références exig. Ecr. n° 1974 L'Express, 29, r.Marignan, Paris

Recherchons ETUDIANTS ou autres personnes désireux de recueillir des abonnements pour « L'EXPRESS »
COMMISSION 30 %
Ecr. au journal L'Express 29, rue de Marignan, Paris

DIVERS
L'ŒUVRE FAMILIALE
MARIAGES 1er ordre. Sélection, haute réputation (24ᵉ année) de RUSSEL, 53, rue Legendre, Paris

AUTOS (Vente)
4 CV 1952 amortisseurs, train avant, embrayage neufs, toit ouvrant. 220.000 francs. ROB. 42-04 ou BAL. 18-45, poste 13

CONSTRUCTIONS NEUVES
MONTROUGE
Rue Carvès
3 ET 5 PIECES Tout confort Primes et prêt
Gros œuvre terminé. Livraison septembre 58
TRAKTIR 22, avenue Victor-Hugo POI. 21-70

PROPRIÉTÉS
DESIRE VENDRE MAISON 12 pièces tout confort, station thermale Dolé-les-Bains, Guadeloupe, Antilles françaises ou serais désireux ECHANGER avec maison métropole. S'adresser Xavier de POYEN, négociant Pointe-à-Pitre (Guadeloupe)

APPARTEMENTS (Vente)
3 PIECES Cuisine, salle de bains, 1er ét. bel immeuble clair, soleil
93, rue Lamarck - 14 à 16 heures ou téléphoner CEN. 55-40

Tirage des I.P.R. Raymond Séguin 10, r. du Faub.-Montmartre. PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES 91, avenue des Champs-Elysées - PARIS
S.A. « L'EXPRESS »
Le resp. de la publication : J.-J. Servan-Schreiber

DANS CE NUMÉRO

PROFESSEURS ET COLONELS :

- « La démocratie peut-elle renaître en France ? » par Maurice Merleau-Ponty, *Professeur de Philosophie*
- « Les scientifiques et le fascisme » par Alfred Kastler, *Professeur de Physique*
- « Demain, la République » par Maurice Duverger, *Professeur de Droit*

- Les raisons de Gomulka (*p. 11*)
- La révolution nucléaire (*p. 12*)
- Le pétrole en Seine-et-Marne (*p. 14*)
- L'extraordinaire invention d'un radiologue (*p. 18*)
- Siné au Sinéma (*p. 21*)
- Un entretien avec Jean Cocteau (*pp. 24-25*)
- Comment on devient technicien (*pp. 30-31*)

LES AFFAIRES FRANÇAISES

GOUVERNEMENT

Les forces en présence

Entre le premier et le deuxième voyage en Algérie, comment ont évolué les rapports entre le général de Gaulle et les chefs d'Alger ? Jean Daniel fait le point.

A l'occasion du voyage du général de Gaulle, une trentaine d'émissaires ont fait la navette entre Paris et Alger. Des éléments « gaullistes » comme MM. Neuwirth et Delbecque du Comité de Salut public. Des officiers d'état-major. Il y eut surtout les entretiens — essentiels — du président du Conseil et du général Salan.

Les difficultés, nombreuses, peuvent toutes se résumer en une seule : comment une armée puissante et organisée, à qui on a donné en Algérie tous les pouvoirs, peut-elle se résoudre à être entièrement commandée par Paris ? C'est-à-dire, en fait, directement, par le général de Gaulle lui-même.

Le président du Conseil a dit au général Salan : « *Il faut que chacun comprenne que nous sommes là pour détruire le système, non le régime. C'est pourquoi il convenait de bien accueillir M. Guy Mollet, lequel est, au surplus, avec moi.* »

Le « viol des foules »

Le général de Gaulle s'est aussi préoccupé des services de renseignements. En particulier du Centre de Recherches opérationnelles du Gouvernement général — le C.R.O., dont « L'Express » a parlé la semaine dernière. A Matignon on ne pense pas que le C.R.O. renseigne moins Paris qu'avant. On pense qu'avant, Paris n'était déjà pas renseigné du tout.

Avant d'arriver à Paris — pour la préparation du voyage officiel à Alger — le général Salan recevait un télégramme quotidien du cabinet du président du Conseil lui faisant remarquer qu'il avait « *outrepassé ses attributions* » à propos de telle décision ou de telle déclaration. Et il avait préparé ses réponses qu'on peut résumer ainsi : « *Tout le monde en Algérie est décidé à suivre de Gaulle à la condition que la politique du gouvernement soit clairement définie.* » Or à Alger, rien ne paraît moins clair.

Le gaullisme est en train de s'identifier à l'équivoque. Tandis que les « activistes » des comités, eux, savent clairement ce qu'ils veulent. Et comme ils ont jusqu'à maintenant marché de succès en succès, ils pensent pouvoir obtenir ce qu'ils veulent, fût-ce du général de Gaulle.

En un mot : *l'intégration*. Que veut dire ce terme, désormais si décrié à Paris, même aux yeux de M. Soustelle ?

C'est là qu'il faut parler une fois encore de l'Action psychologique. La logique du système imaginé par le colonel Goussault, bras droit du général Salan — lequel se révèle beaucoup moins naïf et beaucoup plus « dans le coup » qu'il n'y paraissait au départ — a de bonnes et mauvaises contraintes. Tactique du « Viol des foules », à l'origine (qui s'inspire, comme on l'a dit, des techniques de la guerre révolutionnaire, mais aussi de celles qui inspirent aujourd'hui la publicité américaine), l'Action psychologique a pour aboutissement nécessaire l'égalitarisme.

« Il n'y a pas d'Algérie »

C'est pourquoi à Matignon, toute la semaine dernière on a pu entendre les émissaires d'Alger réclamer des mesures spectaculaires consacrant l'égalité des droits, mais dans le cadre de l'intégration complète de l'Algérie dans la République française. Le vote des femmes ? La hausse des salaires au profit des ouvriers musulmans ? La libération de certains suspects ? Les allocations familiales ? L'entrée massive des musulmans dans la fonction publique ? Ce sont certains leaders militaires eux-mêmes qui réclament ces mesures. C'est cela qu'à Alger, à tort ou à raison, on appelle la « Révolution » du 13 mai.

On explique ainsi certaines expulsions de civils ultras, opposés au Collège unique, adeptes de l'ancien « système colonial ». Un système que ces révolutionnaires déclarent haïr autant que l'autre et dans lequel ils voient l'origine du drame algérien. Ceci n'est pas valable pour Alger, mais dans le Constantinois et le Tlemcenois, les comités de Salut public ont été opposés aux anciens tenants de la colonisation.

Seulement, ils veulent *l'intégration* qui, pour eux, a un sens. A leurs yeux, ce n'est pas ce modeste « contraire de la désintégration », selon l'expression rassurante de M. Soustelle. C'est très précisément la réalisation de « la plus grande France », celle qui va de Dunkerque à Tamanrasset où l'on serait Algérien ou Targui comme on est Breton ou Savoyard.

Un petit fait est significatif : les Tunisiens ayant récemment demandé l'examen d'une modification du circuit téléphonique algéro-tunisien, les autorités d'Alger ont fait répondre

(*Suite en page 6.*) →

(Rodriguez.)

LES MINISTRES A L'AÉRODROME (1)
« Ces Princes qui nous gouvernent... »

(1) MM. Guy Mollet, Edmond Michelet (de face), Michel Debré (de dos) et André Malraux.

CORRESPONDANCES EXPRESS

L'ENTRETIEN DE GAULLE-FARES

● Le général de Gaulle tient à ce qu'un Musulman représentatif fasse partie de son cabinet comme ministre d'Etat.

Le poste a été proposé à M. Bouakouir, quarante ans, le seul polytechnicien musulman, et directeur des Affaires économiques à Alger. M. Bouakouir, qui n'a jamais pris de position politique publiquement, a refusé de s'engager.

C'est après ce refus que le chef du gouvernement a pressenti M. Abderrahmane Farès, ancien président de l'Assemblée algérienne, qui a pris position depuis deux ans en faveur du F.L.N. et qui vit à Paris. Le président du Conseil a confié à M. Farès — comme il l'avait fait à ses autres interlocuteurs musulmans en privé — que sa politique était « l'égalité des droits et non l'intégration ». Cette égalité devant déboucher à terme sur « une forme d'autonomie de l'Algérie dans une Fédération française ».

M. Farès a réservé sa réponse.

Le général de Gaulle, irrité par la motion publiée par le Comité de Salut Public d'Alger contre M. Farès, a vivement insisté pour que celui-ci accepte avant la fin de cette semaine.

(Keystone.)
M. A. FARÈS
Une autonomie promise

(Intercontinentale.)
LE GÉNÉRAL ZELLER
Un choix singulier.

POURQUOI IL FAUT DES RENFORTS

● Samedi, à Alger, un journaliste anglais a eu une conversation avec le général Massu et lui a demandé, en plaisantant : « Si les généraux deviennent préfets, les colonels sous-préfets, les capitaines chefs de cabinet, les caporaux commis aux écritures et les « deuxième classe » huissiers, qui va faire la guerre aux fellagha ? »

Le général Massu lui a répondu sans hésitation, et très sérieusement : « C'est bien pourquoi nous allons demander des renforts. »

Le général Salan a prévu, dans son dernier rapport, une demande de 80.000 hommes supplémentaires.

COMMENT « L'EXPRESS » A ETE SAISI

● A la suite de la saisie de « L'Express » la semaine dernière, le général de Gaulle et M. André Malraux ont donné des instructions formelles au ministère des Armées et au ministère de l'Intérieur pour qu'aucune saisie ne puisse désormais être faite sans qu'ils soient d'abord consultés.

La saisie de « L'Express » a été décidée à la demande du général Salan (à Paris ce mercredi soir) par M. Guillaumat, ministre des Armées, qui a directement donné l'ordre au ministère de l'Intérieur d'effectuer les opérations de saisie. La présidence du Conseil n'a été mise au courant qu'une fois la décision prise et M. André Malraux, chargé de l'Information, ne l'a apprise qu'après.

LE NOUVEAU N° 1 DE L'ARMEE

● Au dernier Conseil des ministres a eu lieu la première nomination militaire importante depuis l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. Jusqu'à présent, le chef du gouvernement — pour des raisons connues — n'a encore pu changer aucun officier général en Algérie. Mais à Paris le chef d'état-major de l'armée — le général Lorillot — ayant demandé sa mise à la retraite, le gouvernement a eu le libre choix de son successeur. C'est le général André Zeller qui a été désigné.

Le général Zeller est âgé de soixante ans. Il est à la retraite depuis l'année dernière. Et, depuis plusieurs mois, il s'est livré dans la presse à une activité politique régulière. Son état d'esprit, ses opinions sont connus. Voici quelques-unes de ses prises de position récentes publiées dans un hebdomadaire sous sa signature :

— Sur Ben Bella et Sakiet. « Ce sont là des réactions normales de la part de chefs militaires... Si ces officiers ont l'âme bien trempée, ils négligeront les chiens qui aboient et recommenceront à la première occasion... On ne peut qu'approuver M. Le Pen lorsqu'il explique... que la seule cause du malaise de l'Armée est dans cet esprit d'acceptation... imposé à des hommes ardents dont la vraie vocation est de vaincre. »

— L'Armée dans la nation. « La paix moderne n'est concevable que si nous nous appliquons à la gagner. Initiative, rénovation, offensive hardie à mener dans tous les domaines — politique, psychique, économique, social, financier — c'est la « paix révolutionnaire »... Et c'est précisément sur tous ces domaines, bien arbitrairement catalogués dans des ministères pratiquement autonomes, que doit pénétrer l'action directrice d'une Défense nationale bien comprise. »

— L'Armée et la politique. « En fait, l'Armée... a souvent sur les problèmes généraux du pays des vues plus saines et plus arrêtées que nombre d'hommes politiques... Le temps n'est plus où l'Armée était un simple instrument à la disposition de qui savait la flatter ou la payer. Elle a, au sens élevé du terme, pris une conscience politique... »

— Les commissions d'enquête. « On aimerait voir se porter ailleurs que sur des Français l'attention ou les enquêtes des amis forcenés d'une paix de capitulation. »

— La presse libre. « Je n'évoquerai qu'à titre documentaire les déchaînements d'une presse apatride contre les « janissaires d'un passé féodal », épithète appliquée curieusement aux Français d'or pur que sont nos parachutistes. »

— L'obéissance au pouvoir civil. « En fait, à l'échelon le plus élevé du commandement, le véritable test du loyalisme est, moins que jamais, à rechercher dans l'obéissance passive. »

Il est rare qu'un général en activité ait eu l'occasion de faire connaître ses conceptions. Le général André Zeller ne les a pas cachées : il les a publiées. Le voilà maintenant, par décision du gouvernement, à la tête de l'Armée.

LES CONFIDENCES DE M. DE SERIGNY

● M. Alain de Sérigny, directeur de « L'Echo d'Alger » et membre du Comité de Salut Public d'Alger, publie cette semaine, chez Plon, un livre qui révélera quelques aspects inconnus du coup d'Alger. Il l'appelle « La Révolution du 13 mai ».

On y apprend, par exemple, que, le 8 mai, M. de Sérigny vint, de la part de M. Soustelle, informer M. Lacoste, au Gouvernement général, des intentions du général de Gaulle.

Il décrit lui-même la scène et le dialogue dans le bureau du ministre résidant :

« Aujourd'hui, je vous apporte une grande nouvelle : acceptez de faire une déclaration qui reprendra le thème de votre récent ordre du jour à l'armée et qui précisera la nécessité d'une trêve immédiate entre les partis afin que se constitue un gouvernement de Salut Public. Il serait opportun aussi qu'en même temps vous précisiez que vous resterez à Alger jusqu'à ce que ce but soit atteint. Si vous faites cette déclaration, le général de Gaulle serait disposé à vous donner raison dans une déclaration publique. »

« M. Lacoste sursauta :

« Pas possible, mon vieux! Mais c'est formidable! Le grand Charles serait décidé à parler? C'est fantastique ! »

« Ainsi, poursuivis-je, M. Pflimlin n'aura aucune chance de doubler le cap de l'investiture et M. Coty sera tout naturellement conduit à faire appel au général de Gaulle. Et, à l'Assemblée nationale, il sera possible de trouver une majorité pour un nouveau gouvernement. »

M. de Sérigny, comprenant qu'il faisait là à M. Lacoste une proposition si « grave » que celui-ci pouvait légitimement éprouver la nécessité de vérifier ses assertions, lui proposa — pour confirmation et en lui livrant les clefs d'un code convenu avec Paris — de téléphoner à M. Jacques Soustelle.

Fort de sa confiance en M. de Sérigny, M. Lacoste le crut sur parole. Il demanda seulement à réfléchir sur la manière. Finalement, la déclaration ne fut pas faite. C'est un autre scénario qui fut adopté entre MM. Soustelle et de Sérigny — dans le même but et avec le même résultat.

Jamais une participation du général de Gaulle aux conciliabules qui ont préparé le coup d'Alger n'avait, jusqu'à présent, été évoquée.

M. POMPIDOU EST CHARGE DES CAPITAUX U.S.

● Depuis l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, les grandes sociétés pétrolières américaines ont réitéré leurs offres de participation financière aux travaux du Sahara.

La réaction du chef du gouvernement a été beaucoup moins négative que celle de ses prédécesseurs. Et il a chargé, à son cabinet, M. Georges Pompidou de suivre cette question.

Cette décision a provoqué quelques remous dans les milieux d'affaires français, car M. Pompidou, au moment où il est entré au cabinet du général était directeur de la banque Rothschild. Mais, depuis, il a quitté ce poste.

Les banques d'affaires américaines n'ont d'ailleurs pas, pour le moment, les mêmes vues sur la France que les sociétés pétrolières. Elles considèrent que l'instabilité politique française s'est aggravée avec les événements du mois de mai et la prise du pouvoir par l'armée en Algérie : aussi, cette semaine, les quatre plus grandes banques américaines, qui devaient se prononcer sur le financement de larges commandes à passer en France dans les chantiers navals, ont pris la décision de le refuser.

(Intercontinentale.)
M. GEORGES POMPIDOU
Une mission délicate.

(A. D. P.)
M. DE SÉRIGNY
Un témoignage curieux.

REACTIONS DIVERGENTES AU SEIN DU F.L.N.

● A la suite de la conférence de Tunis et de l'entretien accordé à « L'Express » (mais non divulgué en raison de la saisie) par le chef militaire F.L.N. Krim Belkacem, des voix discordantes se sont fait entendre au Caire, en Libye et en Suisse, c'est-à-dire partout où se trouvent des membres de la « Délégation extérieure » du F.L.N.

Thèse de Lamine Debaghine, membre de l'état-major fellagha et ancien ami d'Abane Ramdane (abattu en février dernier dans des conditions mystérieuses) : le gouvernement algérien en exil devait être proclamé, les Tunisiens et les Marocains ont trahi en s'y opposant, les chefs militaires de l'intérieur (comme Krim) n'ont pas le droit de faire de propositions à de Gaulle et de renoncer au préalable de l'indépendance.

Les Tunisiens et les Marocains sont accusés de vouloir « monter » Krim Belkacem et Ben Bella.

La Délégation extérieure est accusée, à Tunis, d'être soumise, elle, au Caire et coupée des combattants.

Ce sont, aujourd'hui, les chefs militaires du F.L.N. qui paraissent les moins intransigeants.

M. TIXIER-VIGNANCOUR A VU LE GENERAL SALAN

● M. J.-L. Tixier-Vignancour, retour d'un voyage en Algérie, où il a rendu visite au général Salan, expose dans un article publié par « L'Information » des faits inconnus sur la situation militaire :

« A la veille du 13 mai, la zone rebelle de Kabylie, notamment à l'est, était plus infectée et plus active qu'à aucun autre moment. Le ravitaillement en armes et munitions parvenait régulièrement de Tunisie, la ligne Morice ne se prolongeant pas jusqu'à la mer en raison de la nature montagneuse et boisée du terrain. Le commandement envisageait sérieusement d'évacuer la ville de Djidjelli.

« Il en était de même de la région de l'Ouarsenis, ainsi que d'autres secteurs où nos forces étaient nettement tenues en échec par la rébellion.

« En second lieu, le « général » Bellounis, auquel il avait été accordé une imprudente confiance, venait de rejoindre le maquis avec ses 4.000 hommes armés par nos soins. »

Il décrit ensuite la situation politique depuis l'arrivée du général de Gaulle :

« L'appel de l'Algérie à de Gaulle n'est pas une manifestation de confiance, ni un acte de foi. C'est plus précisément une mission déterminée qu'elle confie à un homme. La mission consistait à rétablir la paix par la victoire sur la rébellion... Elle consistait également à mettre un terme, dans la métropole, aux entreprises de la trahison et du défaitisme. »

Mais, écrit ensuite M. Tixier-Vignancour, « après un mois de gouvernement de Gaulle, il faut noter l'atroce déception de l'armée et des patriotes de France et d'Algérie... Plus tard, l'Histoire dira qu'à la fin du mois de mai 1958 les Français ont été victimes d'une tragique méprise. En voulant supprimer un système politique néfaste, ils ont prolongé son existence en ce qu'il y avait de pire. Ils voulaient de Gaulle. Ils ont eu Mendès France... Il faut que la France et son Armée, trahies dans leurs espoirs légitimes, réagissent avec une vigueur exemplaire ».

COMMENT SE PREPARE NOTRE BOMBE A

● La préparation de la bombe atomique française se poursuit activement, mais quelques dizaines de kilos de plutonium sont nécessaires à sa fabrication.

A Marcoule (Gard), la pile G1, seul réacteur qui fonctionne depuis un an et demi, produit 30 grammes de plutonium par jour, soit environ une dizaine de kilos par an.

Le second réacteur, G2, n'aura sa pleine puissance qu'à la fin de l'année et la pile doit fonctionner pendant un an environ avant de produire du plutonium.

C'est donc probablement avec le seul plutonium produit par G1 qu'il faudra fabriquer la bombe atomique française. Les techniciens considèrent qu'il faut encore au minimum un an de travail à la Centrale de Marcoule avant que l'on puisse prévoir l'explosion de la première bombe française.

★ COURS D'ANGLAIS A OXFORD
Allocation de devises exceptionnelle du 11 juillet au 2 août, du 2 au 23 août
Cours - Hébergement en famille
Paris-Paris : 60.000 francs

★ STAGES D'ETUDES SUR LA FRANCE CONTEMPORAINE
2, 3 ou 4 semaines, du 7 juillet au 20 septembre
CAP D'AIL - AMBOISE - PARIS

★ CENTRES DE VACANCES
CAP D'AIL : 900 francs par jour
Stages de voile (1.400 francs)
ZELL AM SEE (Autriche) : 29.800 fr. 15 jours Paris-Paris
LAMBIRI (Grèce) 46.500 fr. - 18 jours Paris-Paris

CITÉ-CLUB
38, bd de Courcelles (8e) - LAB. 04-11

HOLMES
Coupés dans des tissus de classe français et importés, HOLMES vous propose sa collection de vêtements FRAIS et LEGERS
22, AVENUE VICTOR-HUGO - PARIS - PAS 57-03

DEAUVILLE
COURSES ● DEUX HIPPODROMES
14 juillet au 7 septembre (200 millions de prix)
31 août : Grand Prix de Deauville
GOLF (2 parcours) - Tennis - POLO
Tir aux pigeons
NORMANDY ✦ ROYAL
HOTEL du GOLF
● 1.450 CHAMBRES de LUXE ●

FORUM

LES SCIENTIFIQUES ET LE FASCISME

par ALFRED KASTLER

Professeur de physique à la Sorbonne
et à l'Ecole Normale Supérieure

ALFRED KASTLER.

DANS la période transitoire que traverse la France, plusieurs voies sont encore ouvertes. Entre Lincoln qui sauvegarda la démocratie tout en conservant l'intégrité d'une fédération en voie de se disloquer et Hindenburg qui laissa grandir Hitler dans son ombre, le général de Gaulle a le choix.

Pour ce qui est des intentions du Comité de salut public d'Alger, nous savons à quoi nous en tenir. Ses déclarations réitérées ont le mérite de la netteté. Il nous donne une définition franche et claire du fascisme. Nous n'ignorons pas le sort réservé dans un tel régime à l'Université, gardienne traditionnelle des libertés démocratiques. C'est pourquoi notre réponse doit être aussi franche et aussi claire, dès maintenant.

Face aux factions et au « pouvoir réel », nous sommes conscients de la valeur de l'Université au sein de la nation. C'est chose facile pour ceux qui détiennent les armes de faire échec à un gouvernement en refusant d'obéir. Assumer les tâches constructives qui commandent l'avenir d'un pays est une tout autre affaire.

C'est l'Université, son état-major scientifique, l'armée de techniciens qu'elle forme qui tiennent en main les destinées de la nation. La France leur doit son rayonnement culturel, son développement scientifique, son potentiel économique et même les fondements de sa force et de sa sécurité.

Dans la compétition engagée entre les nations modernes et qui prend de plus en plus le caractère d'une compétition scientifique, le rôle de l'Université va en grandissant. En temps de paix comme en temps de guerre, un état-major scientifique sera appelé à doubler l'état-major militaire.

JE ne suis mandaté par personne, je ne suis d'aucun parti. Mais je sais, et je viens affirmer ici, que nous sommes des centaines de professeurs d'Université et de maîtres de recherches, des milliers de professeurs de lycée et de collège, des dizaines de milliers d'instituteurs, à vouloir défendre les institutions de la République et opposer un « non » résolu à tout régime d'oppression.

Nous ne cherchons pas à nier la présence, au sein même de l'Université, d'éléments fascistes. De temps en temps, des couvées de l'Ecole normale sort un coucou qui rêve de devenir proconsul. Cependant, ces oiseaux-là sont rares. Ils forment dans nos rangs une infime minorité.

A ceux qui souhaitent abolir le régime démocratique, qui pensent que le savoir exclut le courage, qui s'imaginent que les intellectuels seront vite matés et mis au pas, nous dirons qu'ils se trompent. Sans doute ces universitaires n'ont-ils pas un air très martial. Mais ceux d'entre eux qui sont morts pour l'inséparable cause de la liberté et de la France nous ont appris qu'un intellectuel sait lui aussi, lui plus qu'un autre, qu'il faut engager sa vie pour défendre ses convictions.

Serions-nous d'ailleurs assez lâches pour accepter le compromis de la servitude que nous ne le pourrions pas : la culture et la science ne se développent que dans un climat de liberté.

Si par malheur notre pays devenait un jour la proie des factieux qui ont fomenté le coup de force d'Alger, ceux-ci ne tarderaient pas à comprendre que : construire des réacteurs nucléaires, interroger des noyaux atomiques, diriger ou intercepter des fusées, chercher et trouver du pétrole au Sahara, préparer l'avenir scientifique et économique d'une grande nation sont des besognes un peu plus difficiles que l'emploi de la violence et de la torture.

Ce jour-là, par son infériorité scientifique, son asservissement économique, la France rejoindrait l'Espagne franquiste, ce pays au grand passé et qui certes possède encore des hommes de valeur mais auxquels le régime ne permet pas de donner leur mesure.

Toute atteinte à la liberté entraîne pour un pays son atrophie culturelle et économique. La révocation de l'Edit de Nantes a privé la France d'une grande partie de son élite intellectuelle et a fait la grandeur de la Prusse. C'est sur un fleuve allemand que Denis Papin exilé a construit l'ébauche du premier bateau à vapeur.

SOUS la République de Weimar dont on s'accorde à dire tant de mal, l'Allemagne a connu un extraordinaire essor scientifique qui a fait l'admiration des savants du monde entier. En moins de dix ans, le régime hitlérien a tout détruit. Les savants allemands, expulsés ou exilés volontaires, ont puissamment contribué au développement scientifique récent des Etats-Unis. Parmi les physiciens, quatorze prix Nobel ou destinés à le devenir, travaillaient alors en Allemagne. Sept d'entre eux sont partis, dont Albert Einstein.

Des sept qui sont restés, seul, Johannes Stark s'est mis au service du régime hitlérien. C'était un homme intellectuellement et scientifiquement diminué. Les autres ont tout fait pour empêcher la construction par Hitler des armes modernes.

Enrico Fermi, tournant le dos à l'Italie fasciste, mettait au point en 1942 à Chicago le premier réacteur nucléaire producteur de plutonium. Dans le même temps, les disciples d'Einstein attiraient l'attention de Roosevelt sur la possibilité de construire des armes nucléaires. Effrayés à la pensée d'être devancés par Hitler, dans un élan de dévouement au service du monde libre, tous les physiciens résidant alors aux Etats-Unis s'adonnèrent à cette tâche.

Aujourd'hui encore, treize années après la chute du fascisme, l'Allemagne ne récupère qu'avec lenteur et difficulté l'élite scientifique dont le régime hitlérien l'a amputée. C'est qu'il faut moins d'efforts et de temps pour reconstruire des villes que pour former des équipes de chercheurs et d'enseignants. La primauté scientifique qu'elle s'était assurée entre 1920 et 1930, l'Allemagne ne la retrouvera probablement jamais.

Après cet exemple qui doit faire réfléchir nos dirigeants, en voici un autre propre à nous montrer ce que peut la solidarité universitaire. Il s'agit de la crise de fascisme — car c'en était une — qu'ont récemment traversée les Etats-Unis.

IL y a huit ans, en Amérique, l'anticommunisme, entretenu par la guerre froide et orchestré par la presse, avait pris les proportions d'une hystérie collective. C'est sur ce clavier qu'ont joué McCarthy et ses acolytes pour essayer d'étouffer les libertés démocratiques et pour tenter d'instaurer, sous le couvert du patriotisme, un régime policier en pleine légalité républicaine. Des commissions d'enquête sénatoriales, tolérées par le gouvernement fédéral, ont étendu leur inquisition aux Universités. Les intellectuels ont été suspectés, soumis à des interrogatoires, obligés de prêter « serment de loyauté », révoqués en cas de refus. Le point culminant de cette « chasse aux sorcières » a été le procès intenté à Oppenheimer, coupable de s'être fait un cas de conscience de participer à la construction de la bombe à hydrogène.

Quelle fut la réaction des universitaires américains ? La peur d'abord. Ils se sont tus. Pas très longtemps. Quand ils ont compris qu'ils étaient non seulement personnellement humiliés, mais que le tort fait à la science et à leur pays risquait d'être immense, ils ont relevé la tête et ont contre-attaqué. Des voix autorisées, mais isolées, se sont élevées. Et peu à peu le mouvement de résistance a pris de l'ampleur. En avril 1956, lors du congrès de Saint-Louis, l'Association américaine des professeurs d'université, qui groupe 37.000 membres, a voté une motion de blâme aux conseils d'administration de cinq universités, pour avoir licencié des enseignants qui s'étaient refusés à « témoigner » devant les commissions d'enquête.

Je voyageais alors aux Etats-Unis et j'ai été témoin du retentissement de ce vote dans le monde intellectuel. Mes collègues américains ne m'ont pas caché leur satisfaction de voir que grâce à la vigoureuse contre-offensive de l'Université, leur malaise allait prendre fin. Aujourd'hui, le mac-carthysme est expirant. L'honneur des universitaires américains est d'avoir contribué à briser cette tentative de fascisme et d'avoir restauré dans leur pays un climat de liberté.

UNIVERSITAIRES, nous n'entendons pas user de menaces ; ce n'est pas dans nos habitudes. Mais c'est pour nous un devoir d'avertir le pays des dangers d'un régime qui, loin de conduire à la grandeur, mènerait à la décadence.

Je l'affirme dès aujourd'hui et sans réserve : avec une dictature fasciste ou militaire, avouée ou déguisée, nous refuserons de coopérer.

Nous savons qu'il est possible de servir la science et le renom de la France hors de nos frontières : telle n'est pas notre intention. Tant que nous le pourrons, nous resterons à nos postes pour continuer notre travail. Nous conservons l'espoir de pouvoir poursuivre cette tâche dans un régime de liberté et avec l'aide d'une jeunesse qui, sur le plan humain comme sur le plan scientifique, offre tant de promesses.

(*Suite de la page* 3.)

qu'ils y procéderaient lorsque les Tunisiens sauraient s'exprimer, c'est-à-dire parleraient du circuit « franco-tunisien », « *car il n'y a pas l'Algérie, il y a la France, et sur la frontière tunisienne il y a un territoire français* ».

Une liquidation en douceur

Sur ce plan, les hommes du mouvement d'Alger — et en particulier les militaires — sont intransigeants, susceptibles et chatouilleux. Pour eux il y va de leur honneur et du sens de leur révolution. C'est lorsqu'on s'oppose — ou qu'on paraît s'opposer — à cet objectif, qu'ils songent à de fortes pressions, soit même à la rigueur à une opération, sur la France : comme l'ont prouvé tous les détenteurs d'ordres de mission, signés Salan, venus d'Alger pour entrer en contact avec différentes organisations métropolitaines, ces derniers quinze jours. (Le général Salan nie, devant le général de Gaulle, avoir signé ces ordres de mission : il y aurait une affaire de « faux » à Alger.)

Devant ces positions fermement arrêtées, que fait le général de Gaulle ? Il compose — « comme il avait fait en 1943 pour Giraud », disent ses collaborateurs directs. Il attend le moment opportun pour opérer « une liquidation en douceur ». C'est du moins ce qu'on espère. Mais la comparaison ne rend pas compte de tout.

En 1943, le général de Gaulle savait pourquoi et comment il voulait neutraliser le général Giraud. Aujourd'hui il n'a pas encore choisi. Il dit : « *D'accord sur l'égalité des droits.* » Et il le dit avec enthousiasme, parce que c'est conforme à sa ligne politique de toujours, parce que cela lui paraît être dans le sens de la rénovation véritable, *mais aussi parce que cela ne ferme la porte à rien*, ni d'un côté ni de l'autre.

Une fois l'égalité des droits opérée, on peut déboucher sur tout. L'intégration, la fédération, la confédération, l'indépendance : tout est possible.

Le mur des « préalables »

M. André Malraux a résumé la position algérienne du général de Gaulle en déclarant :

« *Nous ne préjugeons pas le destin de l'Algérie. Mais une chose est certaine, c'est que ce destin se fera avec la France ou contre la France. Et il est également certain que toute l'action du général de Gaulle est orientée par la volonté qu'elle se fasse avec nous et non pas contre nous.* »

C'est encore une phrase qui permet toutes les interprétations. Mais laisser une porte ouverte lorsqu'on vous demande, d'Alger, avec insistance, voire menaces, de la fermer, a une signification : le refus du choix, l'attente d'un moment opportun.

Au nom de quoi cette équivoque est-elle maintenue ? Là est le plus important. Car on craint de retrouver ici le processus habituel de l'évolution des gouvernements précédents. En arrivant au pouvoir, on pense au fond du problème : le F.L.N., la construction de l'ensemble franco-maghrébin. Puis on découvre tous les « préalables », on s'use à composer avec eux, et le fond du problème devient de plus en plus difficile à régler, et il disparaît de l'horizon.

Aujourd'hui le préalable est de taille. Mais aussi, d'un autre côté, l'attente est plus grave qu'en 1943 ; et les risques que le général de Gaulle a décidé de prendre s'identifient à ceux que la République courf désormais.

Pendant cette attente, c'est tout le bénéfice du choc psychologique incontestable produit par son arrivée au pouvoir que le général de Gaulle risque de perdre. Ce choc a eu lieu non seulement en Tunisie et au Maroc, mais, j'en témoigne, au sein du F.L.N. lui-même.

Une ouverture précise

Cet entretien avec Krim Belkacem, l'un des chefs de la rébellion — entretien qui n'aura pas été connu de l'opinion française du fait de la saisie de « L'Express », la semaine dernière — m'a appris quel fécond dia-

Le numéro 4 des
ÉTUDES MÉDITERRANÉENNES
vient de paraître
AU SOMMAIRE

LIMINAIRE
Notre Colloque de Florence *par Georgio LA PIRA*
SOCIOLOGIE
Esquisse d'un programme d'études sur « Orient et Occident : Divergence et Convergence » *par le Prof. H.A.R. GIBB*
REPUBLIQUE ARABE UNIE
L'Unité arabe et la République arabe unie *par XXX.*
Du Nil à l'Euphrate : Un rêve en action... *par Jean LACOUTURE*
ISRAEL
Les Bédouins du Néguev *par Eliahou ELATH*
Ambassadeur d'Israël en Grande-Bretagne
FRANCE
Le secret d'Antsirabé *par Georges IZARD*
La Vocation du Sahara français *par Yves GOBAU-BRISSONNIERE*
TURQUIE
Naissance de la Nation turque *par le Dr Friedrich-Wilhelm FERNAU*
ITALIE
Aspects humains, politiques et sociaux de la réforme agraire *par Robert JUFFE*
ESPAGNE
L'Espagne, centre d'attraction et d'irradiation des cultures méditerranéennes *par David Gonzalo MAESO*
ENQUETE SUR L'ALGERIE
Réponse du sénateur Léo HAMON
TABLE RONDE
Que penser du Pacte Méditerranéen ? *avec MM. Kenneth VIGNES, Georgio VACCHIATO, BACCOUCHE, Mehdi ALAOUI, Jean DANIEL et Jean RUUS*
DOCUMENT *Interview de Michel AFLAK*
NOTES DE LECTURE

Le nº 500 francs - Abonnement France 1.500 fr. - Etranger 1.600 francs
19, rue Monsieur, PARIS (7e)

logue de Gaulle pourrait avoir avec certains des leaders algériens. Pour la première fois, une ouverture précise et publique est faite par le F.L.N. Davantage : l'initiative de cette ouverture provoque un différend parmi les membres de l'état-major fellagha. Il y a très peu de temps encore, ce fait eût paru capital, et au général de Gaulle et à ceux de ses collaborateurs qui ont décidé de le dissimuler aux Français. Mais plus aujourd'hui. Cela est très inquiétant.

Inquiétant, parce que cela montre, encore une fois, que plus on cherche à composer avec les leaders du mouvement d'Alger, plus on est tenté (ou contraint) de souscrire à certaines de leurs exigences ; et, progressivement, on finit par adopter leur vision du problème. Or, si sincère, si intensément vécue qu'elle soit, cette vision est fausse. Elle n'est pas immorale ; elle n'est pas « colonialiste ». Elle est simplement fausse.

Cette vision part d'un refus de compter avec le nationalisme algérien. Elle le tient pour artificiel ou inexistant. La fraternisation aurait montré qu'on pouvait séparer les masses musulmanes du F.L.N. et en faisant des Algériens des « Français à part entière », on enlèverait aux maquisards l'objectif même de leur combat qui ne serait que la « lutte contre l'injustice ». Si le gouvernement français adopte cette vision, on comprend mieux pourquoi il s'est opposé à la divulgation des propositions de Krim Belkacem.

Deux nationalismes

Que des mesures égalitaires — à la condition qu'elles soient immédiates, profondes, spectaculaires — arrivent à bouleverser les données du problème, provoquer une détente, et surtout favoriser au profit de la France les conditions d'un dialogue, c'est évident. Mais qu'elles suffisent à une solution, c'est encore une pernicieuse illusion.

A partir du combat contre l'injustice, des hommes peuvent très bien se lasser d'attendre réparation de ceux contre qui ils combattent et trouver dans le combat une patrie. C'est un phénomène bien connu des classes ou des peuples humiliés qu'ils ne peuvent guérir qu'en forgeant eux-mêmes les armes de leur résurrection.

Avant l'insurrection, en 1936, en 1945, et même en 1954, il était sage d'essayer de faire avorter la revendication nationaliste par l'égalité des droits. Mais croire que cette solution est valable aujourd'hui encore, c'est préparer à tout le monde de nouvelles déceptions. D'ailleurs M. Malraux — à la grande fureur des leaders algérois — l'a bien pressenti, qui, après avoir affirmé que les maquisards ne sauraient plus « *comment combattre l'injustice si celle-ci disparaissait* », a néanmoins reparlé « *d'association* ».

Depuis le temps que les choses durent, on commence tout de même à savoir à quoi s'en tenir sur l'Algérie. C'est un problème sans précédent et qui paralyse les meilleurs, parce qu'il concerne une terre sur laquelle sont nés deux nationalismes aussi vigoureux et, en un sens, aussi enracinés l'un que l'autre.

Pourquoi l'impatience ?

Dans les rangs du nationalisme musulman, il y a l'élite de la jeunesse algérienne, le « fer de lance », selon le mot de M. Malraux. Dans les rangs des nationalistes français il y a la quasi-totalité de la population européenne, plus — lorsque ces Français sont égalitaires — de nombreux musulmans. L'objectif, difficile, compliqué mais *inéluctable*, est de construire une communauté à égale distance des mythes de l'Algérie française et de l'Algérie arabe. Parce qu'on s'est enfoncé dans le mythe de l'Algérie française, on a donné une force démesurée à un nationalisme arabe, dont les revendications peuvent être parfois outrancières. Mais la mystique F.L.N. est née. C'est un fait, et l'on n'y peut rien.

C'est pourquoi si les justes mesures égalitaires que prend ou que prépare le gouvernement du général de Gaulle sont appliquées sans souci de cette mystique en Algérie, en Afrique du Nord, dans tout le monde musulman et afro-asiatique, elles ne feront que gâcher une fois encore les chances de la communauté algérienne.

A l'égard du général de Gaulle on est tenté de se montrer plus impatient qu'avec d'autres, mais c'est parce que ses chances sont plus grandes et que son temps est compté.

JEAN DANIEL.

(A. P.)

M. MACMILLAN ET LE GÉNÉRAL DE GAULLE, A PARIS
Sans protocole et sans femmes.

Sélection exclusive des plus beaux costumes légers :
Tergal, Alpaga, Airway, Lin
COSTUMES depuis.. 24.900 fr.
VESTONS depuis.... 14.900 fr.
PANTALONS depuis. 4.900 fr.
GARY
73, Champs-Élysées

DIPLOMATIE

Les premiers visiteurs

A l'occasion des voyages à Paris de M. Macmillan, puis de M. Foster Dulles, le général de Gaulle expose ses vues diplomatiques. Elles sont sages.

IL était normal que ce soit M. Macmillan qui ouvre le cycle des grands entretiens internationaux du nouveau président du Conseil français. Il l'était moins que le premier ministre se dérangeât, alors que les usages diplomatiques prévoient que c'est au plus récemment entré en fonctions qu'il appartient de se déplacer le premier. Il n'est pas exagéré d'admettre que, ce faisant, « Mac » ait voulu manifester son estime pour le général et renforcer sa stature diplomatique.

En fait, dès le début, et en dépit de l'attitude d'une partie de la presse, c'est l'Angleterre qui s'est montrée la plus favorable à la tentative de de Gaulle.

Beaucoup de raisons l'expliquent : le souvenir de la France libre, c'est-à-dire de la fidélité dans les mauvais jours, l'amitié pour le général de Macmillan qui le connut bien en 1943 lorsqu'il représentait auprès de lui le gouvernement Churchill, l'opinion de l'ambassadeur anglais à Paris, sir Gladwyn Jebb, qui estimait que seul de Gaulle pouvait empêcher la guerre civile et ramener la paix en Algérie. Enfin, le moins qu'on puisse dire est que la politique d'intégration européenne tient moins à cœur aux Britanniques qu'aux Allemands ou aux Italiens.

Le « nouveau » français

La discussion fut brève et aussi « unformal » que possible. Du côté français, pour assurer la continuité, un seul vétéran : le souriant Louis Joxe, secrétaire général du Quai, que son amitié pour de Gaulle aurait qualifié pour être ministre des Affaires étrangères, mais qui en a été écarté pour faire plaisir à ceux qui lui reprochaient sa collaboration avec le « système ». Pour le reste, rien que des têtes nouvelles, à commencer par le ministre, Maurice Couve de Murville, dont les allures sévères et la rigidité protestante ne trompent que les gens non avertis et qui, en réalité, s'amuse bien depuis que le général l'a dérangé, à Bonn, pendant une partie de golf, pour lui jouer le tour de l'installer sous les tapisseries qui entourent le bureau dont la légende a fait celui de Vergennes.

Les raisons de ce choix : 1) Son gaullisme de la bonne époque. Il s'est enfui de France en 1943 et a été déchu de la nationalité française. 2) Sa compétence. 3) Son apolitisme. 4) Sa bonne, sa très bonne réputation auprès des Américains (il a été nommé à Washington par Pierre Mendès France) et des Allemands qui l'ont vu successivement à l'œuvre. 5) Son hostilité bien connue à l'aventure de Suez et le préjugé favorable qu'il trouve, de ce fait, chez les Arabes.

Quel a été le contenu des entretiens ?

Et ce confinement ?

M. Macmillan n'a pas été fâché d'entendre de la bouche du général de Gaulle soi-même l'assurance que la France n'avait pas la moindre intention de faire cavalier seul et que sa phrase sur le « non-confinement » dans l'Alliance atlantique n'avait pas le sens d'un flirt avec Moscou.

Pour le sujet qui irrite le plus les Anglais : la bombe atomique française, le général de Gaulle a également repris à son compte la position de ses prédécesseurs : pas de club atomique sans la France. Donc pas d'arrêt des expériences sans que la France ait fait exploser sa bombe ou ait reçu les moyens d'en fabriquer sans procéder à des explosions, ou encore qu'on se soit mis d'accord pour arrêter les fabrications.

Sur le fond, les Anglais n'ont pas changé d'avis : ils se demandent en quoi les choses seront différentes parce que la France produira une demi-douzaine de bombes Hiroshima à l'heure où les trois Grands atomiques en sont à pouvoir anéantir avec un seul engin un département entier et où l'on se préoccupe davantage de développer l'artillerie atomique tactique que les armes de terreur. Ils pensent que la France va engloutir dans cette affaire des milliards qui seraient plus utilement employés ailleurs. Enfin, ils désirent toujours demeurer au sein de l'Alliance Atlantique des alliés « plus égaux que les autres ». Cela dit, ils ont estimé qu'il était impossible de faire abandonner au général sa « manie », que de toute façon cette discussion intéressait beaucoup plus M. Dulles qu'eux-mêmes — et que dans ces conditions le mieux à faire était d'écouter poliment. Le fait nouveau, c'est que du temps de M. Gaillard, on prenait moins de gants.

Dîner d'hommes

Après cette première discussion, on passa dans la salle à manger. Dîner en tenue de ville sans égard pour le protocole de Whitehall et sans femmes. Mais des homards géants et un excellent champagne. Aux souvenirs du temps d'Alger succédèrent bientôt de la part de Macmillan, qui a depuis quelques mois curieusement affermi sa personnalité, des questions fort précises et parfois indiscrètes sur les intentions du général en Algérie et en politique intérieure.

Venu assez inquiet de ce qui se tramait à Alger, M. Macmillan semble avoir été quelque peu rassuré. Ce n'est pas tout à fait par hasard que le « Times » a écrit mardi matin que « d'insolubles » les problèmes français étaient devenus simplement « difficiles ». A quoi il faut ajouter que pour les Britanniques, la clé du problème français demeure l'Algérie, que l'accord avec la Tunisie leur paraît un précédent heureux, mais qu'ils ne pensent pas que la France puisse reprendre la place à laquelle elle prétend aussi longtemps qu'on se battra au-delà de la Méditerranée. Et bien entendu, ils ne voient pas à l'affaire d'autre solution que « libérale ». Qu'est-ce à dire ? Ils ne savent pas très bien eux-mêmes. Mais ils ne croient pas une seconde aux vertus de l'intégration telle que la conçoit M. de Sérigny.

Le Nasser de M. Lloyd

On a parlé encore du Proche-Orient. M. Selwyn Lloyd a dépeint, selon son habitude, Nasser comme un nouvel Hitler, avide de conquérir, après le Liban, l'ensemble des pays arabes, y compris le Maghreb. Les Français l'ont alors interrogé sur ses intentions précises. Ils ont eu nettement l'impression que l'Angleterre n'était pas tout à fait aussi prête à s'engager au

(*Suite en page 9.*)

DEMAIN, LA RÉPUBLIQUE

par MAURICE DUVERGER

M. Maurice Duverger, professeur de Droit à la Faculté de Paris, publie cette semaine aux Editions Julliard un petit livre d'actualité : « Demain, la République ». Il y analyse les perspectives du nouveau régime, mis en place par le coup d'Alger, et les projets constitutionnels du gouvernement. Nous en donnons ici à nos lecteurs, en pré-publication, certains extraits.

«...ET *les cadres du fascisme seraient prêts. Si les « paras » rétablissent l'ordre en Algérie en développant les méthodes qu'on leur fait appliquer aujourd'hui, qui pourra les empêcher de venir « rétablir l'ordre » en France? Leur aventure actuelle ressemble étrangement à celle de ces jeunes Allemands des corps francs de la Baltique, ivres de compenser par l'action et la violence l'humiliation de leur pays : ils ont formé le noyau des sections d'assaut hitlériennes...* »

Ces lignes furent écrites le 22 mars 1957. Elles ont valu à leur auteur et au directeur du journal qui les a publiées, d'être poursuivis devant les tribunaux par M. le ministre de la Défense nationale, qui n'a finalement pas osé affronter l'audience publique, qui a fait renvoyer l'affaire *sine die*. Cassandre, la vérité est impardonnable, mais son éclat, tout de même, est difficile à masquer.

On a souvent décrit, depuis lors, les mécanismes qui conduiraient d'abord l'Algérie au fascisme, puis qui entraineraient la France dans l'orbite de l'Algérie. La première partie de la prophétie est maintenant réalisée ; la première étape du processus est accomplie. Tous les Français qui ont entendu la radio d'Alger, dans les semaines qui ont suivi le 13 mai ; tous ceux qui ont lu les proclamations des Comités de Salut public, qui ont analysé leurs méthodes, reconnu leurs hommes : tous ceux-là ont retrouvé un visage oublié, une histoire qu'on croyait à jamais abolie, un noir souvenir.

Soyons justes : les choses ont commencé en Algérie bien avant le 13 mai 1958. Presse muselée, libertés abolies, camps de concentration, tortures, super-police entourée de prestige : tout l'appareil matériel du fascisme a été mis en place par la République elle-même, sous le règne de ce proconsul socialiste qui eût ressemblé à Noske, s'il avait eu son courage physique (car le « boucher » de Berlin — comme il s'appelait lui-même — aurait regagné son poste, lui, devant une menace d'émeute).

Plus encore que des méthodes matérielles, le fascisme algérien est le résultat d'une situation, qui a engendré ces méthodes. A sa base, il y a le statut colonial. Toute société où coexistent une minorité privilégiée, riche, instruite, évoluée, et une masse sous-développée, racialement différente de la minorité en question, est antidémocratique par nature. La minorité s'accroche à l'idée d'une supériorité naturelle, qui justifie ses privilèges : elle méprise les « ratons », les « bougnoules », ce mépris lui donnant bonne conscience. Elle sait que la force seule peut à la longue maintenir sa domination :

« *Ces gens-là ne connaissent que la force* » est moins la constatation d'un fait — qui résulte lui-même de la situation générale — qu'une autojustification. Le fascisme est l'expression politique naturelle d'une telle société.

France, capitale Alger : ce n'est plus une boutade...

Cette analyse permet d'apprécier les différences avec la situation française. En Algérie, le fascisme attire la grande majorité des Européens ; la minorité, coincée entre les ultras des deux camps, est totalement paralysée. En France, le fascisme reste le fait d'une minorité : la difficulté d'y faire naître des Comités de Salut public est typique. Les classes moyennes y sont attachées à la démocratie, comme l'a montré leur réaction après le 6 février 1934. La grande bourgeoisie même reste méfiante ; l'attitude du « Figaro » est intéressante à ce propos. Et les masses ouvrières sont fortes. Leur modération, entre le 13 mai et le 2 juin, ne doit pas faire illusion. La IVe République était tombée dans un tel discrédit qu'il était bien difficile de mobiliser le peuple pour la défendre. Le général de Gaulle était lié à trop de souvenirs aussi, pour être considéré comme un fasciste ; et, d'ailleurs, il ne l'est pas. Contre des prétoriens, la réaction serait différente.

La structure profonde de la France, économique, sociale, politique, offre un obstacle naturel à une aventure totalitaire. L'échec de celle-ci reste encore plus probable que son succès. Mais le risque est sérieux. Trois facteurs puissants jouent dans le sens des hommes d'Alger. D'abord, le vide politique français. Les partis traditionnels sont dévalorisés : ils l'étaient profondément déjà avant la chute de la IVe République. Leur comportement dans la crise a achevé de les discréditer. Sauf les communistes et la droite, toutes les autres formations ont eu une attitude ambiguë, hésitante, versatile. A ce moment crucial, la nation a constaté que ceux qui prétendaient la guider étaient incapables de se guider eux-mêmes. Elle ne l'oubliera pas de sitôt. Aux élections générales de novembre 1958, la défaite des partis traditionnels risque d'être sévère, s'ils n'agissent point d'ici là ; si n'agissent point, surtout, des organisations nouvelles. Une formation de type plus ou moins autoritaire, d'apparence non partisane, de réalité fasciste, a des chances.

La peur de la démocratie populaire risque de les augmenter. Elle est le second trait de la situation actuelle. La conviction commence à se répandre dans le public qu'un échec de l'expérience gaulliste conduirait à un succès communiste, qui mènerait la France sur le chemin de Prague. Conviction qui s'attache aux apparences plus qu'aux réalités. Car la structure de la France de 1958, en pleine expansion économique, en plein dynamisme industriel, n'a aucun rapport avec celle de la Tchécoslovaquie de 1948, beaucoup moins évoluée et totalement ruinée.

L'Algérie, enfin, pousse dans le même sens. Une fois passé les enthousiasmes intégralistes, il faudra bien s'apercevoir que la guerre continue. Même si les optimistes ont raison, même si le général de Gaulle veut, à travers un premier stade d'assimilation et de collège unique, faire comprendre aux Français d'Algérie le vrai problème, leur faire toucher du doigt la nécessité de s'entendre avec les musulmans, de coexister avec eux dans un ensemble algérien, on ne voit pas très bien M. de Sérigny se rallier à cette politique. Et M. de Sérigny et ses amis sont puissants : plus puissants qu'avant le 13 mai, parce qu'ils ont mesuré ce jour-là l'étendue de leur puissance. On a hissé de Gaulle au pouvoir aux cris de « l'Algérie française » : on pourrait bien l'en chasser aux mêmes cris. En continuant à le révérer, bien sûr, mais en le déclarant « prisonnier des hommes du système », comme ces catholiques opposés au ralliement qui croyaient le pape prisonnier des francs-maçons. Le thème commence à être exploité, déjà.

Faut-il ajouter que le gouvernement accentue ces tendances, par la prééminence qu'il paraît accorder à l'Algérie dans des domaines où cela n'est pas du tout justifié, où les conséquences peuvent être graves ? En matière constitutionnelle, on est effrayé de certains projets, où le problème politique français est visiblement oublié, où il s'agit avant tout d'imaginer une représentation qui permette aux Européens d'Algérie de n'être pas noyés dans la masse musulmane — de « domestiquer la loi du nombre », en somme. Quelques fédéralistes s'en donnent à cœur joie dans ce domaine, qui découpent l'hexagone en vastes provinces — où êtes-vous, Joseph Barthélémy, vieux maître qu'enchanteraient ces nouveaux disciples ? — afin que l'Algérie ne paraisse pas trop différente : on balkanise ainsi la France, allègrement. Et ce référendum fixé au 5 octobre, date trop rapprochée, qui ne permettra pas une campagne électorale sérieuse, qui oblige à bâcler hâtivement une Constitution qu'il aurait fallu élaborer soigneusement, de façon réfléchie, n'est-ce pas en fonction de l'Algérie qu'il a été décidé ? France, capitale Alger : ce n'est pas encore la réalité, ce n'est plus tout à fait une boutade.

L'exemple d'Alger ne sera pas facilement suivi. On aurait tort de croire, cependant, que tout danger est écarté. Que, de Gaulle une fois retourné à Colombey, la République pourra vivre tranquillement, dans la nouvelle maison aménagée pour elle. La seconde étape du processus sera plus difficile que la première, mais il n'est pas encore certain qu'on pourra l'empêcher de s'accomplir. Les risques sont plus grands qu'il y a un an, beaucoup plus grands. Ce grand calme, cette euphorie qui suivent l'avènement de tous les régimes nouveaux ne doivent pas faire illusion. Les révolutions naissent de la coïncidence entre une situation et une organisation. La situation est inquiétante, on l'a vu. L'organisation existe : elle va se perfectionner.

A court terme, le sort de la République dépend du général de Gaulle d'abord, des républicains ensuite et surtout. De Gaulle peut faire quatre choses pour conjurer le danger de dictature. En premier lieu, bâtir une Constitution valable, qui crée une République forte, efficace, en contact avec le peuple. En second lieu, ramener l'armée à l'obéissance et commencer à orienter dans un sens démocratique les objectifs de la guerre psychologique. En troisième lieu, détourner ceux de ses compagnons qui lui font entièrement confiance des aventures fascistes où certains risquent de s'engager en prévision de son départ ; empêcher qu'on se réclame de lui pour créer une machine de guerre contre la République, ouverte ou camouflée. Enfin, il peut surtout — on veut encore l'espérer, malgré tout — régler le problème algérien.

C'est beaucoup, mais ce n'est pas suffisant. On ne construira pas la Ve République sans les républicains. On n'évitera pas la dictature si les républicains demeurent plongés dans l'affreux magma où ils se débattent aujourd'hui ; si les républicains restent désunis, divisés, déchirés.

Depuis vingt ans, la ligne séparative des partis ne correspond plus aux lignes de clivage de l'opinion publique : pour tous les problèmes essentiels que la France a eu à résoudre depuis Munich, la frontière des opinions est passée à l'intérieur des partis, non entre les partis. Rétablir une coïncidence entre les diverses « familles spirituelles » et les organisations qui prétendent les représenter est aussi nécessaire que refaire une Constitution. La seconde réforme perd toute portée si la première n'est pas accomplie.

Le feu à la maison pour faire cuire un œuf ?

Le premier danger n'est pas que de Gaulle modifie trop la Constitution de 1946 : c'est qu'il ne la modifie pas assez. Pour lui, comme pour tous les hommes de sa génération, la République se confond avec le régime parlementaire classique. Les immenses pouvoirs confiés à Lycurgue, à Solon, vont-ils aboutir à une réforme que M. Paul Coste-Floret lui-même pourrait patronner ? A-t-on mis le feu à la maison pour faire cuire un œuf à la coque ?

Il y a vingt-cinq ans, un certain colonel de Gaulle luttait désespérément contre l'incompréhension des états-majors pour remplacer leurs conceptions traditionnelles, totalement dépassées, par une stratégie adaptée au XXe siècle. Au faîte de la gloire et de la puissance, le président Charles de Gaulle commettra-t-il à son tour une faute analogue à celle qui pèse sur la mémoire de ceux qui ont refusé d'écouter l'auteur de « La France et son armée » ? Comme l'art de la guerre, la science politique a fait d'immenses progrès. Comme les conditions stratégiques, les structures sociales ont été totalement bouleversées. Certaines idées de Bayeux sont plus vétustes encore que les institutions des deux dernières Républiques, encore plus vétustes que les conceptions des chefs militaires en 1939. L'homme qui eût modernisé l'armée française, si on l'avait écouté, va-t-il restaurer l'usage des chassepots, en matière constitutionnelle ?

Cet échec aurait de terribles conséquences. Quand un pays est stabilisé, quand les forces politiques y sont régulièrement et solidement organisées, quand les antagonismes sociaux y demeurent limités, quand l'esprit public n'y est pas divisé profondément, les Constitutions n'ont guère d'importance, sauf pour les étudiants en droit. Tout change dans un pays bouleversé, où les partis sont en pleine déliquescence ; où des organisations inquiétantes cernent l'Etat ; où l'armée a goûté aux délices de la politique ; où les classes sociales sont prêtes à s'affronter violemment ; où un abîme infranchissable sépare ceux qui veulent continuer à vivre libres et ceux qui rêvent d'un fascisme, avec sa propagande et sa manipulation des foules, son encadrement technique et sa frénésie collective, ses camps et ses tortionnaires. Alors, une bonne Constitution peut être un catalyseur, qui crée les conditions d'un nouvel ordre, d'une nouvelle unité. Une mauvaise précipiterait la désagrégation : rien ne pourrait plus empêcher la guerre civile. Renouveler au XXe siècle le geste de Cincinnatus, c'est atteindre le niveau des plus grands héros de l'histoire, des plus purs. A condition de réussir.

M. D.

(Ingi - Paris.)

LES CRÉATRICES DE « L'AFFICHE EMPRUNT » (1)
Un vent d'optimisme se lève.

(*Suite de la page* 7.)

Liban qu'on le croyait généralement. Tout se passe comme si à Londres on commençait à comprendre qu'on n'a pas, avec le président Chamoun, misé sur le bon cheval. Le problème reste apparemment d'en trouver un meilleur. C'est à quoi M. Hammarskjoeld, sauf erreur, n'est pas parvenu.

Les Britanniques ont dicrètement tâté le terrain sur les dispositions de la France à l'égard de la République Arabe Unie de Nasser. Réponse connue d'avance : à la longue, une normalisation est souhaitable. Mais elle est conditionnée par l'évolution des pourparlers économiques franco-égyptiens qui sont au point mort, du fait du Caire. La différence avec M. Pineau, c'est que si ces pourparlers avaient abouti, on n'aurait pas pour autant renvoyé un ambassadeur au Caire. Tandis qu'aujourd'hui... bien des choses sont possibles (comme l'a montré l'accord tunisien) à un gouvernement débarrassé de la tutelle des groupes de droite du Parlement.

Dernier sujet, le seul qui tienne vraiment à cœur aux Anglais : la zone de libre-échange. M. Macmillan a refait pour le général de Gaulle et M. Couve de Murville le plaidoyer qu'il avait déjà fait devant MM. Guy Mollet, Bourgès-Maunoury et Gaillard. Mais le général ne s'intéresse guère aux détails de l'épure et il professe sur les questions économiques des opinions fort tranchées et bien connues (« *L'économie, c'est comme l'intendance, ça suit* »). Il fut donc décidé de renvoyer le tout aux spécialistes, en l'occurrence MM. Maudling et Couve de Murville.

Crédit à court terme

Vendredi, c'est au tour de Foster Dulles de débarquer à Paris pour une visite de reconnaissance. Lui aussi voit dans le général, aujourd'hui, la chance de « tirer la France d'affaire » et, par la même occasion, l'Alliance atlantique. Pour cette raison, il est disposé à se montrer conciliant. D'autant plus que jusqu'à présent le changement de politique étrangère se résume à plus d'efficacité, grâce à l'absence du Parlement, et plus de dignité — et rien de nouveau sur le fond.

Le général de Gaulle a-t-il abandonné tout espoir de faire davantage ? De jouer un rôle sur la scène mondiale, de réformer l'O.T.A.N. et de rapprocher l'Est et l'Ouest ? De rendre à la France son influence au Levant ? Sûrement pas. Mais il sait qu'il n'imposera son autorité à l'extérieur que dans la mesure où il l'aura imposée d'abord à Alger. Le crédit qu'on lui consent à Londres et à Washington est à court terme. S'il s'avère qu'il est incapable de mettre à la raison les chefs de l'armée d'Algérie, on cessera de le considérer comme le général de Gaulle et on le traitera comme ses prédécesseurs.

XXX.

ÉCONOMIE

Situation et prévisions

● ***La confiance que manifestent les possédants donne quelques mois de répit au ministre des Finances pour penser aux choses sérieuses.***

Un vent d'optimisme se lève. Le déficit du commerce extérieur paraît se résorber. Les journaux financiers soulignent que la France connaît des niveaux d'activité industrielle records. L'emprunt est lancé avec succès ; le rythme des souscriptions montre que les porteurs de capitaux ont repris confiance ; quelques dizaines de tonnes d'or refluent dans les caisses de la Banque de France. C'est aussi le moment où, les conditions saisonnières aidant, les prix des fruits et légumes contribuent à entraîner une stabilisation du prix de la vie.

L'arme de la confiance a-t-elle servi à résoudre les problèmes, à éliminer les difficultés ? Où en est réellement l'économie du pays ?

1° LA SITUATION FINANCIÈRE INTÉRIEURE présente maintenant des aspects favorables : les ressources du Trésor se sont trouvées en excédent au cours des cinq premiers mois. Bien qu'il y ait chaque année un décalage entre les recettes, dont certaines sont concentrées au cours du premier semestre, et les dépenses généralement plus fortes dans les derniers mois de l'année, cette situation permet de penser que l'impasse du Trésor se maintiendra en 1958 dans les limites (600 milliards) qui lui ont été fixées par la loi de finances. La progression des recettes fiscales résultant du haut niveau d'activité et des prix doit, en effet, compenser sensiblement l'excédent des dépenses civiles (près de 100 milliards) et militaires (plus de 100 milliards) déjà prévu.

Le succès de l'emprunt doit permettre au Trésor de couvrir cette impasse de 600 milliards sans difficulté majeure.

Cette amélioration de la situation budgétaire résulte de la conjonction d'éléments favorables, dont certains sont précaires. Tandis que la hausse des prix a contribué à accroître sensiblement les recettes fiscales (impôts sur les chiffres d'affaires), les salaires et traitements versés par l'administration et le secteur public n'ont progressé que lentement. Un tel décalage peut difficilement se prolonger longtemps, car il rend aiguë la pression des salariés du secteur public.

De même, le haut niveau d'activité, générateur de recettes fiscales abondantes, ne peut à la longue résister à l'action déflationniste qu'entraînerait le maintien des tendances actuelles : augmentation de la pression fiscale et diminution du volume des investissements de l'Etat.

Les difficultés ainsi prévisibles pour 1959 risquent, en outre, d'être aggravées par l'augmentation naturelle des dépenses dues à l'évolution démographique.

2° QUELLE EST LA SITUATION DE NOS ÉCHANGES EXTÉRIEURS ? Malgré le contingentement imposé à nos importations, notre déficit commercial s'élargit parce que nos exportations pendant les cinq premiers mois sont inférieures de près de 10 % aux résultats prévus. Le déficit s'étant accru en avril et en mai par les sorties de capitaux, nos réserves de change et nos facilités de crédit fondaient à un rythme tel qu'elles se seraient épuisées avant octobre. Mais la situation s'est brusquement améliorée au mois de juin ; au retournement du mouvement des capitaux s'est ajoutée, en effet, la rentrée d'or dans les caisses de la Banque de France.

Cette évolution favorable rend une certaine aisance à notre trésorerie en devises. Mais les chiffres de base demeurent menaçants : moyenne mensuelle des importations : 160 milliards ; moyenne mensuelle des exportations : 110 milliards ; couverture des importations par les exportations : 68 %.

3° L'INDICE GLOBAL DE LA PRODUCTION, contrastant avec ces chiffres inquiétants, traduit une situation privilégiée dans le monde occidental : notre expansion se maintient à un rythme élevé tandis que les autres pays connaissent le recul ou la stagnation.

A vrai dire, bon nombre d'industriels et de commerçants se demandent ce que signifie cet indice alors que leur activité fléchit et que leurs ventes diminuent. Il existe en effet un décalage entre la production des industries de base et de biens d'équipement — qui maintiennent jusqu'ici leur activité à un rythme très élevé — et la production des industries de biens de consommation dont le fléchissement est lié à la baisse du pouvoir d'achat des salariés. C'est dans le textile que les signes de marasme sont les plus nets.

Cette réduction de l'activité dans le secteur des biens de consommation doit entrainer à la rentrée des vacances une baisse du rythme de progression des autres secteurs de la production.

4° LA VAGUE D'AUGMENTATION DES PRIX a perdu de sa force au cours des derniers mois.

→

(1) Les deux auteurs de l'affiche de l'emprunt, Marie-Claire Lefor et Marie-Francine Openo, 27 ans. Plus douées pour le dessin que pour le tricot. Leur Marianne tricote son bas de laine à l'envers... et avec deux aiguilles.

LES CAHIERS DE LA RÉPUBLIQUE

3, rue des Pyramides - PARIS (1er)

Téléphone : RIC. 40-60 — Chèques postaux Paris 13.693-09

ABONNEMENT
France .... 1.500 fr.
Etranger .... 1.800 fr.
Le numéro .... 300 fr.

N° 14 - JUILLET-AOUT 1958 à paraître le 4 JUILLET 1958

SOMMAIRE

EDITORIAL
De la IVe à la Ve République, par André PHILIP.
Un témoignage d'Alger, par XXX.

I. PROBLEMES D'OUTRE-MER ET DU MAGHREB
L'intégration à soi-même, entretien avec J. BERQUE.
L'Outre-Mer et révision constitutionnelle, par O. ROSENFELD.

II. EXPERIENCES ETRANGERES
Le Liban, le Moyen-Orient et la France, par M. BLIN.
Le retour au pouvoir du radicalisme argentin, par J. HUTEAU.

III. CHRONIQUES
A propos de François Quesnay, par Alfred SAUVY.
Une biographie de Karl Marx, par Ernest FRAENKEL.
Impressions de Bruxelles, par P.H.
Publications économiques, par Bernard CAZES.

IV. TEXTES
Actualité de ROBESPIERRE.

V. COMPTES RENDUS
F.-A. Ogg et P.-O. Ray : le gouvernement des Etats-Unis, par L...
C. Lévi-Strauss : Anthropologie structurale, par B. C.
E. Hamel : Les atouts français, par P. AVRIL.
R. Biard : La sidérurgie française, par B. C.
Les Revues, par P. A.

VI. CORRESPONDANCE

jack Romoli
EXCLUSIVITÉS MASCULINES
PARIS

COSTUMES D'ETE
TERGAL - ALPAGA
LAINE et SOIE

CHEMISES D'ETE
SHANTUNG - VOILE
TOILE D'IRLANDE

38-40, avenue Victor-Hugo

→

Deux menaces à l'horizon : l'augmentation automatique des prix agricoles par l'indexation prévue dans les décrets Gaillard ; et la pression des salariés pour retrouver un pouvoir d'achat amputé de 5 à 10 %, suivant les branches d'activité, au cours des douze derniers mois.

C'est en considérant plus particulièrement ces deux derniers facteurs que le général de Gaulle, dans son discours radiodiffusé, a annoncé qu'il demanderait « à tous » des sacrifices.

5° CONCLUSION. Les éléments favorables sont incontestables. Ils se trouvent renforcés par les facteurs politiques et psychologiques qui expliquent la confiance spectaculairement retrouvée au cours du mois de juin. Cette confiance permet de retarder les échéances les plus préoccupantes. Elle ne les supprime pas.

Les charges de la guerre d'Algérie ont conduit tous les gouvernements successifs à élever le taux des impôts de façon d'autant moins tolérable que la fiscalité n'a pas été réformée. Et les charges, que le développement économique et démographique du pays rend indispensables, ont été constamment repoussées.

Les intentions connues du gouvernement de Gaulle, en matière de logements d'une part et de dépenses militaires d'autre part, indiquent que ces charges vont être lourdes, alors que les rentrées d'impôts ne vont plus être nourries par un développement (de la production, et des prix) analogue à celui des mois écoulés.

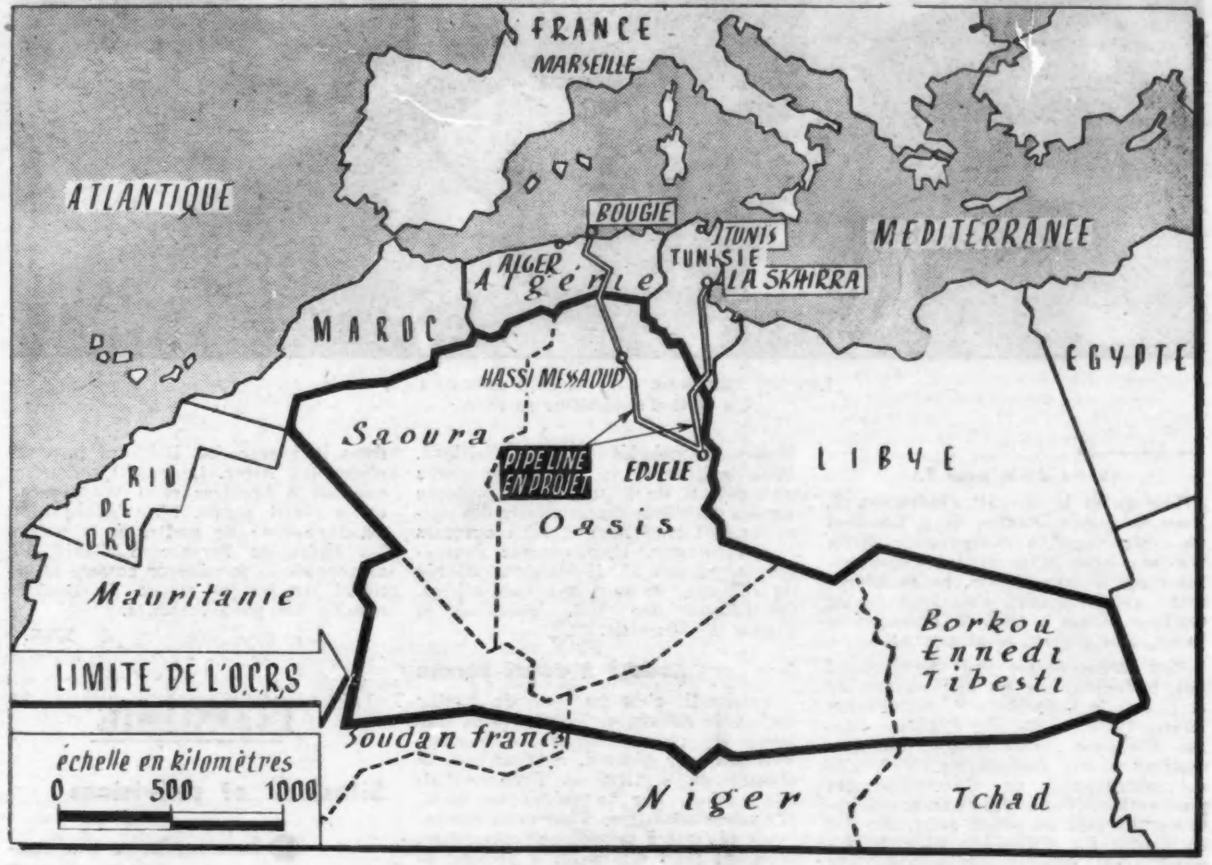
Notre déficit du commerce extérieur, au niveau actuel des prix français et étrangers, pourra très difficilement être résorbé. Et nos engagements internationaux, notamment l'existence du Marché commun, ne nous permettent plus de maintenir en 1959 l'actuel système de contingentement.

Ces problèmes, la confiance seule ne peut les résoudre. Mais elle donne des atouts, et un peu de répit. Le gouvernement a gagné quelques mois sur le plan économique. Les problèmes qui ont nom : production, échanges, budget, ne le prennent plus à la gorge. Il a jusqu'à la fin de l'année pour s'en occuper sérieusement.

SAHARA

De quels revenus s'agit-il ?

● ***Le gouvernement annonce l'utilisation des « ressources du Sahara » pour la création d'un département-test en Algérie. Il y a une erreur de calcul, disent les techniciens sahariens.***



(Service cartographique de « L'Express ».)

LE SAHARA, SES GISEMENTS, SES DÉBOUCHÉS
D'abord des dépenses, les revenus, plus tard.

« *LE gouvernement projette de transformer radicalement l'un des départements d'Algérie et d'en faire un département-épreuve, un test... Les ressources existent. Indépendamment de celles qui sont destinées à la métropole, elles viendront principalement du Sahara, dont la mise en valeur s'annonce comme une tâche urgente.*

Cette mise en valeur permettra de réaliser cette grande expérience et d'associer à cette tentative, dans des proportions variables, le Maroc et la Tunisie », a annoncé M. André Malraux, au nom du gouvernement.

Les revenus procurés par l'exploitation du Sahara devraient ainsi permettre à bref délai d'industrialiser un département d'Algérie, qui deviendrait une « vitrine » aux yeux des musulmans. Le projet est séduisant. Il n'est pas nouveau, et peut difficilement apporter une solution politique à la guerre d'Algérie. Mais il pourrait donner un « élan » psychologique. A condition de reposer sur des réalités techniques et économiques — qu'il faut examiner.

Le prix du développement

Quelle estimation peut-on faire des « revenus » que procurera le Sahara dans les années qui viennent ? Le coût du programme actuel de mise en valeur, comprenant tous les projets industriels élaborés jusqu'à présent, représente 510 milliards de dépenses pour la métropole. A ce total il faut ajouter les dizaines de milliards qui seront nécessaires pour donner au Sahara des pistes, aérodromes et réseaux de télécommunications indispensables. Ce qui porte le montant global à 550 milliards au moins. Il s'agit donc de trouver cet argent et de le dépenser au Sahara dans les cinq ans qui viennent avant de pouvoir compter sur des revenus.

Si l'on prend l'exemple du pétrole, plus immédiatement rentable que l'exploitation du minerai de fer ou du gaz, l'ordre de grandeur du financement des opérations prévues pour 1957, 1958 et 1959 est de 250 milliards de francs, ainsi répartis : recherche et développement : 150 milliards ; achat et pose de pipe-lines : 70 milliards ; dépenses d'exploitation : 30 milliards.

Ces travaux doivent permettre, s'ils s'effectuent suivant le rythme prévu, d'extraire 10 millions de tonnes de pétrole du Sahara en 1961 — soit la moitié de la consommation française actuelle — qui seront évacuées du bassin d'Edjelé-Tiguentourine par le pipe-line traversant la Tunisie et de Hassi-Messaoud par le pipe-line aboutissant à Bougie.

Rien avant 1960

Le rythme de production s'accroîtra ensuite très rapidement puisque l'on compte sur 20 millions de tonnes dès 1965 pour une consommation nationale qui sera alors de 30 millions. Cela représentera naturellement une économie considérable en devises — de l'ordre de 140 millions de dollars dès 1961 — et donc une amélioration sensible de l'ensemble de la situation économique française (en 1956 les importations de pétrole ont atteint environ 250 milliards de francs pour un déficit total de la balance commerciale métropolitaine de 400 milliards de francs).

Mais les deux pipe-lines doivent en principe être terminés dans deux ans ; pour le moment, on en est seulement à en discuter le tracé, et le ministre du Sahara — M. Max Lejeune — déclarait dès janvier dernier : « *Il ne faut pas commettre l'erreur de trop mobiliser l'épargne pour le Sahara. Je ne veux pas être un nouveau banquier de la rue Quincampoix. Le pétrole ne coulera de façon rentable qu'en 1960, ce n'est qu'à cette date que les capitaux investis rapporteront normalement.* »

A cette date — c'est-à-dire dans deux ans — que rapportera le pétrole du Sahara ?

Les gisements les plus riches de Koweit et d'Arabie Séoudite procurent aux pays du Moyen-Orient un revenu de 6 dollars par tonne de pétrole extrait, soit environ 2.500 francs par tonne. Les recherches et les conditions d'exploitation étant au Sahara très coûteuses et les nécessités du réinvestissement très fortes en début d'exploitation, on estime généralement, dans les services officiels, à 1.000 francs la tonne le revenu disponible pour le pétrole du Sahara. Cela procurerait 10 milliards de francs en 1961, c'est-à-dire encore très peu de chose en face des dépenses qu'il faudra continuer d'engager et des exigences de l'économie des trois pays d'Afrique du Nord à l'égard desquels nous avons pris des engagements.

Les bénéficiaires

L'article 1 de la loi du 10 janvier 1957 créant l'Organisation commune des Régions sahariennes (O.C.R.S.) a en effet pour objet « la promotion sociale des régions sahariennes », c'est-à-dire du million d'êtres qui vivent dans ce désert et dont le revenu moyen annuel est légèrement supérieur à 4.000 fr. par habitant aujourd'hui.

Le ministre du Sahara a déclaré : « *En ce qui concerne les profits et redevances, la loi sur l'O.C.R.S. jouera à plein en faveur des régions sahariennes. Les redevances tirées du pétrole seront consacrées à la mise en valeur du Sahara, mais aussi à la promotion sociale des populations ; nous ne voulons pas que le Sahara offre le spectacle que présentent certains pays du Moyen-Orient : profits monstrueux d'un côté, misère profonde de l'autre.* » Et M. Gaillard, ex-président du Conseil, a confirmé, le 7 mars dernier, devant l'Assemblée nationale, parlant de l'Algérie, mais aussi de la Tunisie et du Maroc : « *Il est temps de mettre en œuvre une formule de coopération commune dans le but notamment d'exploiter les ressources sahariennes.* » Les parties prenantes sur les revenus seront donc nombreuses.

L'aide étrangère

On pourrait espérer une utilisation importante de main-d'œuvre locale pour l'exploitation du Sahara et donc un accroissement du niveau de vie de ces populations. Mais seules les industries de transformation utilisent beaucoup de main-d'œuvre : il faudra les développer, ce qui exigera de nouveaux investissements.

On peut donc considérer raisonnablement que pour cinq ans au moins l'exploitation du Sahara ne procurera aucune ressource, et représentera au contraire un effort financier considérable de la part de la métropole. Ce sont d'ailleurs ces méthodes de financement qui sont actuellement à l'étude dans les organismes officiels et notamment la participation, qui apparaît inévitable, de capitaux américains aux grands projets sahariens.

Le Sahara est pour l'avenir — à condition que la paix soit restaurée d'ici là en Algérie — un espoir considérable et une entreprise exaltante. Il serait dommage de compromettre cette entreprise et de préparer de graves déceptions, en laissant croire que des « revenus » du Sahara peuvent permettre des réalisations immédiates, alors qu'au contraire ce sont d'énormes sacrifices qu'il va falloir d'abord faire pendant plusieurs années.

* * *

Vacances pour les jeunes en
ISRAËL
DERNIERS DEPARTS
les 11 et 14 août
NOMBRE DE PLACES LIMITE
avec
L'UNION DES ETUDIANTS JUIFS DE FRANCE
6, r. Lalande, PARIS-14e - SEG. 60-21

Pour tous vos problèmes
CAOUTCHOUC
(NATUREL ET SYNTHETIQUE)
AMCO
7, avenue Emile-Massard
Tél. GAL. 85-65 PARIS (17e)
TUYAUX - JOINTS
PIÈCES MOULÉES
ARTICLES
DE PROTECTION

POLOGNE

Les raisons de Gomulka

● *Le leader polonais a dénoncé publiquement, pour la première fois, M. Nagy et le titisme. Il l'a fait volontairement et sincèrement.*

« PARLONS *peu, faisons beaucoup* » — la doctrine de Gomulka, depuis son retour au pouvoir en octobre 1956, se résumait à cette seule phrase. Peu bavard de nature, le chef du P.C. polonais se limitait luimême à trois ou quatre discours-sermons par an pour vanter les bienfaits du socialisme ou pour stigmatiser l'alcoolisme. Les intellectuels, et tous ceux qui espéraient que l'Octobre polonais aurait ramené la liberté totale d'expression, ne cachaient pas leur déception devant cette restriction généralisée de la parole.

Mais lorsque « Trybuna Ludu » publia le verdict du procès Nagy, les mécontents de la veille prirent brusquement conscience de la sagesse et des avantages de cette politique du silence. Sans doute était-ce parce que personne ne parlait d'elle que la Pologne pouvait rester le plus libre de tous les pays communistes, et que nul n'y était poursuivi pour délit politique. Les rédacteurs de « Po Prostu » ont vu interdire leur hebdomadaire, mais ils n'ont jamais été inquiétés personnellement pour « leur campagne de noircissement du régime socialiste » et n'ont eu aucun mal à trouver du travail dans d'autres rédactions. Leur sort eût été bien différent s'ils avaient vécu dans n'importe quelle autre démocratie populaire, y compris la Yougoslavie !

Des menaces russes ?

C'est au moment où ses compatriotes commençaient à apprécier les bienfaits de son silence que Gomulka a décidé de parler. Samedi, à Gdansk, il a prononcé devant les ouvriers des chantiers navals un discours long et inattendu. Il s'est attaqué au sujet sur lequel on le croyait le moins désireux de se prononcer : le conflit soviéto-yougoslave et l'exécution de Nagy.

Depuis plusieurs mois, l'Occident interprétait le mutisme de Gomulka comme le signe d'un conflit aigu avec Kroutchev. C'est contre ces rumeurs et les espoirs occidentaux d'une épreuve de force entre Varsovie et Moscou que le chef polonais s'est élevé en premier lieu. Mais il n'a pas ménagé non plus les reproches — amers bien qu'amicaux — aux Yougoslaves.

Dans la controverse qui oppose aujourd'hui le Kremlin à Belgrade, Tito porte une lourde responsabilité : tel est le verdict de l'homme qui, il y a dix ans, s'était attiré la colère irrémédiable de Staline parce qu'il refusait d'approuver ses attaques contre les Yougoslaves. Et Gomulka a répété à plusieurs reprises qu'il espérait voir *« les camarades yougoslaves abandonner la fausse route dans laquelle ils se sont engagés »*.

Gomulka s'est-il donc plié plus facilement aux exigences de Kroutchev que jadis à celles de Staline ? A-t-il été obligé, sous la menace, de s'aligner purement et simplement sur Moscou ?

Ceux qui connaissent le secrétaire du P.C. polonais savent qu'il n'est pas homme à céder au chantage. Aucun ordre de Moscou, aucune manœuvre d'intimidation n'auraient extorqué de lui certaines paroles s'il n'avait pas cru utile de les prononcer. Le discours de Gdansk, il l'a fait de son plein gré, et sa signification est d'une grande importance.

Un document offensant

Gomulka ne veut pas et ne peut pas quitter le camp soviétique. Il le répète souvent à ses compatriotes, le fait dire aux Occidentaux — quelles que soient ses offres de collaboration et d'amitié — et le promet sincèrement aux Russes. Son ambition se limite à obtenir le maximum d'indépendance pour son pays au sein de la « grande famille socialiste » et à faciliter le rapprochement entre les deux blocs existants — le plan Rapacki représentait une tentative dans ce sens. Pour mener à bien un tel jeu, il souhaitait pouvoir compter sur l'appui de la Yougoslavie et agir de concert avec elle.

(Mario Garrubba.)

UN SOLDAT DES MILICES POLONAISES
Le silence était bien agréable.

Tel n'était pas l'avis de Tito qui, en novembre dernier, a manifesté avec éclat son refus de retourner au bercail en refusant de signer avec Gomulka la déclaration des douze partis communistes de l'Est.

La déception des Russes, l'intransigeance des Yougoslaves suscitèrent alors quelques échanges de flèches empoisonnées. Mais il ne semblait pas que les choses dussent s'envenimer sérieusement.

C'est la publication par les Yougoslaves du projet de programme pour le VIIe Congrès de leur parti qui — selon les Polonais — a bouleversé les données du problème. Certains chapitres de ce document volumineux étaient ouvertement offensants pour les Russes et devaient être ressentis à Moscou comme une provocation. C'est alors que les Polonais, très inquiets, envoyèrent une délégation officieuse à Belgrade pour demander à Tito de retirer certaines clauses particulièrement menaçantes. Ils n'eurent que partiellement gain de cause : les Yougoslaves supprimèrent leurs critiques des accords de Yalta et de Potsdam, mais restèrent intraitables sur l'essentiel.

L'appel pathétique

Dès lors, malgré la solidarité des années précédentes, la divergence entre Belgrade et Varsovie devenait inévitable. Tito acceptait le risque d'une rupture totale et ne voulait pas céder un pouce de terrain.

Gomulka, de son côté, savait que les hostilités russo-yougoslaves risquaient — comme en 1948 — d'être plus dangereuses pour lui que pour le maréchal de Belgrade. La situation géographique aidant, la Yougoslavie peut survivre à toutes les pressions soviétiques et même s'accommoder de la guerre froide.

Il en est tout autrement pour la Pologne. Encerclée de toutes parts par l'U.R.S.S. et les pays qui lui sont inconditionnellement fidèles, elle ne peut survivre que dans un climat de détente. Si l'heure du choix sonnait une fois de plus, il lui faudrait faire le deuil de ses ambitions intérieures et internationales. Quels que soient les subterfuges et les faux-fuyants qu'elle pourrait adopter provisoirement, il lui faudrait tôt ou tard s'aligner sur sa toute-puissante voisine de l'Est.

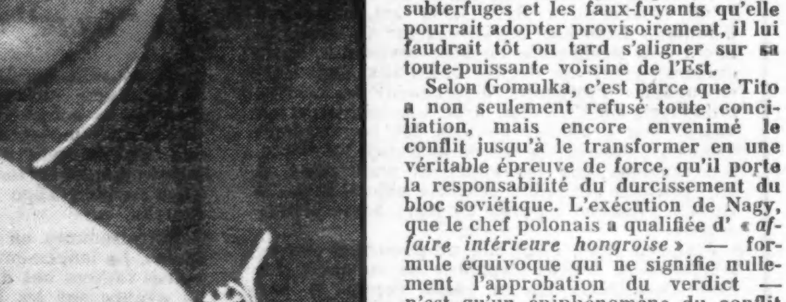
Selon Gomulka, c'est parce que Tito a non seulement refusé toute conciliation, mais encore envenimé le conflit jusqu'à le transformer en une véritable épreuve de force, qu'il porte la responsabilité du durcissement du bloc soviétique. L'exécution de Nagy, que le chef polonais a qualifiée d' *« affaire intérieure hongroise »* — formule équivoque qui ne signifie nullement l'approbation du verdict — n'est qu'un épiphénomène du conflit Moscou-Belgrade. C'est pour que celui-ci cesse ou du moins s'apaise, que Gomulka a multiplié ses appels aux *« camarades yougoslaves »* pour qu'ils abandonnent leur *« fausse route »*.

Mais, en adoptant une telle attitude, le secrétaire du P.C. polonais ne sous-estime-t-il pas l'ampleur des exigences que Moscou a formulées à Tito ? Ne s'est-il pas mis sur une pente glissante qui le conduira demain à approuver d'autres décisions du Kremlin ? Certains de ses compatriotes le craignent. Il n'empêche que son discours de Gdansk constitue un appel pathétique à ceux qui, selon lui, devraient le comprendre le mieux parce que leurs buts coïncident, même si la géographie favorise les uns et met les autres dans une situation particulièrement délicate. Tito, qui se prépare à divulguer des documents compromettants pour les chefs de l'U.R.S.S., entendra-t-il, avant qu'il soit trop tard, le cri du cœur que lui lance son ami polonais ?

K.S. KAROL.

Lennox
CHEMISIER-TAILLEUR
144, r. de Courcelles - WAG. 02.53
CHEMISES ET COSTUMES LEGERS
dans les plus beaux tissus sur mesures et prêts à porter
Spécialité de pulls-over et polos importés d'Angleterre et d'Italie

VACANCES EN ESPAGNE
Dans le cadre des 60.000 francs français que chaque voyageur peut emporter en ESPAGNE
l'Agence de Voyages LE TOURISME FRANÇAIS, organise des
CIRCUITS EN AUTOCAR
de PARIS à PARIS ou de HENDAYE à HENDAYE à destination
de l'ESPAGNE et du PORTUGAL
Egalement séjours de vacances sur
la COSTA BRAVA ou aux ILES BALEARES
à des prix très réduits
Renseignements à l'agence de voyages
LE TOURISME FRANÇAIS
96, rue de la Victoire - PARIS (9e) Tél. : TRI. 15-43
LICENCE n° 77



LA RÉVOLUTION NUCLÉAIRE

Mardi, deux jours après l'explosion dans le Pacifique d'une bombe H américaine pulvérisant tous les records de puissance, les experts scientifiques de l'Est et de l'Ouest se sont réunis à Genève pour étudier d'abord la possibilité de détecter à distance les expériences atomiques. La bombe du Pacifique renforce-t-elle la puissance militaire des Etats-Unis ? Un arrêt des essais nucléaires modifierait-il l'équilibre militaire international ? L'un des meilleurs experts militaires anglo-saxons (Alastair Buchan, dans « The Observer ») analyse ici les dernières données de la stratégie mondiale et leur prochaine évolution.

NOUS avons affaire jusqu'ici non pas à une, mais à trois révolutions de la technique militaire : celle des moyens de destruction, celle des moyens d'attaque et celle des possibilités défensives. En gros, elles correspondent aux progrès réalisés dans les domaines de la physique nucléaire, de l'aérodynamique et de l'électronique.

La première de ces révolutions — celle des moyens de destruction — peut être considérée comme terminée, du moins en ce qui concerne ses conséquences pratiques. Les Etats-Unis et la Russie ont essayé et peuvent produire des armes infiniment plus puissantes qu'il n'est militairement nécessaire. Les uns et l'autre ont d'immenses réserves de matériaux fissiles. Les calculs non officiels indiquent que l'Amérique produit chaque année de quoi fabriquer 30.000 à 40.000 bombes A de type Hiroshima.

La révolution nucléaire est entrée dans l'histoire et elle est irréversible. Un accord sur l'arrêt des essais — ou même de la production — des armes atomiques (bien qu'important pour la protection de la santé mondiale) ne peut plus modifier l'équation stratégique américano-soviétique.

C'est maintenant la révolution dans la puissance d'attaque qui prend le plus d'importance. Contrairement à ce que certains pensent, l'ère de la guerre presse-bouton — c'est-à-dire des fusées intercontinentales ou des plates-formes de l'espace — n'est pas encore arrivée. Les fusées ne constituent pour l'instant qu'un complément tactique des forces d'attaque classiques. L'équilibre de la terreur continue d'être assuré par les bombardiers du Strategic Air Command américain et de l'armée de l'air soviétique.

La flotte aérienne du S.A.C. se compose de 1.500 bombardiers B47 (1.000 km/h. ; rayon d'action : 4.800 km) stationnés sur de multiples bases à la périphérie du bloc soviétique et de quelques centaines de B52 basés aux Etats-Unis et capables d'atteindre directement les centres industriels de l'U.R.S.S. avec ravitaillement en vol. Il faut y ajouter environ 200 bombardiers Valiant, Victor et Vulcan de la Royal Air Force, plus rapides que les appareils américains et qui peuvent atteindre certains objectifs de la Russie d'Europe à partir de leurs bases britanniques.

Jusqu'en 1954, l'U.R.S.S. ne possédait pas de bombardiers lourds capables de menacer les Etats-Unis. Mais elle a édifié depuis, à une vitesse surprenante, une flotte intercontinentale qui se compose maintenant d'environ 500 *Bisons* à réaction (900 km/h. ; rayon d'action : 8.000 km) et *Ours* à turbo-hélices (rayon d'action : 6.500 km).

Un avantage géographique

Bien que chaque appareil puisse faire plus de ravages en une seule mission que la totalité de l'effort allié contre l'Allemagne pendant toute la durée de la dernière guerre, la révolution nucléaire impose des limitations draconiennes à l'utilisation de ces flottes aériennes.

Le premier coup d'un agresseur doit en effet être aussi le dernier. Si une partie des forces de représailles adverses échappe à la destruction, ce ne sont pas seulement les bases militaires, mais le territoire tout entier de l'attaquant qui sera anéanti.

Or, il y a déjà dans la seule zone de l'O.T.A.N. près de quatre cents bases d'où peuvent décoller des bombardiers porteurs de bombes H. Les détruire simultanément supposerait un « minutage » extraordinairement précis de l'attaque. Le décalage de distance entre les bases européennes et américaines donne également un avantage géographique à l'Occident.

Si les Russes détruisent d'abord les bases européennes, les appareils stationnés aux Etats-Unis seront aussitôt prévenus et auront le temps de décoller avant l'arrivée des bombardiers russes ; si le commandement soviétique envoie au contraire sa première vague contre l'Amérique, son passage dans le ciel du grand Nord sera décelé à temps pour permettre aux bases européennes de larguer leurs appareils vers la Russie. C'est cette équation géographique qui a permis aux Occidentaux d'observer sans trop d'inquiétude le développement de la flotte de bombardement soviétique.

Une troisième révolution, celle des techniques défensives, est également en cours. Pour l'instant, la défense contre les bombardiers reste assurée par les chasseurs d'interception, avec un avantage assez considérable pour l'attaquant. Mais ce mois-ci, les fusées anti-aériennes à tête nucléaire « Nike-Hercules » (rayon d'action : 160 km) entrent en service, ainsi que l'intercepteur sans pilote « Bomarc » (rayon d'action : 480 km). Tout porte à croire que les Russes ont mis au point des fusées anti-aériennes au moins aussi efficaces et que, en 1962 ou 1963, leurs principaux objectifs seront suffisamment bien défendus pour que leur destruction, en cas d'attaque de représailles, ne soit pas certaine. C'est pourquoi les Occidentaux s'orientent vers deux développements nouveaux : la bombe « guidée », qui sera larguée à 300 ou 700 km de l'objectif, et le bombardier à basse altitude, comme le B58 Hustler et l'appareil anglais N.A. 39 — qui voleront au ras des arbres pour échapper aux radars.

Un "trou" de dix-huit mois

La nouvelle question qui se pose est celle-ci : la technique qui nous a conduits à ce point d'équilibre actuel des aviations va-t-elle nous plonger en moins de dix ans dans un monde cauchemardesque de fusées intercontinentales, auprès duquel l'actuel « équilibre de la terreur » nous paraîtra l'âge d'or de la sécurité internationale.

Nous sommes en effet à l'aube de l'ère des fusées. Le lancement des Spoutniks et plusieurs autres indices ont démontré que la Russie était en avance sur les Etats-Unis dans la mise au point d'une fusée intercontinentale (I.C.B.M., 8.000 km de portée) et des moyens de la guider jusqu'à l'objectif. Le gouvernement américain estime maintenant que l'U.R.S.S. sera en mesure de menacer les Etats-Unis avec un nombre substantiel d'I.C.B.M. dès 1960, alors que les fusées américaines de même type — *Atlas* et *Titan* — ne pourront être mises en service avant 1961 ou 1962.

Il y aura donc un « trou » de dix-huit mois à deux ans pendant lequel les Russes seront *théoriquement* en mesure de détruire les bases américaines de B52 sans risques de représailles.

En fait, l'avantage de l'U.R.S.S. ne sera pas si décisif. Pour combler le « trou », les Etats-Unis ont déjà convaincu les Anglais d'accepter l'installation sur leur territoire de soixante fusées intermédiaires « Thor » (rayon d'action : 2.400 km) et envisagent de répartir quatre-vingt-dix fusées « Thor » ou « Jupiter » dans les Alpes et les Vosges d'ici 1960. La plus grande portée des fusées russes sera, en partie, donc compensée par la plus grande proximité des bases occidentales.

Le problème de la destruction simultanée des bases adverses, d'autre part, ne sera pas simplifié, mais compliqué par l'introduction des fusées. Ce ne sera plus 400, mais 600 à 800 bases que les Russes devraient anéantir d'un seul coup en cas d'attaque.

Enfin, lorsque les I.C.B.M. deviendront le facteur dominant de la stratégie, il n'est pas exclu qu'une certaine défense contre eux ait d'ici là été mise au point.

La réalisation de la fusée anti-fusée n'est pas aussi improbable qu'on le croit. Elle dépendra de la furieuse bataille électronique que se livrent les laboratoires américains et russes — bataille de radars, de contre-radars, de contre-contre-radars, dont l'issue est encore incertaine. Si une protection, même partielle, contre les I.C.B.M. pouvait être obtenue, ils cesseraient d'être une arme « absolue », c'est-à-dire mettant l'agresseur à l'abri de toutes représailles.

Mais dans quel univers vivrions-nous alors ? Aujourd'hui, l'Occident dispose d'un délai de quatre heures pour riposter à une attaque surprise déclenchée par des bombardiers adverses. Avec les I.C.B.M., qui ne mettraient que trente minutes pour aller de Leningrad à Chicago, ce délai serait réduit à quelques minutes. Pour éviter la destruction des forces de représailles occidentales, la riposte devrait *être pratiquement automatique dès la première alerte.*

L'avenir de l'humanité risque donc d'être à la merci — on l'a déjà souligné et c'est, hélas ! absolument vrai — d'une erreur d'appréciation d'un observateur, quelque part dans le grand Nord, qui confondra sur son écran de radar un orage magnétique avec la trajectoire d'un I.C.B.M. soviétique.

C'est vers cette impasse stratégique qu'il semblait, il y a peu de temps encore, que la science doive nous entraîner. Aujourd'hui, le développement accéléré d'une arme nouvelle peut modifier la nature de l'équilibre de la terreur et réduire les risques d'une guerre « accidentelle ». Il s'agit du sous-marin atomique équipé de la fusée « Polaris ». « Polaris » est une fusée balistique à carburant solide qui peut emporter une bombe H et dont le rayon d'action, actuellement de 1.400 km, pourra être porté à 2.400 ou même 3.200 km. Sa mise au point est relativement avancée *et elle devrait être prête en* 1960. Il semble que les Russes aient sur les Etats-Unis un retard de dix-huit mois dans la réalisation de ce type d'arme et on ne sait presque rien de leurs progrès dans le domaine des sous-marins atomiques.

Les Etats-Unis posséderont sans doute cinq sous-marins atomiques équipés de fusées « Polaris » à la fin de 1961 et peut-être dix autres vers 1965. Chaque submersible, qui pourra naviguer deux ans sans regagner sa base et rester en plongée pendant trente jours de suite, emportera jusqu'à vingt-quatre « Polaris ». *Aucune défense ne sera possible contre ces fusées,* puisqu'elles pourront être lancées de n'importe quel point de l'océan, y compris de trous dans la calotte glaciaire. Londres, Leningrad, New York ou Novorossiisk pourront être détruites sans avertissement et sans même qu'il soit possible de savoir qui les a frappées.

Comme la grosse Bertha...

L'avantage de cette arme nouvelle sera cependant de délivrer l'Occident de la hantise d'une attaque surprise en lui permettant d'accepter le premier coup. Même si les Russes, par un coup de maître, réussissaient à détruire tous les aérodromes et toutes les rampes de lancement occidentales, les sous-marins atomiques resteraient en mesure d'exercer des représailles terribles contre leur territoire.

Les dirigeants des deux blocs savent déjà, au fond de leur cœur, que la véritable bataille pour l'avenir se livrera dans le domaine du développement économique et de la « séduction » des nouveaux nationalismes. Ils chercheront donc, au cours des prochaines années, les moyens les moins coûteux et les moins dangereux de maintenir « l'équilibre de la terreur ».

Il est probable que vers 1965, les I.C.B.M., vulnérables, imprécis, faciles à saboter, ne seront plus qu'une curiosité militaire, comme la Grosse Bertha. Les « Thors » et les « Jupiters » auront également disparu, remplacés par des « Polaris » montés sur tracteur. Et l'océan reprendra l'importance stratégique primordiale qu'il avait abandonnée aux continents pour un court demi-siècle.

ALASTAIR BUCHAN.

(*Copyright « The Observer », London.*)

LES PROCHAINS FORUMS RÉGIONAUX

Le Secrétariat des Forums Régionaux (3, rue des Pyramides, Paris) nous communique la liste des prochains Forums organisés par les centres de province :

Jeudi 3 juillet. — MULHOUSE (21 h.), Salle de la Société Industrielle, Jacques Nantet, Pierre Avril : « Socialisme et liberté ».

Mardi 8 juillet. — REIMS (21 h.), Salons Degermaun, Robert Barrat, Jacques Nantet : « Comment sauver la République ».

Mercredi 9 juillet. — ORLEANS (21 h.), Salle Hardouineau, Mᵉ Stefanaggi, P.-A. Falcoz : « Comment empêcher en France un régime d'Alger ».

Mercredi 9 juillet. — LE MANS (21 h.), Salle des Concerts, J.-M. Domenach, Georges Suffert : « De Gaulle et l'avenir de la République ».

ABONNEMENTS DE VACANCES

Pendant la durée de l'été, « L'EXPRESS » sera naturellement mis en vente dans toutes les stations touristiques

Cependant, si vous voulez être certain de trouver « L'EXPRESS » chaque semaine, vous pourrez souscrire des abonnements spéciaux de vacances au prix de :

100 francs par numéro

Règlement à « L'EXPRESS », 29, rue de Marignan soit par chèque bancaire, soit par virement postal au C.C.P. 7378-19 Paris

LA CONSTRUCTION D'UNE ROUTE EN CHINE
A petits pas ou par grands bonds ?

(Magnum.)

CHINE

Le centre de tension

● ***De tous les dénonciateurs du « révisionnisme » yougoslave, les Chinois sont les plus acharnés. Pourquoi ?***

C'EST de Pékin qu'est parti le premier tir de barrage contre le « révisionnisme yougoslave ». Dans aucun autre pays — même pas en Bulgarie et en Albanie, où l'influence titiste est la plus marquée et la plus redoutée — les Yougoslaves ne furent attaqués avec une telle véhémence et une telle prolixité.

Quelle est donc la raison de la fureur chinoise ? Les problèmes intérieurs de la Chine, pour commencer. La campagne de libéralisation (« laissez fleurir cent fleurs »), lancée il y a un an, avait été un fiasco. Elle avait révélé non tant un mécontentement profond des masses, que leur lassitude, leur impatience, leur désir de consommer plus rapidement les fruits de leurs efforts. La libéralisation s'était accompagnée d'un relâchement de la discipline, d'une désorganisation de la planification, d'une poussée de « localisme » — comme on appelle à Pékin les particularismes locaux.

Le moment de cette expérience de détente avait été, en outre, mal choisi. Après une année faste, l'agriculture avait durement souffert, en 1956, de catastrophes naturelles. Les excédents de céréales — principal moyen de paiement des importations chinoises — se trouvaient réduits de 40 %. Si appréciables qu'ils fussent, les progrès réalisés par l'agriculture étaient presque entièrement compensés par les progrès de la demande intérieure, gonflée par un excédent annuel de 12 millions de naissances.

« Nous avons reculé »

Bref, le rythme du développement se révélait trop faible. Il fallait davantage de grain à la Chine pour payer ses machines importées, davantage de grain pour former des capitaux, davantage de grain et de minerai pour rembourser les 900 milliards consentis en cinq ans par le créancier soviétique. Et pour produire davantage de grain, il fallait davantage de charrues, de camions, de tracteurs, de pompes, donc davantage d'acier, de charbon, de génératrices électriques, de pétrole et de produits de consommation pour payer le travail des paysans et des ouvriers.

A la campagne des « cent fleurs » a donc succédé une offensive véhémente contre le révisionnisme et le « localisme ». Dans onze provinces, les dirigeants du parti furent épurés et renvoyés à la terre ou à l'usine. « *Au lieu d'avancer, nous avons reculé* », annonçait Liou Chao-tchi. Et il lança le slogan du « Ta Yué Tchin », le « grand bond en avant » :

« *Quelques années de dur labeur apportent mille ans de bonheur.* »

Le « grand bond en avant », cela signifiait qu'en quinze années, la Chine entendait devenir la troisième puissance industrielle du monde, l'égale de la Grande-Bretagne. Déjà le premier plan quinquennal (1953-57) a quadruplé sa production d'acier ; le second la doublera, pour la porter à 12 millions de tonnes ; la production de charbon a doublé, elle aussi ; elle doublera une nouvelle fois. Celle d'électricité a triplé et elle triplera encore. Pour le pétrole, le multiplicateur quinquennal fut et reste le nombre cinq.

Sans tomber dans les extrêmes du stalinisme d'il y a vingt-cinq ans, la Chine ne peut faire son « grand bond » vers l'ère de l'abondance relative qu'en dénonçant impitoyablement, avec Liou Chao-tchi, « les tièdes, ceux qui ne croient pas à l'enthousiasme des masses, ceux qui estiment encore qu'il vaut mieux se tenir à droite qu'à gauche, qu'il vaut mieux avancer à petits pas que par bonds ».

Que restera-t-il pour la Chine ?

L'offensive anti-yougoslave, dans ces conditions, visait à exorciser le titisme intérieur, à chasser, avec le bouc émissaire Tito, la nostalgie d'une voie yougoslave du cœur des militants chinois. Mais l'hostilité chinoise à Tito avait encore d'autres raisons, plus déterminantes.

Seule la guerre froide ou la menace de guerre assure la Chine, avec la cohésion du bloc communiste, de la pérennité du soutien soviétique. La « coexistence compétitive », au contraire, entraîne pour la Chine la menace d'un isolement diplomatique aussi bien qu'économique. On y trouve une autre allusion du côté yougoslave lorsque Tito, à deux reprises, reproche aux dirigeants chinois de ne penser la politique mondiale qu'en termes de stratégie des blocs.

Ainsi, la Yougoslavie défend, à travers la coexistence pacifique, son indépendance nationale ; tandis que la Chine exige, au nom du péril impérialiste, la cohésion sans failles du camp socialiste.

Si sérieux qu'il puisse paraître à la Chine, la réalité du « péril impérialiste » ne donne pas encore la clé de cette polémique.

Les dirigeants chinois ont sans doute constaté sans plaisir que Kroutchev, dans ses ouvertures diplomatiques, semblait entièrement disposé à écarter le problème chinois de l'ordre du jour d'une conférence au sommet. Une telle conférence ne laisserait donc pas seulement Pékin seul en face de Washington ; elle laisserait même subsister le blocus économique dont les Occidentaux frappent la Chine. En outre, une détente profonde et réelle entraînerait les démocraties populaires d'Europe dans la zone de la « coexistence compétitive ». En plus de ses nombreuses obligations envers des pays tiers, l'U.R.S.S. devrait encore fortifier, contre les infiltrations occidentales, les économies de ses alliés européens. Que resterait-il après cela pour l'allié chinois ?

Menaces contre Moscou

Pour bien faire saisir leur point de vue aux Soviétiques, les dirigeants de Pékin n'ont pas reculé devant certaines menaces. A l'apogée de la campagne anti-atomique des Russes, il y eut d'abord, en mars, des explosions souterraines en territoire chinois ; puis, en mai, le vice-président du Conseil, Tchen Yi, annonçait publiquement que son pays entendait produire des armes A et H. La Chine manifestait son pouvoir de « veto » sur tout accord Est-Ouest ; elle était prête, semble-t-il, à empêcher pareil accord en relançant la guerre de libération pour Formose. Et elle était capable, si ces menaces manquaient leur effet, de chercher en dernier recours un accommodement avec l'Occident, pour devenir cette seconde « Yougoslavie » de 600 millions d'âmes que le Kremlin, depuis dix ans, ne cesse de redouter.

Pendant que l'Occident, indifférent aux problèmes chinois comme aux ouvertures soviétiques, manquait une nouvelle fois sa chance diplomatique, les pressions de Pékin firent leur effet à Moscou. Peut-être M. Kroutchev qui, en avril dernier encore, envisageait un voyage à Belgrade, eût-il pu résister à ces pressions si certains de ses rivaux, forts de l'appui de Pékin, ne les avaient utilisées contre lui.

« *Votre politique de détente*, lui dirent-ils, *est une faillite. Elle n'a produit que l'insurrection hongroise, l'extension du titisme, le réarmement nucléaire de l'Allemagne, la mauvaise humeur de la Chine et la fermentation en U.R.S.S. même. Il est grand temps de changer de cap.* »

M. Kroutchev s'est incliné. Il a sacrifié la détente pour sauver ses réformes intérieures et son pouvoir. Entre des satellites européens qui le poussent en avant et la Chine qui le tire en arrière, sa position demeure peu commode. Mais la conclusion s'impose à lui, comme au monde entier : la Chine pèse d'un poids croissant dans le monde communiste ; elle détient, de fait, un droit de veto sur toute possibilité d'accord Est-Ouest.

MICHEL BOSQUET.

LA RENTE 3,5% A CAPITAL GARANTI, c'est de l'or qui rapporte. En outre, l'intérêt est exonéré de tout impôt, y compris la surtaxe progressive. Les titres, qui peuvent bénéficier d'un total anonymat, sont transmissibles en complète franchise des droits sur les successions ou les donations,

PÉTROLE

Oklahoma en Seine-et-Marne

Le pétrole vient de jaillir à dix kilomètres de Meaux. Pour les indigènes, « les emm... commencent... mais c'est beau ».

LES élèves de M. Bally, instituteur de Nanteuil-les-Meaux, n'ont pas perdu de temps. Avec de simples pièces de Meccano, ils fabriquent aujourd'hui des derricks miniatures — mus par un moteur électrique et donc en parfait état de marche — aussi naturellement que leurs parents confectionnaient des clayettes en paille de seigle pour y poser les fromages de Brie.

A la façade du « Bar de la Mairie », le patron a ajouté « et des pétroles réunis », et parmi les bouteilles d'apéritif rangées derrière le zinc, trône à la place d'honneur une fiole remplie d'or noir qu'il montre fièrement, et fait humer à la clientèle qui oserait douter.

Le paysage briard, lui, s'adapte plus lentement. Les siècles l'ont fait tel qu'il est aujourd'hui, et ce ne sont pas trois derricks plantés entre meules de foin et bosquets d'ormes qui vont, du jour au lendemain, lui donner des allures de nouvel Oklahoma. Pourtant, si deux cents puits, comme on l'envisage, viennent à être creusés dans la région de Meaux pour exploiter totalement la nappe, la campagne environnante pourrait, plus vite qu'on ne le pense, prendre un visage assez inattendu.

(Rodriguez.)

SUR LA ROUTE DU PÉTROLE
« Etre pétrolifère, on trouve à Coulommes que c'est plutôt flatteur. »

Champagne pour le pétrole

C'est en juillet 1956 que la Société Pétrorep (Pétroles de la région parisienne) s'installa autour de Coulommes, établissant son P.C. à Nanteuil-les-Meaux.

— *Nous n'avons pas choisi* n o t r e *périmètre,* m'explique M. Tilloy, chef du service d'exploration, *et comme nous étions la compagnie la plus jeune, nous avons même pris ce qui restait. Le sort ne fit pas mal les choses. En réalité, notre méthode de prospection consista, précisément, à n'en pas avoir. Autrement dit, après une première campagne sismique tout à fait classique, nous avons creusé une infinité de trous, ici et là, la plupart à deux cents mètres, certains à douze cents, afin de dresser par tâtonnements la carte structurale du sous-sol. Cela nous a coûté très cher, mais, la chance aidant, nous a permis d'aller beaucoup plus* v i t e *qu'avec le processus courant, et de déterminer très rapidement le point exact où faire nos sondages profonds. Le résultat prouve que nous avons eu raison.*

Le 22 février 1958, au puits CS 1 (première et dernière lettres de Coulommes, et ordre chronologique du forage), le pétrole jaillissait pour la première fois du sol d'Ile-de-France. En deux heures, huit cents mètres cubes de précieux liquide étaient expulsés hors du sol. Au « Bar de la Mairie et des pétroles réunis », durant la nuit entière, le champagne, lui aussi, ne cessa de couler à flots pour d'inquiétants personnages vêtus de cuir et casqués d'acier, ruisselants depuis la tête jusqu'aux pieds d'un liquide gras et sombre aux reflets verdâtres, qui entraient en poussant des hurlements de Sioux, et repartaient en courant vers le puits, après avoir trinqué bruyamment à la fortune pétrolière de toute la Seine-et-Marne, et à leur propre victoire.

« C'est rudement beau à voir »

Quatre mois plus tard, un deuxième puits situé aux lisières mêmes de Coulommes, à l'ombre des dernières maisons, vient de donner encore de meilleurs résultats : 140.000 litres en vingt-quatre heures d'un pétrole d'excellente densité (0,85) et qui obligèrent les camions-tankers de la compagnie à faire entre Coulommes et le dépôt de Villeneuve-la-Garenne une série d'allers-et-retours précipités que nul plan d'exploitation, même le plus béatement optimiste, n'avait j a m a i s prévus.

Devant le flot lourd et gluant qui sortait du sol à pulsations rapides, et dont le fumet âcre emplissait déjà l'air, un habitant de Coulommes trouva les mots de la situation :

— *Pour nous autres qui étions si tranquilles, les emm... commencent. Mais c'est tout de même rudement beau à voir !*

Il faut bien reconnaître qu'au début, les pétroliers étaient plutôt regardés d'un mauvais œil par les paysans de la région. Scepticisme, méfiance...

— *S'il y avait du pétrole sous nos terres,* disaient les cultivateurs, *cela se saurait. Tout ce que vont faire ces gaillards-là, c'est d'esquinter nos champs.*

Pourtant, lorsqu'ils virent les gaillards en question travailler vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et sept jours sur sept, les Briards commencèrent à changer d'avis, et concédèrent que ces pétroliers étaient *« peut-être des cinglés,* m a i s *pas des feignants ».* Un cap essentiel venait d'être franchi : celui de l'estime mutuelle.

Jusqu'ici, les agriculteurs reconnaissaient d'ailleurs volontiers que les contrats dont ils ont été l'objet leur donnent entière satisfaction. D'autre part, une redevance de 48 francs par tonne de pétrole extraite sera versée à la commune.

Nous sommes pétrolifères

Le maire, M. Jumeau, boucher de son état, est au marché de Meaux lorsque je me présente à sa boutique, mais deux de ses administrés m'indiquent l'échoppe de son adjoint, M. Coutelet, menuisier.

— *Jusqu'à c't' heure,* me dit celui-ci, *il n'y a pas à se plaindre. Evidemment, si on nous avait dit il y a deux ans que « nous étions pétrolifères », nous aurions été bien épatés, mais enfin, c'est plutôt flatteur, après tout... Le principal est qu' « ils » attendent pour installer d'autres sondes que les blés soient rentrés. Mais jusqu'à c't'heure, ça va. Et puis, ces histoires de pétrole vont peut-être nous permettre de faire amener l'eau, parce qu'en dehors de deux ou trois puits et d'une vieille mare, y en a pas une goutte à Coulommes.*

Recrutement sur place

Il s'agit maintenant pour les géologues de délimiter l'étendue exacte du gisement.

— *La nappe qui s'offre à nous est très plate,* dit M. Tilloy, *et cela nous oblige à forer énormément. Pourtant, je* p e n s e *qu'avant la fin de l'année, nous pourrons nous faire une idée, à quelques kilomètres carrés près.*

Certes, il est absolument hors de question que le gisement de Coulommes — et ceux que l'on pourrait découvrir dans la région parisienne — puisse jouer un rôle d'importance mondiale et même nationale. Leur présence à 40 kilomètres de Paris, même si leur production était plus que modeste, les rend néanmoins d'un intérêt évident.

Le rythme auquel fut menée l'opération Coulommes et les divers prolongements qui peuvent s'y greffer, sont encore plus importants pour l'avenir. En dix-huit mois, toutes les étapes, des premières prospections aux jaillissements, furent brûlées par des équipes exceptionnellement jeunes et dynamiques, ne s'embarrassant d'aucune des routines ordinaires de la profession.

Parmi la centaine d'hommes présents à CS 1, le 22 février, trois seulement avaient déjà vu couler le pétrole brut. Ce que ces techniciens et ces pionniers ont accompli à Coulommes, ils sont donc capables, demain, de le renouveler ailleurs, dans le même style.

D'autre part, à sa base de Nanteuil, la Pétrorep fait dès maintenant école, et recrute dans la région des laborantins et ouvriers-sondeurs pour les former au contact immédiat et direct des réalités pratiques. C'est un début. Si le gisement de Coulommes devenait un jour l'école appliquée du pétrole français, miraculeusement située à proximité de Paris, alors son rôle deviendrait d'importance nationale, même si sa production ne l'était pas.

M. D.

Un entretien exclusif de L'Express

LA DÉMOCRATIE PEUT-ELLE RENAITRE EN FRANCE?

par M. MERLEAU-PONTY

Maurice Merleau-Ponty a fait récemment un voyage en France d'Outre-Mer. Nous avons eu alors avec lui un entretien sur certains problèmes posés à la France dans ses anciennes colonies.

L'évolution des événements ne nous a pas permis de publier jusqu'à présent cette première conversation — sur laquelle nous reviendrons.

Nous avons demandé maintenant à M. Merleau-Ponty d'appliquer, dans un nouvel entretien, les idées qu'il nous avait exposées aux questions les plus immédiates de l'actualité. C'est ce texte que nous publions ici.

L'Express. — Les événements d'Alger ont-ils changé l'idée que vous vous faisiez des problèmes d'outre-mer ?

MAURICE MERLEAU-PONTY. — Je vous disais que je n'étais pas pour une politique révolutionnaire ou « des profondeurs ». Encore bien moins aujourd'hui : elle risquerait d'étendre à la métropole le fascisme qui a fait son apparition en Algérie. Car il s'agit d'un fascisme, c'est de plus en plus évident, à mesure que les renseignements parviennent ici.

Ce n'est pas par hasard que plusieurs mois avant la rébellion, le 5e Bureau d'Alger s'est fait donner un plan de fonctionnement de la radio. Après l'investiture de M. Pflimlin, on a entendu des colonels relancer les groupements paramilitaires en feignant de les abandonner. Il ne s'agit plus ici des malaises classiques de l'armée : il s'agit d'une théorie de la terreur non seulement comme moyen de lutte à Alger, mais comme moyen de gouvernement dans la métropole, et comme « philosophie » de l'histoire.

L'Express. — N'exagère-t-on pas quand on prête aux « colonels » toute une politique ? Leur attitude n'est-elle pas avant tout inspirée par les problèmes de la guerre ?

M. MERLEAU-PONTY. — Vous lirez bientôt dans la presse le compte rendu d'une conférence faite le 7 juin, à Alger, par le colonel Trinquier, et vous y trouverez, avec quelques hésitations ou précautions, la tentation d'étendre à la métropole les moyens employés à Alger pour rendre la population « commandable ». Cette politique est clairement exposée dans un livre que j'ai reçu récemment : « La troisième guerre mondiale est commencée », de Pierre Debray. La guerre ne sera plus, n'*est* plus une guerre visible. Elle sera guerre clandestine ou plutôt elle l'est. Depuis 1917, une volonté de subversion chemine à travers le monde dont le bolchevisme a été la théorie et qui se développe ponctuellement selon le calendrier bolchevique: «*Nous avons abandonné la Tunisie et le Maroc, alors que l'action subversive n'en était encore qu'à la seconde des phases définies par Trotsky. D'ores et déjà, en Algérie, la quatrième phase est atteinte. Qui peut raisonnablement prétendre que la métropole elle-même n'en est qu'à la première ?* »

Nous sommes dans l'occulte...

Nous sommes dans l'occulte. Toute l'histoire du communisme depuis Trotsky, les actions et les réactions, les hauts et les bas, les purges et les tournants, tout le constatable, tous les événements s'escamotent : il n'y a qu'une substance de l'histoire, les progrès de la subversion.

Cet ennemi abstrait est partout autour de nous et justifie un soupçon permanent, qu'il s'agisse, bien entendu, de l'U.R.S.S. ou des Etats-Unis. Mais aussi de l'Allemagne, de l'Italie et des trois quarts de la France.

L'ennemi est même en nous si nous réservons quelque chose dans la lutte engagée contre lui.

Il ne faut pas, dit Pierre Debray, reculer devant l'intégration de l'armée et de la police. Le soldat qui s'est transformé en instituteur et en administrateur doit se faire militant ou même bourreau. « *Le métier des armes s'est transformé, voilà tout. Nous menons une guerre qui nous est imposée, une guerre sans règles, une guerre sans « honneur », une guerre plébéienne.* » Si le soldat refuse quelque chose de ce rôle, « *le parti de la trahison l'annexe* ». « *Qui élude le choix se condamne à se conduire, sinon subjectivement,*

→

(Reporters Associés)

MAURICE MERLEAU-PONTY

«Où sont les conseillers du peuple, et n'ont-ils rien à nous dire, que leurs regrets?»

ENTRETIEN AVEC

du moins objectivement, en partisan de l'abandon. »

Ce que les contre-communistes retiennent de leur expérience et de leurs lectures, c'est donc l'appareil du communisme décadent, la guillotine du « objectivement », le formalisme, le manichéisme, la pensée agglutinée, ou par amalgame, encore aggravée chez eux parce que leur mouvement ne se propose pas même une perspective et se résume dans la résistance à un invisible poison. Si ces officiers ont fait leur le mot de *subversion*, malgré ses harmoniques courtelinesques, c'est que « révolution » pourrait évoquer une entreprise positive et qu'il s'agit de présenter l'ennemi comme la puissance de négation.

Evidemment, ils ont des yeux et des oreilles, ils savent qu'il y a une histoire visible, et, dans les moments de détente, Pierre Debray remarque que les communistes sont des politiques, qu'ils subordonnent la guerre à la politique, qu'ils peuvent donc admettre des pauses, des étapes, des délais dans la destruction. C'est le F.L.N. qui est négation immédiate, « *guerre absolue* » — et il ne peut être autre chose, puisqu'il n'y a pas de nation algérienne, « *pas d'Algérie* ». Ramdane n'était-il pas « *grand lecteur de Clausewitz* » ?

Mais la guerre absolue et la violence physique du F.L.N. ne font que traduire plus clairement ce qui est l'essence unique de l'histoire d'aujourd'hui, la « métaphysique » des phénomènes : la subversion. Et le communisme n'est qu'une technique plus raffinée et une généralisation de la subversion. A ce poison, qui est partout, on ne peut résister que par la « *contre-guerre absolue* ».

ABANE RAMDANE
« N'était-il pas grand lecteur de Clausewitz ? »

Les conclusions sont claires : il faut créer en métropole une « *légalité révolutionnaire* », détruire « *l'appareil métropolitain de la subversion communiste* », établir la censure et la peine de mort pour les journalistes. En Algérie, le collège unique serait une ruse pour amener l'indépendance. Il serait tout de même absurde de faire la guerre pour rendre possibles des élections d'où l'indépendance pourrait sortir. Le seul but est d'« *anéantir les fellagha* ». « *Nos abandons au Maroc et en Tunisie hypothèquent lourdement la situation* », l'opération de Sakhiet « *n'a eu que le tort d'être trop tardive et surtout trop timide* ».

Un fascisme au sens le plus précis

On peut discuter sur le sens dernier de cette attitude. Je ne peux pas m'empêcher de penser que des soldats qui quittent la frontière tunisienne pour venir faire la rébellion à Alger, et reportent leur colère de l'ennemi sur le compatriote, n'ont en réalité plus guère d'espoir de battre l'ennemi. Comme disait Robert Lacoste, il n'est pas facile de se battre sur deux fronts. Pierre Debray écrit : « *Ou nous mettrons la nation dans la guerre, ou mieux vaut cesser tout de suite de faire tuer nos soldats... Qu'y pouvons-nous ? Nous n'avons pas le goût des sacrifices inutiles.* »

Je n'y peux rien non plus, et n'ai d'ailleurs pas qualité pour envoyer qui que ce soit au sacrifice, utile ou inutile. Je dirai donc seulement ceci : les soldats que j'ai connus, tout près de moi, auraient rougi de prendre ce ton-là. Puisque Pierre Debray pense tant au bolchevisme, il devrait se rappeler que ce sont souvent les armées vaincues qui font des révolutions.

Mais laissons la psychologie. Ce qui est important, c'est que nous avons ici un nihilisme agressif *qui exclut toute politique*. Quand l'auteur essaie d'en esquisser une — avec un soupir de regret, car enfin la « *solution la plus raisonnable* » serait peut-être, idéalement, de ne rien proposer du tout aux Africains — c'est pour parler d' « *audace intellectuelle* », de « *transformations spectaculaires* », d'une « *révolution technique du XX*e *siècle* », dont il ne précise pas autrement la nature, et dont on sait seulement qu'elle sera l'inverse de celle de 1917.

La vérité est que les conditions d'une politique sont supprimées par une pensée qui n'est pas même totalitaire, qui est un monisme de la terreur — l'angoisse, l'échec et la honte revendiqués dans le désespoir et habillés en politiques.

Tout ceci est un fascisme au sens le plus précis du mot — reprise et imitation extérieure des procédés de la lutte révolutionnaire, mimétisme du pathos révolutionnaire, sous-estimation du visible au profit de l'occulte, identification à distance des adversaires entre eux et du contre-bolchevisme avec ses adversaires.

LE COLONEL TRINQUIER
« La guerre n'est plus une guerre visible... »

L'Express. — Quels rapports voyez-vous entre ces tendances et celles du gouvernement de Paris ?

M. MERLEAU-PONTY. — Il n'est pas besoin de démontrer longuement que l'entreprise du général de Gaulle est sans rapport avec cet état d'esprit. Le collège unique, qui est pour les fascistes une trahison, a été son premier mot en Algérie ; l'évacuation de la Tunisie, qui était un « abandon », son premier acte.

Le général de Gaulle n'a de commun avec les officiers fascistes que la polémique contre le « système » ; cela l'a conduit, ces dernières années, à refuser de prendre parti quand des républicains essayaient d'arracher la République au néant politique — plus récemment à refuser de désavouer le mouvement d'Alger : si le « système » est le Mal, tout ce qui tend à le détruire était relativement justifié.

De Gaulle doit-il être un arbitre ?

Mais ce que le général de Gaulle veut mettre à la place de la IVe République n'a rien à voir avec le nihilisme agressif des colonels. Il est un homme et un soldat à l'ancienne, je veux dire avec des superstructures solides, *homo historicus*, et non pas l'*homo psychologicus* de la nouvelle génération. Les réalités cachées auxquelles il croit, ce ne sont pas les phantasmes de la subversion et de la contre-subversion, c'est l'archétype de la France, maintenu en lui-même, et le peuple qui, à l'autre bout du champ de l'histoire et du fond de sa vie quotidienne, dira oui à la France. La métaphysique de l'arbitre et du peuple, l'un en deçà, l'autre au-delà des partis, c'est tout autre chose que l'activisme fasciste.

L'Express. — Croyez-vous que le gouvernement de Paris soit en mesure de rallier à sa politique la partie de l'armée dont vous parliez tout à l'heure ?

M. MERLEAU-PONTY. — Comme tout le monde, je n'en sais rien. Je doute qu'il y parvienne par la persuasion. La contrainte pure, ce serait le refus des renforts et de l'essence. La question est peut-être de dissocier du fascisme une partie de la population française et de l'armée. Et ici, je crains que les convictions du général de Gaulle en politique intérieure (beaucoup moins personnelles et originales que lui-même) ne l'aveuglent et ne l'empêchent de chercher l'appui d'opinion dont il aurait besoin. Car, enfin, voit-il et dit-il exactement pourquoi la IVe République était incapable d'une politique de réformes comme celle qu'il entreprend ?

LE GÉNÉRAL DE GAULLE
« Homo historicus, et non pas homo psychologicus. »

Il croit que la politique française manque de *continuité*. Est-ce la continuité qui a manqué à la IVe République ? Les gouvernements qui se succédaient n'ont-ils pas fait, à une exception près, la même politique ? N'est-ce pas, au contraire, d'initiative, de mouvement, de nouveauté qu'ils ont continuellement manqué, sans excepter l'affaire de Suez, qui fait figure de convulsion et non d'action, puisqu'on n'était pas décidé à la mener jusqu'au bout ? Cette continuité dans l'inaction, espère-t-on y porter remède en augmentant les pouvoirs du Président de la République, ce qui est en un sens diminuer d'autant ceux du président du Conseil ? Quand le Président de la République ne sera plus le général de Gaulle, il redeviendra ce qu'il a toujours été : un homme qui a suivi la longue carrière des honneurs et qui est plutôt porté aux solutions ha tuelles qu'à celles qui demandent l'imaginati le savoir neuf, l'initiative.

Et, même quand ce sera le général de Gaul la question est de savoir si le problème franç est de trouver un arbitre qui donne à chac un peu de ce qu'il demande, ou si ce n'est p plutôt d'avoir un pouvoir qui gouverne, c'est dire qui entraîne et transforme le pays da l'action, au lieu de le laisser tel qu'il est et concevoir derrière son dos une grande politiq dont on ne cherche pas à le convaincre, à laque on l'invite seulement à dire oui.

Je crains qu'entre la méditation secrète l'arbitre et la sourde réponse du référendum, politique française ne manque d'air autant ou pl qu'auparavant, et que la France, sous ce régim ne continue d'être ce qu'elle est : un pays avan dans la connaissance et retardataire dans la pr tique sociale, politique et économique.

Le général de Gaulle met en cause aussi *régime des partis*. Mais comme il ne propose p en échange le parti unique, il veut donc « rasse bler », faire l'union hors de tout parti, ce q sous-entend à la fois qu'une opposition entre l partis ne répond à rien dans les choses, qu'el est par elle-même cause de paralysie, et qu'il suf de l'abolir pour que tout soit sauvé.

GUY MOLLET
« Les communistes lui votaient les pleins pouvoirs. »

Or, l'oppositi d'une politique droite et d'une pol tique de gauche e si peu une illusio que, jusqu'ici, le g néral de Gaulle a r pris la politique mê me des gouverne ments dits de ga che : indépendanc de la Tunisie, élec tions au collège uni que, réformes équipement en Al gérie — politiqu que la droite n'a ja mais acceptée qu dans la mesure o elle restait verbal Ce que le général d Gaulle ne s'avou pas ou ne dit pa aux Français, c'es que, si solutions il y a, toutes les solutions son libérales. Au fond, presque tout le monde le sai à Alger comme à Paris. Je ne vois pas qu'o parle tellement aujourd'hui à Alger d'anéantir le fellagha : et ce n'est pas seulement parce qu'il sont censément ralliés, c'est parce que la raiso d'être du gouvernement de Gaulle est de terminer la guerre par des concessions, indépendance ex clue.

Le mouvement d'Alger (à l'exception peut-être des éléments fascistes) n'a pas mis de Gaulle au pouvoir pour « faire la guerre » au sens de Cle menceau, il l'a mis au pouvoir pour faire la pai sans avouer l'échec de la guerre. La politique qu'i reprend, c'est celle sur laquelle la gauche et l centre-gauche étaient d'accord, et dont le parti communiste lui-même se contentait quand il votai les pleins pouvoirs au gouvernement Mollet. Mai cela, il ne faut pas le dire, ce serait ôter au mouvement d'Alger sa consolation, qui est de céder à un général, ce serait compromettre l'opération.

Les grands drames de la politique française reviennent peut-être à faire avaler par la droite une politique libérale en l'accompagnant d'un coup de gong antiparlementaire. Ou bien élections libres, collège unique, égalité sociale resteront lettre morte comme ce fut le cas jusqu'ici (l'égalité sociale le restera en toute hypothèse, comme le montre à l'évidence la théorie du sous-développement) — ou le général de Gaulle réussira à faire sortir de ces mots quelque nouveau statut de l'Algérie, mais ceci est tout éventuel.

Le régime des partis

Pour l'instant, nous en sommes toujours aux mots, aux mêmes mots que la gauche avait lancés et que la droite n'acceptait que s'ils restaient des mots. Il est donc bien vain de mettre en cause le régime des partis au moment où l'on reprend la politique de l'un d'eux.

Reste que, cette politique, le régime des partis n'a pu la *faire*, il n'a pu que la *parler* : c'est le seul argument qui compte, mais il compte. Encore faut-il dire pourquoi, et ce n'est pas très mystérieux.

Il ne pouvait faire une politique libérale parce que, les voix communistes étant exclues, il devait acheter celles de la droite au prix d'un contrôle quotidien qui anéantissait la fonction gouvernementale. Le parti des indépendants annonçait qu'il retirerait ses ministres si les aérodromes de Tunisie étaient évacués. Comme tout le monde l'a remarqué, il accepte aujourd'hui ce qu'il refu-

M. MERLEAU-PONTY

EDGAR FAURE
« Un épisode d'une immense importance. »

sait hier. La droite parlementaire ne se battait donc pas sur des positions réelles, elle se battait contre l'*abandon* qui, comme un spectre, apparait et disparait sans loi. Il ne restait au gouvernement que la voie publique, mais elle aggravait la méfiance et réduisait encore la marge de l'action.

Edgar Faure fixant à son résident au Maroc une politique de résistance en sachant qu'elle ne pourrait être suivie (il l'a du moins prétendu plus tard), organisant lui-même la démonstration de son impuissance, en attendant de la revendiquer cyniquement — cet épisode a eu une immense importance ; il donnait à penser à tous, Français et musulmans, que les positions officielles du gouvernement pouvaient toujours être tournées, il a confirmé les uns dans la névrose d'abandon, les autres dans l'intransigeance.

Après le discours au Bey, il y avait eu à Tunis réception de la colonie française ; après l'affaire du Maroc, on sait comment Guy Mollet fut reçu à Alger. L'anéantissement de la fonction gouvernementale est venu de ce que, à la fois rigide et faible, le gouvernement pouvait persévérer dans la guerre, quitte à capituler à la fin, mais en aucun cas animer une action politique ou diplomatique sérieuse.

Ce n'est pas la diversité des partis et la « division des Français » qui ont empêché les gouvernements de pratiquer une politique libérale, c'est l'existence d'une droite sans idées devenue l'arbitre de la politique française par le subterfuge de la déduction des voix communistes. En mettant en cause le régime des partis, le général de Gaulle reporte au passif de la démocratie ce qui est à mettre au passif de la droite. Or, il ne s'agit pas ici d'une vaine recherche des responsabilités passées. Comme le nouveau régime qu'on prépare sera fondé sur cette appréciation, je n'en attends, pour ma part, rien de bon. C'est une démocratie faussée que le coup d'Etat légal a jugée, ce n'est pas la démocratie, et le remède serait à chercher à l'opposé du côté où on le cherche.

Qu'attendent donc les communistes ?

L'Express. — Mais la démocratie, vraie ou rectifiée, n'est-ce pas le Front populaire ?

M. MERLEAU-PONTY. — La démocratie a été faussée par l'indigence politique de la droite conjuguée avec une politique communiste titubante : c'est ce couple qui a fait verser la politique française dans l'irréel et l'a condamnée à la paralysie. S'il s'agissait, entre la droite et les communistes, d'une lutte de classes, il serait bien mal de la dénoncer. Mais ce n'est pas le cas. N'oublions pas que M. Pinay est pour quelque chose dans l'indépendance du Maroc et que les communistes ont toléré la répression du Constantinois en 1946 et donné les pleins pouvoirs au gouvernement Guy Mollet. Entre la droite et le P.C., il n'y a pas d'opposition réelle, car ils ne se battent pas pour une politique, l'un et l'autre en ont plusieurs. *L'un et l'autre ne sont plus des partis, ce sont des « groupes de pression ».*

PAUL RAMADIER
« Une image que l'on n'oublie pas... »

Ils exerçaient sur le régime des pressions conjuguées et renversaient ensemble des ministères, mais ni les uns ni les autres ne prenaient à leur compte la vie politique française. Ils n'y engageaient pas leur responsabilité, les indépendants, parce qu'ils n'ont pas une idée : on ne les a jamais vus proposer une vue sur l'avenir ni sur le présent, leur raison d'être est de s'opposer — au communisme, disent-ils, mais, s'ils n'avaient pas ce prétexte, ils en chercheraient un autre.

Quant aux communistes, on peut leur demander à peu près tout, sauf de *prendre part* à une action ; même au gouvernement, même en plein compromis, ils restaient indifférents à ce qu'ils faisaient, parce que ce n'est pas là qu'est leur cœur, parce qu'ils n'entendaient pas être jugés là-dessus, parce qu'ils ne s'y mettaient pas pour de bon. Ils vont répétant « Front populaire », mais, pour eux, le Front populaire n'est pas une formule d'action.

Je vois encore, entre la Nation et la République, M. Ramadier, incommodé par la chaleur, qui quittait les rangs des manifestants et marchait, sans doute vers une pharmacie, le visage rouge, avec le regard perdu d'un homme à bout de forces. Un groupe de militants l'entourait comme un fétiche, poing levé, criant « Front populaire ». Cet homme visiblement fatigué, qui avait un instant retrouvé à l'Assemblée la vedette des anciens jours, entouré de jeunes gaillards allègres et impitoyables, c'est une image que l'on n'oublie pas.

Il n'y aura pas de démocratie correcte ou vraie tant que les communistes refuseront d'entrer positivement dans le régime, tant qu'ils déguiseront leur pratique de compromis sous les thèses fracassantes et diversionnistes de la « paupérisation absolue ». Ils savent bien pourtant qu'il n'y aura de démocratie populaire en France que si les Etats-Unis sont vaincus dans une guerre atomique. Qu'attendent-ils donc ? Nul n'en sait rien, et eux non plus, je pense.

Ce qu'est un pouvoir vivant

L'Express. — Quelles sont les chances d'une vraie démocratie ?

M. MERLEAU-PONTY. — Si telles sont les causes qui l'ont faussée, il y a peu de chances qu'une démocratie vraie renaisse. On ne voit pas ce qui pourrait éclairer les indépendants. On ne voit pas comment l'état-major usé qui avait réussi à « éponger » la déstalinisation serait capable d'une initiative politique, au moment où l'exécution d'Imre Nagy et de ses compagnons vient le confirmer dans sa profonde sagesse. On ne voit pas comment il pourrait poser devant le pays le problème des conditions de la démocratie et de la liberté. La démocratie de 1956-58 pouvait-elle vivre ? Voilà la question qui compte, et c'est celle que les communistes veulent ignorer. Ils inviteront donc les Français à lutter pour le rétablissement de cette démocratie qui s'est détruite.

L'Express. — Mais si la nouvelle Constitution est approuvée au référendum ?

M. MERLEAU-PONTY. — Dans les Assemblées qu'elle créera, les gouvernements, présidentiels ou non, armés ou non d'un droit de dissolution, dont par principe on ne peut user souvent, se retrouveront devant le même dilemme : ou bien le Front populaire, c'est-à-dire une *apolitique* : l'évacuation des pays d'outre-mer, une politique sociale purement revendicative, aucune direction du capitalisme, rien d'organique, aucune action — ou bien le « décompte des voix communistes », c'est-à-dire la destruction par la droite de la fonction gouvernementale.

L'Express. — Alors, que faire ?

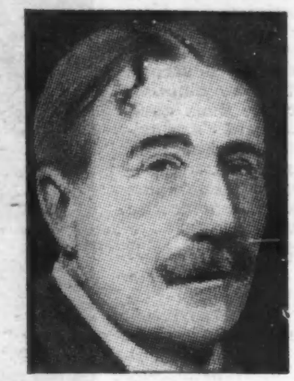
M. MERLEAU-PONTY. — Par la force des choses, ce n'est que hors de la droite et hors du parti communiste que l'on peut poser les vraies questions, avec l'espoir qu'ils finiront, et le pays avec eux, par s'y intéresser. Quand les forces existantes sont confuses, il faut d'abord parler juste sans chercher l'incidence immédiate.

La IVe République ne renaîtra pas : elle ne mérite pas de regrets, n'ayant été que l'ombre d'une république. La crise française tient à ce que, si les problèmes ont une solution, elle est libérale, et qu'il n'y a plus en France ni théorie ni pratique de la liberté politique. Nous vivons sur les restes de la pensée du XVIIIe siècle, et elle est à refaire de fond en comble.

Quelqu'un me faisait observer que Montesquieu voit la liberté dans la séparation et l'équilibre des pouvoirs, et qu'avant d'être séparés ou équilibrés, il faut d'abord que les pouvoirs existent. Montesquieu n'avait pas à s'en inquiéter, ils n'existaient que trop il y a deux siècles. Le problème est aujourd'hui de les recréer. Alain pouvait encore, il y a cinquante ans, définir la république par le contrôle et la polémique permanente du citoyen contre les pouvoirs. Mais que signifie le contrôle quand il n'y a plus d'action à contrôler ? La seule tâche, en 1900 comme deux siècles avant, était d'organiser la critique. Aujourd'hui, il faut, en continuant la critique, réorganiser le pouvoir. On dit bien des bêtises contre le « pouvoir personnel » ou le « pouvoir fort » : c'est la force de bon aloi et la personnalité qui ont manqué au pouvoir de la IVe République.

Notre notion même de *l'opinion* est à revoir : elle est fondée sur une philosophie du jugement et de la décision qui est un peu courte ; la réalité d'un régime n'est, pas plus que celle d'un homme, une série instantanée d'opinions. Il n'y a pas de liberté dans la docilité à chaque frisson de l'opinion. Comme disait Hegel, il faut à la liberté du substantiel, il lui faut un Etat, qui la porte et qu'elle anime.

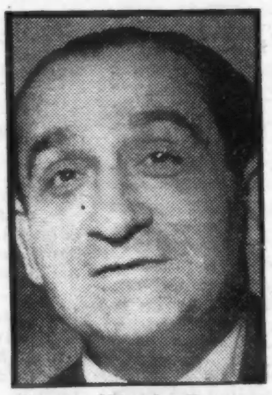
Une analyse du Parlement devrait être entreprise de ce point de vue : nous ne savons presque rien de son fonctionnement réel. Je sais seulement, pour avoir assisté à quelques séances de l'Assemblée nationale, que l'intelligence ni le savoir n'y faisaient défaut, mais qu'on y sentait le même malaise que dans un « milieu » où l'on n'est pas introduit. A quelques moments, ce n'était pas sans grandeur, d'autres fois (je me rappelle certains rires d'initiés, certains propos voilés), c'était la mauvaise compagnie, ou le salon de Mme Verdurin. Le point culminant du régime a été sans doute atteint lorsque les communistes votaient pour le gouvernement Pflimlin, pour l'obliger à les avoir avec lui, que les indépendants votaient aussi pour lui, de peur d'un Front populaire, cependant que M. Pflimlin se préparait tout doucement à s'en aller. C'est peut-être là du sublime parlementaire, je doute que la nation l'ait goûté.



ALAIN
« La seule tâche était d'organiser la critique... »

Si le gouvernement Mendès France a pu un moment, comme *aucun* autre gouvernement ne l'a fait depuis 1944, tirer la vie politique française de l'angoisse et de l'ennui, c'est parce qu'il concevait le gouvernement comme une initiative qui rallie, l'action comme un mouvement, qui ne peut être harcelé instant par instant, mais qui se ménage des rendez-vous avec la nation, organise sa propre pédagogie, démontre à mesure qu'il se développe. C'est cela un pouvoir vivant et non pas la fulguration sur le Sinaï. Mais Mendès France agissait ainsi d'instinct, je dirai : parce qu'il est bien né ; il n'a jamais cherché à mettre sa pratique en théorie. La question est de trouver des institutions qui implantent dans les mœurs cette pratique de la liberté.

Cette communication de l'homme d'Etat et de la nation, qui fait qu'elle ne subit plus un destin et qu'elle se retrouve dans ce qu'on fait en son nom, voilà, je le crains bien, ce que le général de Gaulle n'a jamais connu ni senti, sauf dans les « grandes circonstances » de 1940 et de 1944. Je n'en veux pour preuve que le satisfecit global qu'il a donné à tous les hommes du système, à Pleven autant et plus qu'à Mendès France. L'esprit qui toujours nie, disait-il dernièrement. Comme on se trompe ! Ce qui nous met sur nos gardes, c'est justement *son* scepticisme. Il en faudrait beaucoup pour m'ôter le respect que je porte au général de Gaulle. Mais nous lui devons autre chose et mieux que de la dévotion : nous lui devons notre avis. Il est trop jeune pour être notre père, et nous avons passé l'âge de jouer les enfants.



PIERRE MENDÈS FRANCE
« Il agissait ainsi d'instinct... »

Les hommes politiques de l'opposition sentent - ils mieux le problème ? On est atterré à lire les réflexions des membres des commissions. On voudrait leur dire : c'est fini, il n'est plus question d'*user un gouvernement*, vous avez à créer un régime. Opposez idée à idée, et, puisque vous le pouvez, parlez aux Français. On est stupéfait de lire dans « Le Populaire », à propos des récentes élections et devant la « *stabilité du corps électoral* », que « *le système se porte bien* ».

Pour faire face aux questions d'aujourd'hui, ce n'est pas seulement l'appareil du parti communiste qui aurait besoin de faire oraison. Qui décrira la comédie du parti socialiste dont toute la structure, conçue jadis comme celle d'un parti ouvrier et marxiste, pour soumettre les élus à la vigilance des militants, est aujourd'hui un moyen de plus, entre les mains du secrétaire général, pour assujettir le groupe parlementaire à ses manœuvres ?

Mais après tout, beaucoup de gens savent cela mieux que moi... Qui suis-je pour en parler si longtemps ? Les officiers vaticinent, les professeurs taillent leur plume. Où sont les conseillers du peuple, et n'ont-ils rien à nous dire, que leurs regrets ?

MAURICE MERLEAU-PONTY.

(Copyright « L'Express ».)

MÉDECINE

Du vaccin pour tous

● *Le docteur Knock fait le point sur le vaccin anti-polio.*

AU cours de la séance consacrée à la poliomyélite par le Symposium international de virologie, qui s'est réuni à Lyon les 28 et 29 juin, le professeur Lépine a annoncé que dès cette semaine, de grandes quantités de vaccin seraient délivrées aux pharmacies et aux médecins.

Cette nouvelle va mettre fin à de nombreuses et dramatiques inquiétudes qui s'étaient manifestées au cours des dernières semaines. En effet, il n'était plus possible de se procurer la moindre ampoule et la vaccination n'était plus réalisable que dans quelques centres qui en avaient l'exclusivité. On en était arrivé à réclamer, la plupart du temps sans succès, du vaccin à l'étranger ou, ce qui était plus grave, à mettre en doute la nécessité ou la valeur de cette vaccination.

Cette contestation n'est plus nécessaire. Elle n'a jamais été justifiée. Le vaccin anti-poliomyélitique de fabrication française est en effet parfaitement au point, et si le risque de contamination reste statistiquement faible, le danger individuellement couru est trop considérable pour qu'on puisse se dispenser de vacciner.

Le vaccin est efficace

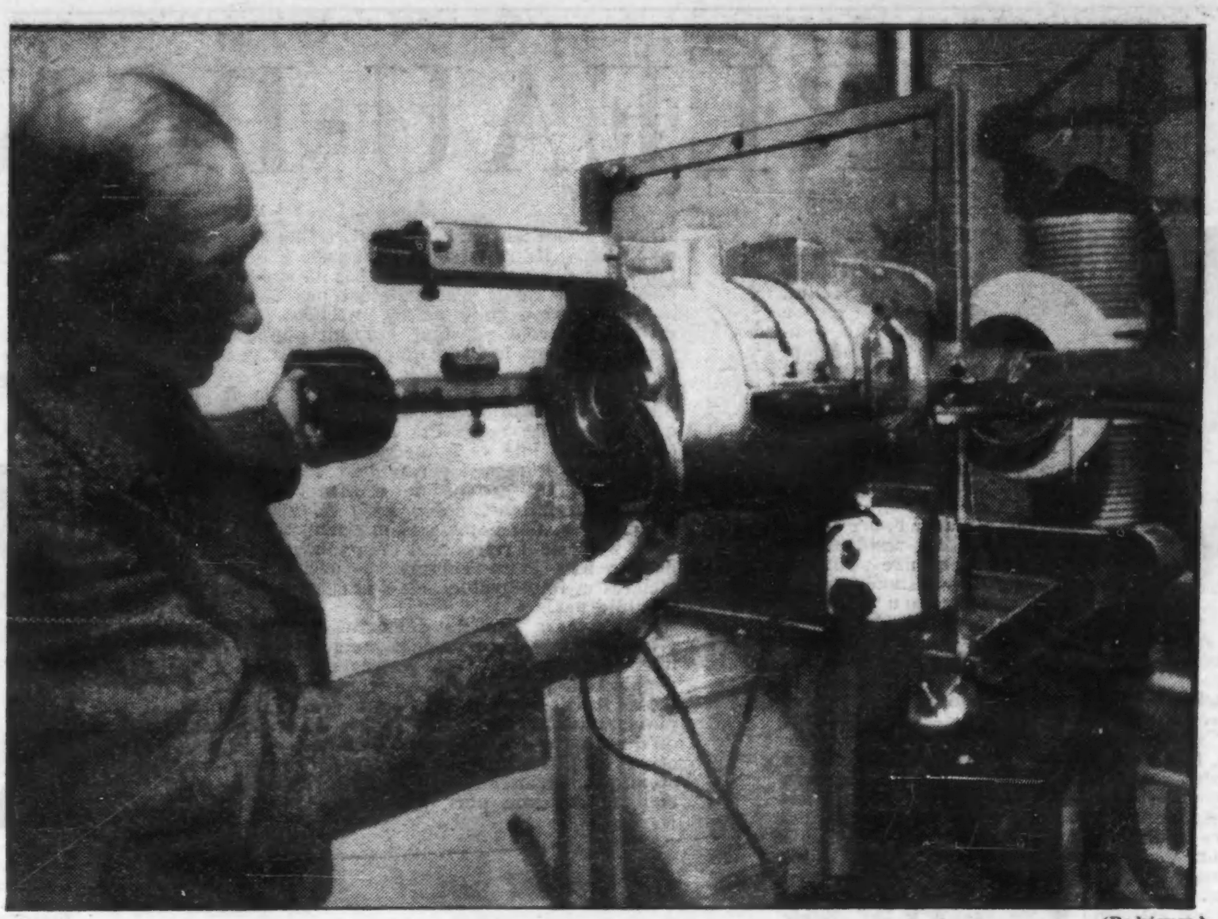
L'innocuité du vaccin est maintenant prouvée et garantie par toute une série de tests internationalement admis et respectés. Les cas malheureux qui ont accompagné les premières vaccinations massives des Etats-Unis étaient dus au choix d'une souche particulièrement virulente actuellement écartée.

Le vaccin est donc efficace. On peut affirmer que 74 % des personnes vaccinées acquièrent une protection valable. Cette protection n'est cependant pas précoce et le professeur Lépine recommande un espacement plus grand des injections. L'immunité n'est complète qu'un certain temps après la troisième injection, mais elle commence bien plus tôt. Il n'y a ainsi aucun inconvénient à commencer la vaccination au cours de l'été, car mieux vaut être partiellement protégé que pas du tout. La vaccination est donc inoffensive, efficace, nécessaire et désormais possible.

Il ne faut pourtant pas s'alarmer. Cette année s'annonce bien plus favorable que l'année 1957 qui avait été particulièrement inquiétante, puisque, au lieu des 2.000 ou 2.500 cas habituels, on en avait enregistré plus de 4.000. D'autre part, il existe une immunité naturelle acquise dans la petite enfance. Dans les pays sous-développés où l'hygiène est très défaillante, la proportion des sujets immunisés peut aller jusqu'à 90 %, en Egypte par exemple. Dans les pays où le niveau de vie est élevé, cette proportion descend très vite. En France, elle serait de 10 %. Or, les études épidémiologiques ont montré qu'une épidémie risquait d'être dangereuse quand la proportion des immunisés était inférieure à 40 %. Mais la vaccination d'une partie de la population diminue déjà les risques de contagion. Outre les raisons individuelles de la vaccination, il y a donc cette raison collective.

Très vite la protection de la presque totalité de la population infantile pourra être réalisée. En effet, l'annexe de Garches de l'Institut Pasteur et les nouveaux laboratoires de l'Institut Mérieux à Lyon vont être bientôt capables de produire, au total, près de deux cent mille doses de vaccin par semaine. Les retards apportés jusqu'ici, les promesses non tenues, sont liés à la difficulté toute particulière de la préparation d'un vaccin qui demande toujours des vérifications constantes et minutieuses. Il a suffi au laboratoire de Garches d'un défaut d'aération et d'un manque de personnel qualifié pour inquiéter la nombreuse clientèle du vaccin anti-polio. Il est maintenant possible de la rassurer.

DOCTEUR KNOCK.



(Rodriguez.)

LE DOCTEUR MARCEL NOIX
Il a « bricolé » cet appareil-miracle.

SCIENCES

La vie au ralenti

● *Un radiologue français filme nos organes et examine ses clients, à l'abri des rayons, sur un écran TV.*

AU rythme d'une musique imaginaire, la boule noire se détend, se déforme, saute, rebondit, se dégonfle enfin pour renaître, pleine et joufflue à l'instant suivant.

Dans la petite salle du Palais des Festivals à Cannes, où se tient le 3e Festival du Film Médico-Chirurgical, la lumière s'allume. Quelques dizaines de spectateurs se frottent les yeux.

La boule noire qui dansait sur l'écran était un rein filmé au ralenti, et dont pour la première fois, le cinéma pénétrait le mystère.

Primé comme cinéaste

L'homme qui fait danser le rein, le curieux qui sonde les bronches en mouvement, qui observe les moindres pattes de mouches du réseau capillaire irriguant le cerveau est un Français : le docteur Marcel Noix.

Tout cela est tellement étonnant que le Festival scientifique et international de Cannes, comprenant des « patrons » allemands, scandinaves, tchèques, polonais, britanniques, japonais, des professeurs français, tout un public de spécialistes, a tressé une magnifique couronne de lauriers à ce radiologue un peu bourru, à l'œil vif enfoncé dans un visage massif qui rappelle étonnamment celui de son collègue — pas médecin, mais cinéaste — Jean Renoir.

C'est tout juste si on l'avait prévenu. Et pourtant son histoire est belle.

Autrement dit, les Martiens...

Il y a trois ans, en mai 1955, le docteur Noix examinait avec curiosité une caméra 16 mm qu'il venait d'acheter et dont il allait se servir pour la première fois, suivant scrupuleusement les indications d'emploi.

Aujourd'hui, il y a sur son bureau un épais manuscrit. Y sont traités tous les problèmes du cinéma, de la photo, de la TV. appliqués à l'infiniment petit et à la radiologie.

> *« Tout est à découvrir dans ces domaines. C'est comme si on avait à étudier, je ne sais pas, moi, des Martiens... »*

Des centaines de bobines de films expérimentaux encombrent le laboratoire de fortune qu'il a créé dans son appartement. Mais il y a surtout son installation de prise de vues. Ingénieux, patient, obstiné, il a « bricole ». Il n'y a pas d'autre mot pour ce genre de travail à tâtons, sans modèle, où il lui a fallu tourner et ajuster des pièces métalliques qui ne ressemblaient à rien d'existant, où il lui a été nécessaire d'assimiler des notions de physique électronique qui sont l'apanage de quelques chercheurs spécialistes. Il a donc « bricolé » un appareil de prise de vues radioscopiques absolument étonnant. Portatif, bon marché. Beaucoup de qualités et encore pas mal de défauts de jeunesse, mais en un mot, révolutionnaire.

Sur un écran de T.V.

Filmer ce qui se passe à l'intérieur du corps soulève des problèmes techniques d'une complexité insoupçonnée.

La radioscopie donne une image assez exacte, mais d'une intensité lumineuse évidemment faible, que l'on ne peut augmenter sans danger à cause des rayons trop nocifs. Pour la filmer, un appareil très spécial serait donc nécessaire. C'est ainsi que le docteur Noix a été amené à utiliser un amplificateur de brillance — *« un appareil-miracle »* dit-il — qui lui donne une image extrêmement claire que la caméra peut enregistrer assez fidèlement. Ce n'est pas encore parfait et les documents ne valent pas tout à fait les radios traditionnelles. Mais ce n'est plus qu'une question de temps et de moyens.

Les appareils de détection radiologique du docteur Noix ont été déjà relayés, chez lui, de façon expérimentale, par un récepteur de TV. installé dans son bureau. Pouvant suivre à distance la maladie de son patient, le radiologue se trouverait ainsi placé à l'abri de radiations dangereuses, et l'on ne verrait plus de cas semblables à celui du docteur Metras, de Marseille, décédé l'an dernier, ou du docteur Schaffner, adjoint au maire de Lens, plusieurs fois amputé, et qui se meurt lentement d'avoir servi la science.

YVON SAMUEL.

BARREAU

Une élection laborieuse

● *Après huit tours serrés, Me Jean Mirat a été élu « bâtonnier - dauphin » du Barreau de Paris. C'est le résultat d'une longue épreuve.*

JAMAIS la lutte n'avait été aussi serrée, aussi indécise. Certes, dès les premiers tours du scrutin, Me Mirat paraissait bien placé pour l'emporter sur Me Arrighi et Me Grente. Encore fallait-il que ce dernier, comme ce fut le cas, se retirât de la lutte. Or, aux rivalités du Palais s'ajoutait pour les deux hommes le fait que l'un est le neveu du cardinal Grente (qui avait « fait battre » Paul Morand aux récentes élections de l'Académie française) et l'autre le beau-frère de Pierre Benoit (farouche supporter de Paul Morand).

Me Arrighi avait pour lui la « fraction corse » très puissante au Barreau et son passé de résistant, mais contre lui sa position plus à gauche — tout est relatif — que celle de ses deux rivaux.

La campagne électorale pour le poste de bâtonnier est une épreuve

CIT
ORGANISATION INTERNATIONALE DE VOYAGES
PARIS - 3, Bd des Capucines - OPE 40-85
LILLE - LYON - MARSEILLE - NICE - CANNES
dans le cadre de la réglementation actuelle des changes
peut à nouveau organiser de nombreux
VOYAGES A L'ÉTRANGER
VOYAGES INDIVIDUELS
Tous pays, tous moyens de transport
VOYAGES-SÉJOURS EN ITALIE
Rome - Florence - Venise - Naples
SÉJOURS D'ÉTÉ
France - Italie - Yougoslavie
Espagne - Autriche - Allemagne
VOYAGES ACCOMPAGNÉS
en autocar
France - Italie - Espagne - Portugal
Yougoslavie - Suisse - Autriche
Allemagne - Belgique - Hollande
Pays Nordiques
VOYAGES EN MER
Atlantique - Le Grand Nord - Méditerranée - Adriatique - Mer Égée - Mer Noire
Brochures sur demande

(Keystone.)

PENVERNE (France, à g.), SCHAEFER (Allemagne) ET LAFONT (France) A STOCKHOLM
Les Allemands accusent l'Argentin.

de longue haleine et fort coûteuse. Les candidats sont presque obligatoirement des « civilistes », anciens membres du Conseil de l'Ordre, connus pour leurs origines et leurs opinions « rassurantes ». Etre juif ou communiste constitue un obstacle quasi insurmontable. Ils doivent tout d'abord s'assurer de ce qu'au Palais on nomme une « clientèle », c'est-à-dire d'un nombre maximum de suffrages certains. Leurs meilleurs amis — en général une douzaine — se chargent alors des « prises de contact ». Les dîners, cocktails et réceptions diverses font le reste. La mise de fonds est rentable, en cas de succès, mais considérable. Celui qui ne peut tenir une cadence suffisante durant les dix mois qui précèdent l'élection voit ses chances diminuer d'autant, et peut-être devenir nulles.

Vient le jour du scrutin. Chaque « public relation » a battu le rappel pour son « patron ». On voit donc arriver, à partir de midi, tous ceux qui, depuis longtemps, ne fréquentent plus le Palais : hommes politiques célèbres, avocats retirés des affaires actives, etc. Mais au fur et à mesure des tours — comme ce fut le cas cette année — les effectifs s'amenuisent. Dès lors, il n'est plus question de rallier des voix hésitantes, mais seulement de lutter contre les défections.

Le bâtonnier préside le Conseil de l'Ordre et détient, à l'intérieur de celui-ci, le pouvoir disciplinaire. A l'extérieur, son rôle est surtout de « représentation ». Certains avocats affirment qu'un bâtonnier énergique pourrait acquérir une très grande puissance s'il voulait promouvoir des réformes et y attacher son nom. Mais, ajoutent-ils, on n'imagine guère un bâtonnier s'attaquant au « système » dont il est bénéficiaire. Sa charge lui permet, en effet, de doubler ses honoraires et le fait rechercher par ses collègues pour tous les arbitrages importants. D'autre part, même lorsque les fonctions cessent, le titre demeure: on reste bâtonnier toute sa vie.

JEU

A la manière sportive de :

LE Tour de France est en route. Pendant un mois, nous le suivrons pas à pas grâce à la radio, à la télévision, et surtout grâce à la plume des chroniqueurs sportifs qui, à l'occasion de cette épreuve, donnent en général libre cours à leur lyrisme.

Voici quelques échantillons de cette littérature sportive :

— *« Bobet et Anquetil unis dans l'effort... c'était une nouvelle cantate de Mehul aux sonorités éclatantes.*

— Brusquement alerté, il bondit de l'arrière, flèche bleue sur le goudron grisâtre.

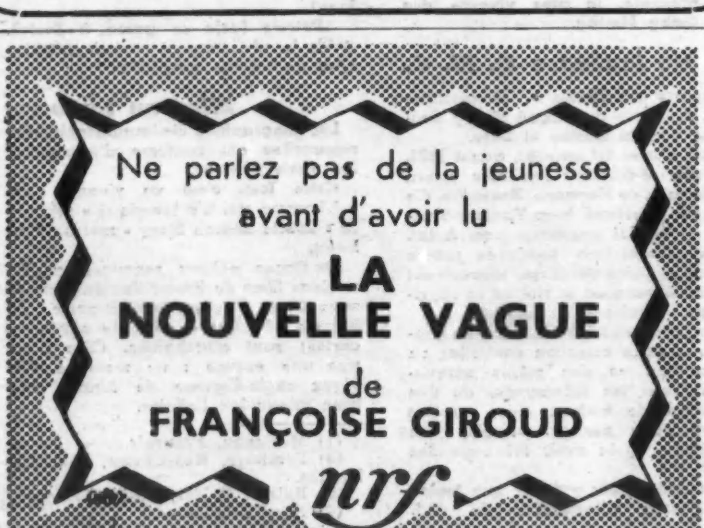
— Et l'enfant blond, pour nous signifier notre congé, a allongé sur la planche son corps de fakir.

Et encore :

« Tout eût été à peu près dans l'ordre... si notre fameuse sorcière n'avait, samedi, mordu de ses dents vertes, le pouce gauche de Janssens... ».

Nous vous proposons le jeu suivant : racontez en vingt lignes maximum le voyage de M. Guy Mollet à Alger, à la manière des stylistes du Tour de France.

Les auteurs des dix meilleures réponses recevront, selon leur choix, un disque microsillon longue durée ou un ouvrage de La Pléiade.



VITE

● Pour l'avenir de l'équipe de France de football, qui vient de se classer 3e, après le Brésil et la Suède, dans la Coupe du Monde, le grand problème sera de conserver l'extraordinaire tandem Kopa-Fontaine. Or ce dernier « vaut » aujourd'hui quatre-vingts millions, et Milan, comme le Real — les deux clubs les plus riches d'Europe — ont déjà les yeux fixés sur lui. Néanmoins, tout permet d'espérer que Just Fontaine jouera encore à Reims la saison prochaine. Quant à Kopa, on laisse entendre que le Real Madrid, qui, avec Di Stefano, Gento et Kokcis, est suffisamment bien armé pour conserver sa « Coupe d'Europe », serait éventuellement disposé à le laisser partir. Le Racing, Nice et Reims sont sur les rangs. Il n'est donc pas impossible que l'attaque de l'équipe de France soit encore menée, la saison prochaine, par Fontaine et Kopa. De toute façon, ses victoires de Stockholm ont consacré le triomphe de la méthode rémoise et d'Albert Batteux : le beau football a « payé ».

● George Orwell écrivait, il y a dix ans, que rien n'est plus contraire à l'entente pacifique des peuples qu'un tournoi de football. Les réactions ultra-nationalistes de la presse mondiale après Stockholm lui donnent raison.

En Angleterre, on est bien obligé de faire état de la victoire du Brésil. Mais pas un mot pour les autres participants. En France, une incorrection de Kopa relevée par toute la presse étrangère est passée sous silence. En Allemagne, la presse se déchaîne contre l'arbitre argentin, tenu pour seul responsable de la défaite de l'Allemagne devant la France. En Hongrie, le grand journal sportif presque entièrement consacré au football ne mentionne même pas à la une les résultats de la Coupe du Monde. Quant à la « Pravda », les vingt-cinq lignes qu'elle sacrifie à l'événement sont seulement pour énumérer les matches que les Russes ont perdus. Autocritique.

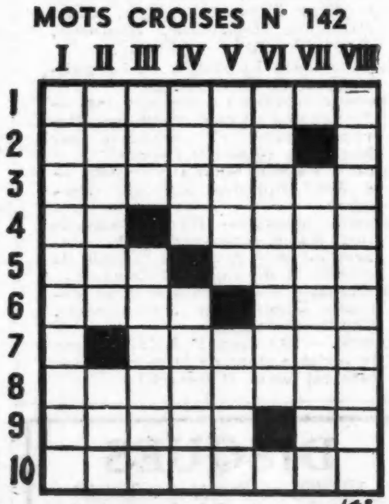
● La Commission d'investigation américaine vient de faire comparaître dix-huit témoins (acteurs, musiciens, auteurs de chansons et d'émissions télévisées, etc.) pour les questionner sur leur « association avec le parti communiste ». Tous ont refusé de répondre en invoquant le cinquième amendement. Mais si la Commission ne put leur imposer de sanctions, le « Show Business » se chargea de le faire. Déjà trois des témoins : Arthur Lief, chef d'orchestre ; Charles Dubin et Joseph Papp, directeurs d'émissions à la T.V., ont été mis à la porte. L'un d'eux, Joseph Papp, dirigeait une émission qui avait pour titre : « *J'ai un secret* » !

● Les grands comiques dans la plupart des pays sont israélites. Pourtant, il n'y a pas de comiques en Israël. Pourquoi ? Harry Zinder, directeur de la Radio d'Israël, en donne quelques raisons :

« Le pouvoir de faire rire les gens semble s'être évaporé sans doute parce que l'humour juif est essentiellement basé sur l'autocritique, presque le masochisme. Les Juifs avaient recours à l'humour, le plus souvent à leurs dépens, lorsque la vie du ghetto leur devenait insupportable. Mais il n'y a plus de ghettos ici. Les conditions propres à l'humour n'existent plus.

Les Sabra (c'est le nom que nous donnons à la génération née ici) commencent à créer un humour personnel, brillant et gai, mais qui manque un peu de vigueur. L'armée aussi a donné naissance à quelques humoristes, comme toutes les armées du monde... »

MOTS CROISES N° 142



142

HORIZONTALEMENT. — 1. Soldat romain dont le nom a fini par échoir à un couteau sans luxe. — 2. Station thermale qui prend aussi le nom de Saint-Martin. — 3. Se situe entre Van Eyck et Brueghel. — 4. Entrée en matière du renard. Se dresse dans le désert ou dans un endroit très peuplé. — 5. En épelant : régnait en Tunisie. Plus grossier que le christiania pur. — 6. Pas très pur. Le sang y rapporte, dit-on. — 7. Emu jusqu'à l'égarement. — 8. Faites comme si que. — 9. Donna des reflets changeants. Sous-entend souvent un bien. — 10. Petits lainages (ne figure plus dans le petit dictionnaire).

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	S	I	N	I	S	T	R	E
2	E	D	E	N	■	H	O	N
3	R	E	V	E	R	E	N	T
4	P	A	R	S	I	S	■	R
5	E	L	I	■	D	E	C	E
6	N	E	T	T	E	■	A	M
7	T	■	E	R	A	B	L	E
8	I	O	■	O	U	R	A	L
9	N	A	I	N	■	A	M	E
10	E	X	P	E	D	I	E	E

SOLUTION n° 141

VERTICALEMENT. — I. Une coquetterie dans l'œil ou mes pauvres quatre sous. — II. Survole une grande terre du Sud, en quête de proie. Un peu à l'est de Milo. — III. Soit pour Virgile. Vire un peu au blanc. — IV. Ne renseigne pas les toitures. Ne garda pas les indésirables. — V. Raconta, sans fard, un échange de civilités un peu préoccupant pour son auditeur. Sa capitale ne doit pas être confondue avec son homonyme piémontaise. — VI. La petite est plus proche de Notre-Dame. — VII. S'opposent à la concentration. — VIII. Permettent à des gens de faire leur beurre.

L'EMBARRAS DU CHOIX

Si vous ne les avez pas encore vus.

CINEMA

QUAND PASSENT LES CIGOGNES. — Le souffle d'Eisenstein et de Poudovkine retrouvé. (*Broadway, George-V, Vendôme.*)

LA SOIF DU MAL. — Le volcanique dernier film d'Orson Welles, poète maudit. (*Publicis.*)

MON ONCLE. — Jacques Tati fait en pointillé la satire du modernisme et crée un ton comique absolument original. (*Colisée, Marivaux.*)

LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI. — En un mot, un chef-d'œuvre. (*Monte-Carlo, Agriculteurs.*)

NUITS BLANCHES. — Absolument insolite et passionnante, la démonstration d'esthétisme théâtral que Visconti apporte au cinéma. (*Chézy.*)

JEUX D'ÉTÉ. — Pourquoi le bonheur est-il toujours aussi éphémère que l'été ? Bergman décrit l'un de ces bonheurs morts à l'automne. (*Cinéma d'essai Caumartin.*)

LE SEPTIÈME SCEAU : Pourquoi sommes-nous sur terre ? Qu'est-ce que la mort ? A ces éternelles questions, Ingmar Bergman, par la bouche d'un chevalier du moyen âge, tente de répondre. (*Pagode.*)

RICHARD III. — Laurence Olivier transporte Shakespeare du théâtre au cinéma avec une éblouissante fidélité. (*Celtic.*)

EN AVANT AMIRAL, et HISTOIRE D'UNE CHAISE. — Humour anglais et chaise ensorcelée, « made by Norman MacLaren ». (*Avenue.*)

LA STRADA. — Une journée des forains avec la folle amertume de Fellini. (*Caméra.*)

L'EQUIPÉE SAUVAGE. — Un des films les plus importants de ces dix dernières années. Lazlo Benedek fixe dans les yeux de Marlon Brando l'angoisse de la jeunesse. (*Napoléon.*)

FANTASIA. — Par Walt Disney, la grande parade des animaux sur fond de grande musique. (*Plaza.*)

CÉSAR. — Raimu dirigé par Pagnol met la Provence à l'honneur (*Studio République.*)

LES DIABOLIQUES. — Clouzot se surpasse dans l'horreur. (*Studio Etoile.*)

PÉPÉ LE MOKO. — Gabin traqué dans la Casbah. Un amour tragique. Le meilleur film de Duvivier. (*Ciné Panthéon, Courteline, St-Marcel, Royal Passy, Victor-Hugo.*)

ET DIEU CRÉA LA FEMME. — La naissance de B. B. (*Scarlett.*)

COMMENT ÉPOUSER UN MILLIONNAIRE. — Une chasse au mari menée par Marilyn Monroe et orchestrée par Negulesco. (*Quartier Latin.*)

COMMENT L'ESPRIT VIENT AUX FEMMES. — A Judy Holliday surtout. (*Parnasse.*)

NOBLESSE OBLIGE. — Rien ne sert de tuer, il faut encore hériter. A. Guinness est pris dans une cascade de crimes et de gags. (*St-Lambert.*)

LE CARROSSE D'OR. — L'œuvre de Mérimée adaptée par Jean Renoir. (*Studio Bertrand.*)

LA RED. — Rossana Podesta, comme la vérité sortant de la mer. La nature est belle. (*Cardinet.*)

DISQUES
MICROSILLONS 33 1/3 TOURS
Vendus à des Prix incroyables
30 cms.......... 990 fr.
25 cms.......... 790 fr.
CLASSIQUES ET VARIETES
Catalogue sur dem. accompagnée d'un timbre
Editions Fonteneau EX-D2 Poitiers

LES BATEAUX-MOUCHES
Restaurant - Promenades - Réceptions - Banquets
Tél. : BAL. 96-10 et la suite
Pont de l'Alma (Rive droite)

AU THÉÂTRE

UNE TRADITION EMPAILLÉE

par ROBERT KANTERS

Le Théâtre d'Art de Moscou, au *Théâtre des Nations.*

TROIS ou quatre soirées à la Comédie-Française pour voir un Racine, un Molière, un Jacques Deval, permettraient-elles à un étranger de se faire une idée de la situation de l'art dramatique en France en 1958 ? Gardons-nous donc de tirer de notre premier contact prolongé avec la scène soviétique des conclusions trop générales. Mais c'est bien une Comédie-Française de Moscou, avec sa perfection dans les bons jours et ses faiblesses dans les autres, qui s'est transportée place du Châtelet : c'est-à-dire une troupe gardienne fidèle, et même timorée, de la grande tradition, un conservatoire de l'art dramatique, si dans conservatoire il y a conservateur.

Au ralenti

Cela commence à se deviner, quand le rideau se lève, à la laideur implacable des décors qui vont d'un réalisme petit-bourgeois pisseux pour les intérieurs à un esthétisme vaporeux dans le goût du Salon des Artistes français vers 1900 pour le pré de « La Cerisaie ». Manifestement, l'idée de faire appel, ne disons pas à un Christian Bérard ou à une Léonor Fini, mais à un Labisse ou à un Gischia est tout à fait étrangère aux directeurs du Théâtre d'Art de Moscou, tout comme, me dit-on, la réalisation plastique des ballets russes, le mois dernier, faisait souvent penser aux présentations d'avant les ballets russes (ceux de Diaghilev et de Bakst).

La mise en scène et la direction des acteurs se réclament à juste titre de Stanislavski, mais on peut parfois se demander si ce n'est pas un Stanislavski scrupuleusement empaillé selon les principes du réalisme socialiste. Rien de plus moderne, de plus vivant, de plus fécond que l'ouvrage de Stanislavski, « La Formation de l'acteur », dont une version française, retraduite de l'anglais, vient enfin d'être présentée par M. Jean Vilar (aux Editions Olivier Perrin). Mais, de l'enseignement de Stanislavski, le Théâtre d'Art de Moscou semble avoir surtout retenu l'aspect naturaliste, ce qui est le plus proche d'Antoine et du Théâtre libre. Tirer son mouchoir ou essuyer ses lunettes, cela devient une tranche de vie que l'on vous débite avec tant d'insistance que l'on a l'impression de voir le geste vrai, mais au ralenti. La mise en scène, toujours très claire, très efficace, presque didactique, où les personnages sont groupés ou isolés de manière à souligner chaque moment et chaque mouvement de la pièce, accroît encore cette impression pour nous un peu vieillotte. Ce qui est admirable dans les bons jours, comme pour « La Cerisaie » et, de l'avis unanime, « Les Trois Sœurs », que le festival d'Angers m'a empêché de voir, c'est l'homogénéité de l'interprétation, le son plein que rend chaque rôle, la parfaite discipline et la parfaite intelligence de l'acteur, l'exactitude de la progression générale. Ce qui est moins bon, c'est la manière de rendre un certain lyrisme secret des monologues de Tchékov sur lequel le réalisme pur se casse les dents. Et qu'il y ait un élément plus faible, et la belle machine tourne moins rond : M. Vassily Orlov a joué le rôle principal d' « Oncle Vania » dans le style de M. Denis d'Inès jouant Mirbeau, ou de M. Victor Francen jouant n'importe quoi dans ses films d'avant-guerre, et petit à petit toute la pièce de Tchékov s'est faussée, effilochée, ratatinée.

Dans l'ensemble pourtant, Tchékov a été fort bien servi. Les déclarations du directeur de la troupe, M. Solodovnikov, disant qu'il ne voyait pas dans Tchékov « un auteur mélancolique et frustré, mais un adversaire audacieux de l'ordre ancien et un prophète convaincu de l'épanouissement futur de la Russie » (cf. « L'Express », n° 365) avaient inspiré quelque inquiétude, mais les œuvres ont été montées avec une fidélité scrupuleuse au texte et aux indications scéniques. Au contraire, alors que Tchékov lui-même, de son vivant, reprochait souvent à Stanislavski d'accentuer le côté mélancolique et dramatique de ses pièces, c'est plutôt à la conception de Stanislavski ici encore que le Théâtre d'Art se montre attaché.

Lénine téléphone

Quant à la pièce moderne, « Vieillesse troublée », de M. Leonid Rakhmanov, au spectateur qui suivait sans comprendre le russe, d'après l'analyse et la représentation, elle semblait imbécile. Un vieux professeur de botanique à Saint-Pétersbourg, en 1917, est persécuté par ses étudiants bourgeois pour ses idées avancées. Mais il s'adapte avec bonne humeur au nouveau régime, ainsi que sa charmante vieille femme, et il est récompensé par la fondation de l'Institut de botanique pour lequel les ministres du système lui avaient refusé les crédits, et par un coup de téléphone personnel de Lénine qu'il reçoit avec attendrissement sous nos yeux attendris tandis que le rideau tombe. Le thème (l'acceptation du nouveau régime politique par les vieilles élites intellectuelles, l'accession du peuple à la culture) n'est pas sans beauté, mais il semble traité avec une bonhomie de patronage religieux et une intelligence de patronage laïc. Et, bien entendu, ni le décor ni les acteurs n'étaient à leur avantage.

Tout cela, bien entendu, n'a de valeur critique que par rapport au théâtre parisien. D'une part, il est possible que ce répertoire, ces décors, ce jeu, soient les meilleurs moyens pour amener progressivement un peuple immense à la culture théâtrale et à la communion. D'autre part, en lui-même, le Théâtre d'Art a le mérite d'avoir maintenu, à travers guerres et révolution, une haute tradition de l'art dramatique, et sa troupe compte ses Bretty, ses Debucourt, ses Perdrière. Un tel théâtre pourra sans doute rattraper et dépasser l'esthétique des pays capitalistes, il serait simplement injuste de dire qu'il y est déjà parvenu : il y faudra encore quelques « plans quinquennaux ».

AU CINÉMA

BRIC-A-BRAC CINÉMATOGRAPHIQUE

par SIMONE DUBREUILH

« MON COQUIN DE PERE » (1) a porté, un trop court moment, le titre joli de « Ils ont vingt ans ». Et ce titre résumait assez bien les grâces de ce très petit film de Georges Lacombe, délicatement tissé sur des données boulevardières éculées.

L'auteur de « La Zone » et des « Musiciens du ciel » n'a pas, et c'est injuste, la place qu'il mérite dans le cinéma français : c'est un réaliste tendre et un très bon directeur d'acteurs.

La trouvaille de « Mon coquin de père » — puisque « coquin » il y a (hélas !) — c'est l'utilisation, pour les réminiscences et retours en arrière, de scènes tournées il y a vingt-cinq ans par les trois principaux acteurs : Claude Dauphin, frais comme la rose ; Gaby Morlay, jolie à croquer ; Jean Wall, chevelu (dans le « Nous ne sommes pas des enfants » de Léopold Marchand, adapté par Augusto Genina). Les interprètes de « Mon coquin de père » sont, en effet : Claude Dauphin, toujours séduisant, mais le poil gris, mais la lippe plus prononcée, mais le col un peu empâté ; Gaby Morlay, dodue mais toujours pétillante ; Jean Wall, toujours aimable, mais chauve...

Sans dérisoires « raccords » de maquillage au blanc gras, Georges Lacombe mêle ainsi le présent des visages et le délicieux, le déconcertant passé de ces mêmes visages.

Papa et moi

Sa trouvaille s'intitule « Memorama » (Pourquoi pas ?).

Il n'en a pas abusé.

Cette discrétion ajoute à la joliesse de ce temps vraiment retrouvé.

Pour le film lui-même, il nous conte les démêlés amoureux d'un « gosse » de père et de son fils, les retrouvailles de deux amants vieillis, les surprises et les dépits amoureux d'un jeune Parisien — Philippe Lemaire — et d'une jeune Florentine — Antonella Lualdi.

Tout boulevardier, mais sans vulgarité trop appuyée. (Les situations, elles, sont ce qu'elles étaient dans la pièce, vieillotte, de l'auteur dramatique.)

Style néo-réaliste tempéré.

Acteurs, jeunes et vieux, en pleine forme. Les vieux comme stimulés par leur jeunesse retrouvée.

Constatation ultime : les « vieux » n'ont pas vraiment changé : une ride, deux rides, dix rides ne font pas la vieillesse.

Tout compte fait, on est un peu ému, comme si le temps était réversible ; comme si, ombre pour ombre, la midinette au rire cristallin sous son petit canotier de paille dure était la plus présente, la plus vivante des deux Gaby Morlay.

Un immense B. M. C.

« Tonnerre sur Berlin » (2), quoique signé, ou parce que signé Henry Koster, est un film infâme et bête.

Henry Koster fut en effet, avant 1933, un jeune réalisateur berlinois connu sous le nom de Hermann Kosterlitz. Ce qu'on eût pardonné à un Yankee d'origine, on ne lui pardonne pas, à lui.

D'où sortent ces soudards russes ivres comme des porcs qui assassinent les bons Allemands et violent en rugissant les « fraulein » innocentes ?

Pourquoi toutes les Allemandes proposées à notre attention sont-elles ou des putains ou des mères maquerelles ? Tous les Allemands, ou des tenanciers de maison close ou des officiers sans pudeur, suppôts des Soviétiques après avoir été ceux des nazis ?

Sans doute pour prouver que toutes les épouses allemandes de G.I. n'étaient pas forcément — ou seulement malgré elles — des filles en carte ?

Dans ce cas, la démonstration échoue pitoyablement. Berlin, vu par Henry Koster, ressemble à un immense B. M. C.

Gaspillage

Un original scénario — « Nœud coulant », de Jacques Marcerou — sert de point de départ à ce « Piège » (3) que nous tend le jeune réalisateur français Charles Brabant.

Hélas ! ce nœud coulant se resserre sur rien d'autre qu'une nauséabonde dégradation de « Thérèse Raquin ».

Personnages : la vamp aux gros seins (Magali Noël), le vieil époux voyeur qu'on assassinera (Charles Vanel), l'amant camionneur au cœur pur, traqué par la police (Raf Vallone).

...Pétrole (cela se passe à Berre), poids lourds, sang et sexe à gogo ! Que de talents gaspillés !

Mise au tombeau

Les biographies cinématographiques romancées ont coutume d'assassiner les morts illustres.

Cette fois, c'est un vivant, c'est « L'homme qui n'a jamais ri » (4) que la « Buster Keaton Story » met au tombeau.

Quelques scènes renouvelées des anciens films de Buster Keaton (scènes sans doute dirigées, geste à geste, par Keaton lui-même — ainsi la partie de cartes) sont attachantes. Cela n'est pas une excuse : un montage des vieux chefs-d'œuvre de Keaton eût bien mieux fait l'affaire.

(1) Marignan, Français.
(2) Ermitage, Max-Linder, Vedettes, Images.
(3) Balzac, Helder, Scala, Vivienne.
(4) Elysées-Cinéma.

SINÉ AU SINÉMA

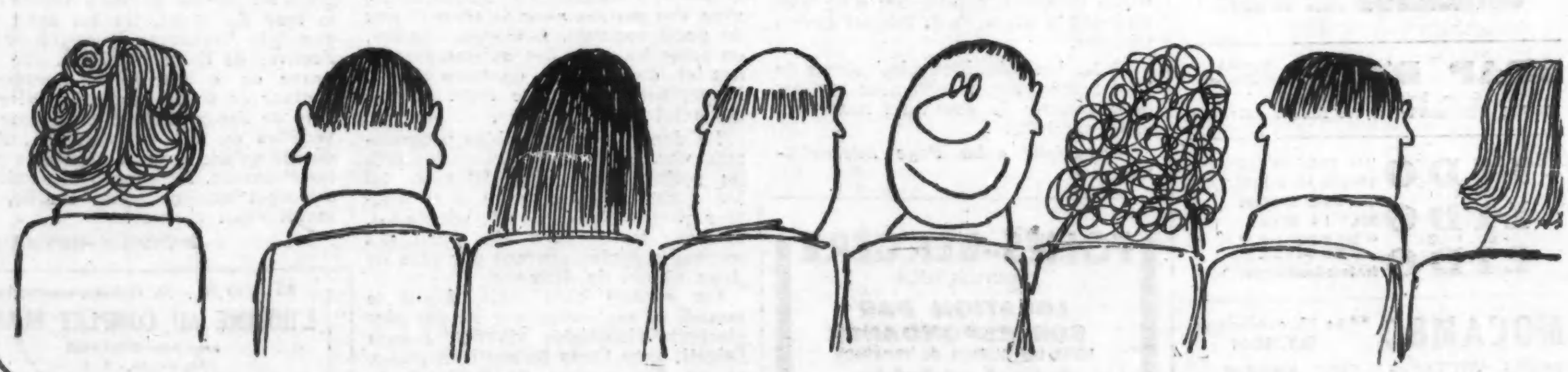
Avec la collaboration de M. Adokyrou pour le texte, Siné vient de publier le « Manuel du Parfait Petit Spectateur » (édité par Le Terrain vague).

« Tout le monde (ou presque), écrit M. Adokyrou, fréquente mal, voit mal le cinéma. Personne (ou presque) ne sait choisir ses films, savourer une projection, se servir du cinéma pour enrichir sa proche vie, devenir spectateur actif, retrouver dans les salles obscures sa nature humaine ».

Suivent cinquante pages de conseils pertinents et savoureux, parsemés de scènes de la vie du Spectateur, vue par Siné.

En voici quelques échantillons :

Planche du Dictionnaire des Idées reçues



VISITEURS

L'Old Vic à Paris

LUNDI 7 juillet, le Théâtre des Nations accueillera l'Old Vic, la troupe la plus prestigieuse de Grande-Bretagne qui ne s'était pas produite en France depuis douze ans.

L'acteur principal ne sera pas cette année Laurence Olivier, mais John Gielgud, l'un des meilleurs interprètes du répertoire shakespearien. Agé de 54 ans, il débuta à l'Old Vic en 1921 comme figurant dans « Henri V ». Depuis, il a joué tous les rôles principaux des drames shakespeariens et les Français le connaissent pour l'avoir vu au cinéma aux côtés de Laurence Olivier dans « Richard III » et dans « Jules César » aux côtés de Marlon Brando.

Jouer toute sa vie à l'Old Vic ne signifie pas faire une carrière de fonctionnaire, comme on peut imaginer celle de nos comédiens-français. La composition de la troupe de l'Old Vic change d'une année à l'autre, selon les circonstances, les préférences de la direction et la disponibilité des acteurs. Des acteurs étrangers célèbres peuvent aussi jouer à l'Old Vic à titre exceptionnel. La troupe actuelle n'est pas une troupe nationale, mais reçoit néanmoins 10.000 livres de subvention annuelle. Si l'on pense à la façon dont naquit en 1818 cette compagnie, cela représente une certaine consécration.

Music-hall, puis opéra

Construit dans la banlieue de Londres grâce à une souscription publique, le théâtre s'appela d'abord « Coburg Theatre ». On y donnait des mélodrames à sensation et des spectacles de Grand Guignol, mais aussi des représentations où figuraient les vedettes du West-End. Le grand acteur Kean y joua en 1831.

Après avoir pris le nom de « Victoria Theatre » en hommage à la reine Victoria, une nouvelle animatrice, Miss Emma Cons, convertit en 1880 l'Old Vic en « Royal Victoria Hall and Coffee Tavern ». Militante de l'anti-alcoolisme et socialiste, elle organise des spectacles de music-hall d'un niveau moral assez élevé et interdit la vente des boissons alcoolisées. Mais lorsque Miss Cons est remplacée par sa nièce, Miss Lilian Baylis, le ton change encore.

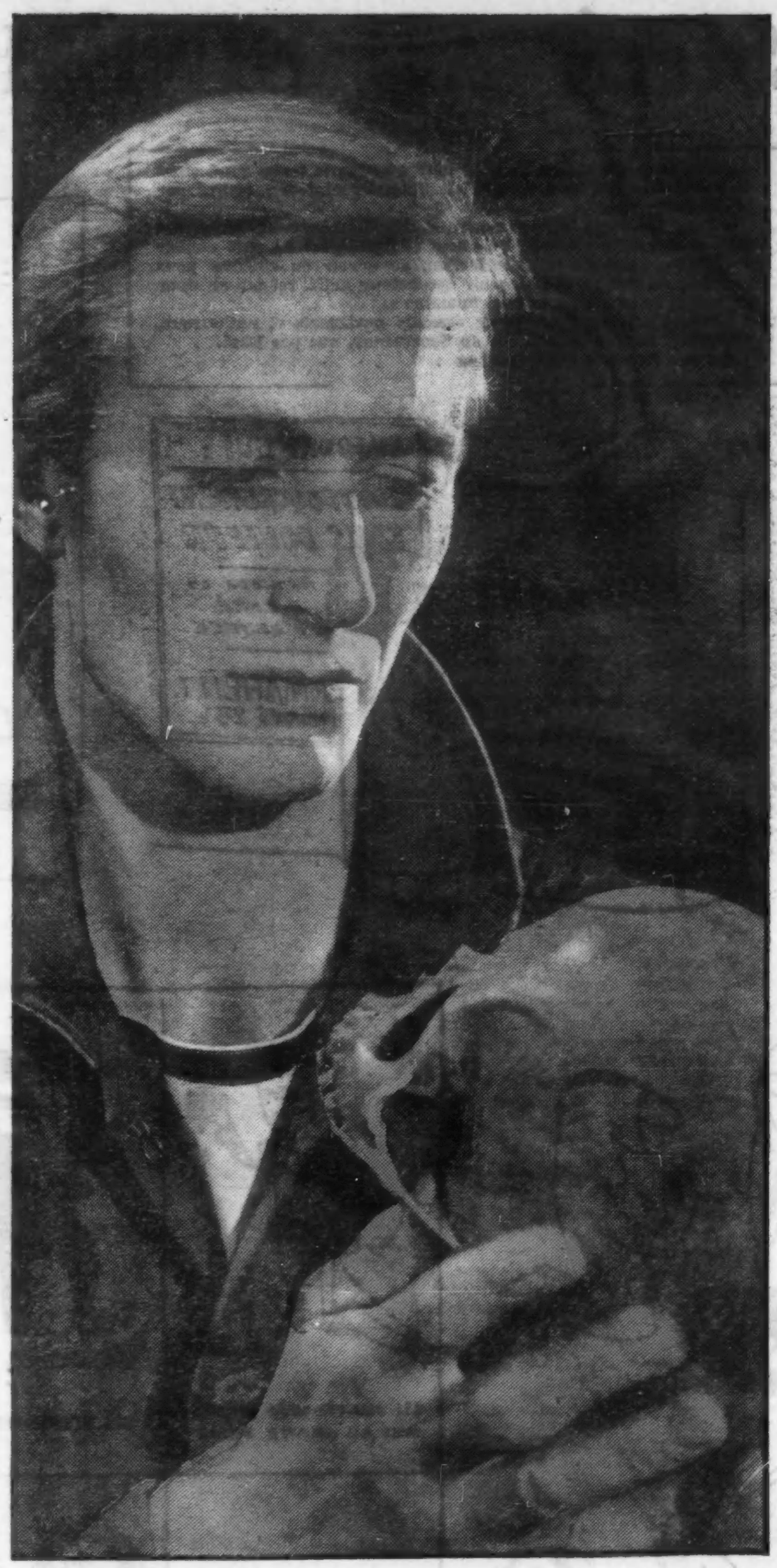
Ex-cantatrice lyrique, Miss Baylis organise des spectacles d'opéra. En 1914, cependant, elle inaugure ce qui devait faire la réputation de l'Old Vic, la première saison Shakespeare.

Consacré à Shakespeare, l'Old Vic actuel était né. Toutes les pièces publiées dans l'édition de l'In-Folio, l'édition de 1623 dirigée par Ben Jonson, furent jouées intégralement. Parmi ces trente-six pièces, toutes ne furent évidemment pas des succès.

Michael Benthall, l'actuel directeur de l'Old Vic, âgé de 39 ans, présentera avec le concours du jeune comédien John Neville une nouvelle mise en scène de « Hamlet » qui étonnera sans doute. En se basant sur ce que l'on appelle le « mauvais inquarto » de 1604 établi selon toute probabilité sur le texte du régisseur de l'époque, Benthall a conçu une version de «Hamlet» où les scènes de la première partie, remises dans un ordre différent, éclaireront d'un jour nouveau la conduite de Hamlet envers Ophélie.

Et les innombrables admirateurs de Shakespeare seront sûrement curieux de découvrir de nouveaux mobiles à cette conduite.

(*Copyright « La Page internationale ».*)



(Angus Mac Bean.)

JOHN NEVILLE
Il y a quelque chose de changé...

MUSIQUE

Au fil des siècles

COMME chaque été, le Cercle culturel de l'abbaye de Royaumont présente une double série de concerts, en juillet et en septembre, le dimanche après-midi, à 16 h. 15.

Cette année, un effort très intéressant a été fait pour présenter des programmes qui sortent de l'ordinaire. C'était manifeste dès le premier concert, qui réunissait les noms de Bach, Debussy, Stockhausen et Spiegelmann, avec des œuvres pour la plupart peu ou point connues. A chaque concert, on entendra ainsi des œuvres anciennes et des œuvres contemporaines, la période romantique étant réduite au strict minimum.

Le danger de semblables programmes consisterait en un éclectisme plus ou moins désordonné. Rien de tel ici : chaque programme a sa couleur particulière, et veut, semble-t-il, montrer les fils qui réunissent des œuvres séparées souvent par plus de deux siècles de distance.

Un concert hors série, donné le samedi 27 septembre par un des plus glorieux violonistes vivants, Joseph Szigeti, avec Carlo Bussotti au piano, réunit des œuvres de Bach et de Beethoven à des pages de Bartok et de Webern. Rien de plus efficace pour convaincre les mélomanes de bonne foi, mais réfractaires à la musique de notre temps, que celle-ci, défendue par des maîtres illustres, vaut bien, sur le plan humain et expressif, la musique des temps passés.

DISQUES

Trente-huit ans après

TOUT a commencé il y a trois semaines par cette lettre de Jean (Cocteau) adressée à Jean (Wiener) :

« Voilà ce que je voudrais, quatre mots de moi et nos musiques du Gaya — devenu plus tard « Le Bœuf sur le toit ». *Je les choisirai et les dirigerai selon ma mémoire. Tous les disques de cette époque sont inexacts ! ».*

Ainsi est née l'idée d'un disque-souvenir, d'un disque-pèlerinage au « Bœuf sur le toit ». L'amitié de Jean Cocteau et de Jean Wiener avait débuté là, en 1920.

Cocteau visitait un jour les lieux en compagnie de Darius Milhaud ; il lui vint l'idée de demander au directeur Louis Moysès de prêter son local une fois par semaine : les cafés littéraires étant morts, ils avaient besoin d'un lieu de réunion, d'un « quartier général ».

— *D'accord*, dit Moysès, *mais je dois, hélas ! renvoyer mon pianiste ; il déplait à ma clientèle.*

« Je lui conseillai alors, raconte Cocteau, *de « renvoyer sa clientèle et de conserver son pianiste ».*

C'était Jean Wiener !

Trente-huit ans après, Cocteau et Wiener, fidèles à leurs souvenirs des folles années 20, se sont retrouvés pour enregistrer, enfin, un disque authentique de cette époque : « I want to be happy », « My blue heaven », « The man I love », « Lady be good ».

Une époque où Jean Cocteau écrivait :

« Le jazz-band est autre chose que des rythmes, c'est une pulsation. Il ne faudrait pas le prendre pour une mode, pour de simples airs de danse. C'est la nouvelle musique de chambre. »

En même temps que se grave ce disque, les Editions du Rocher sortent un ouvrage consacré aux fresques dont Jean Cocteau a décoré la salle des mariages de la mairie de Menton. On lira, en pages 24 et 25, ce que Cocteau lui-même pense de ses multiples activités.

Elle sait *aussi* chanter

SYLVIA LOPEZ est une très étonnante personne, produit pur d'une très étonnante époque. Elle est belle et longue comme une héroïne de Peter Cheyney, mais elle est titulaire de deux licences (anglais et allemand).

Elle montre ses jambes jusques et au-delà, mais elle a eu le premier prix de piano au Conservatoire de Moscou.

Elle a le physique que les femmes ne se consolent de voir chez les autres qu'en se disant : « *Ça doit être une gourde* », et elle est championne de bridge.

Elle est l'épouse depuis un an du compositeur d'opérettes - à - triomphe Francis Lopez.

Elle vient d'enregistrer son premier disque, quatre chansons de son mari aux titres-chocs : « Y a tellement d'hommes », « Johnny mon gars », etc., sous la marque « La Voix de son Maître ».

Elle a de nombreux projets cinématographiques et c'est d'ailleurs grâce au cinéma qu'elle a débuté dans le tour de chant. On lui avait déjà demandé beaucoup d'autographes au Festival de Cannes 1953 où elle était venue en « touriste ». Lorsque le metteur en scène Richard Pottier décida de l'engager pour être l'une des vedettes du film « Tabarin », il fut décidé qu'elle serait « doublée » pour les chansons. Au cours des essais, on s'aperçut que ce serait inutile, elle savait *aussi* chanter.

DANIELE HEYMANN.

Cabarets Dancings

ROYAL LIEU DANCING 2, r. des Italiens

FOLIES PIGALLE
THEATRE - CABARET
Le plus beau, le plus riche de Paris
LA SENSATIONNELLE REVUE
de STRIP TEASE
« POUPEES A GOGO »
Attractions internationales
Mat. 15 h. - Soir. 21 h. 30 et 0 h. 30
Place Pigalle - TRU. 25-56

Restaurants

CALAVADOS 40 Av. P. 1er Serbie JOUR ET NUIT

DRAP D'OR DINERS SPECTACLE
Revue, Strip Tease, Attractions
MARIA VINCENT 58, rue Bassano - ELY. 04-31

LIDO ELY. 11-61 UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
LIDO 21 h. DINER DANSANT
LIDO ELY. 11-62 23 h. LA REVUE "PRESTIGE" de P. Louis-Guérin & Fraday

MOCAMBO **** 12, r. Marignan ELY. 58-64
DINERS - SPECTACLE LINE ANDRES

FOLIES-BERGÈRE
NOUVELLE REVUE
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
POUR LES CLIENTS DE PROVINCE
Ecrire : 8, rue Saulnier

STUDIO 43 - 43, Faubourg-Montmartre
L'HOMME AU COMPLET BLANC
avec Alec GUINNESS
Film anglais - V. o.
Sous-titré français

(A. C. Poirier.)

SYLVIA LOPEZ
Où mène la licence...

EXPOSITIONS

Tableaux bien protégés

UN Président de la République, un ministre de l'Education nationale et 3.000 « gens du monde » en grande tenue ont inauguré, la semaine dernière, le nouveau Musée des Impressionnistes au Jeu de Paume, dont le Louvre peut enfin « montrer » les toiles, grâce à l'acharnement méthodique d'un de ses conservateurs en chef : M. Germain Bazin (1).

Etonnés et rêveurs, quelques vieillards avaient été conviés au vernissage officiel. Parmi eux, Mme Rouart, fille de Berthe Morizot, belle-sœur de Manet, la « dame blanche » du fameux « Balcon » et Paul Gachet, fils du médecin d'Auvers-sur-Oise, chez lequel Cézanne devait peindre et Van Gogh mourir.

Dans leur enfance, si par hasard les noms de ces peintres dits « impressionnistes » venaient à être prononcés, on se contentait de répéter ce que la critique unanime disait de leurs toiles. L' « Olympia » de Manet, une *« cochonnerie grotesque »*; Sainte Victoire » de Cézanne, un « *barbouillage obscène* » ; Toulouse-Lautrec, un « *bien mauvais dessinateur* » ; Van Gogh, Gauguin, Monet, « *de la peinture d'aliénés* ». En résumé, des œuvres scandaleuses pour les amateurs, invendables pour les marchands.

Les toiles des impressionnistes qui ne trouvaient pas preneur pour 20 francs, valent aujourd'hui entre 20 et 150 millions, suivant les cas. Et ceux qui les ont peintes étaient pauvres. Ils achetaient souvent des matériaux au rabais. Avec le temps, leurs œuvres risquent de s'altérer ou même de disparaître presque totalement si des mesures minutieuses de conservation ne sont pas prises.

Air conditionné

Il ne s'agissait donc pas seulement de les restaurer, de rajeunir leurs cadres et de les accrocher de façon vivante et intelligente — comme cela a été fait — le long des murs, ou même parfois de les encastrer.

Il s'agissait aussi et surtout de rendre « habitables » les murs dont on avait dû retirer les collections impressionnistes après les avoir trop hâtivement installées entre les deux guerres. Un procédé d'électro-osmose a permis d'assécher la construction bâtie sur un sol de terre battue et destinée à servir de préau sportif et non de musée. Doubles cloisons de plâtre, modification des verrières, du volume des pièces, transformation du chauffage, climatisation, installation d'hygrostats, afin de maintenir de façon permanente le taux d'humidité de l'air nécessaire à la conservation des toiles, rien n'a été laissé au hasard. Sans oublier les innovations : le Musée du Jeu de Paume est le premier qui possède un éclairage dont la lumière du jour commande elle-même le déclenchement quand elle vient à baisser.

Dans la grande bâtisse, finalement vouée au « noble jeu » de la peinture, les « décadents » que refusaient tous les salons ont trouvé l'abri d'un des musées les plus modernes du monde.

JEAN-FRANÇOIS CHABRUN.

(1) M. Germain Bazin vient d'ailleurs de consacrer aux « Trésors de l'Impressionnisme au Louvre » un ouvrage remarquablement documenté, très complet, orné de près de 400 reproductions en couleurs et en noir. (Ed. Somogy, 305 pages, 2.400 francs.)

Etienne Lalou

LE SOLEIL

Delpire éditeur

Dans toutes les librairies Exclusivité Achille Weber

GALERIE LOUIS CARRÉ
GILIOLI
10 AVENUE DE MESSINE

Galerie Charpentier
NOBLESSE DE L'OBJET QUOTIDIEN
ATLAN, BOTT, Bernard BUFFET, CAPULETTI, CARZOU, Jean COCTEAU, Léonor FINI, LABISSE, MATHIEU, TERECHKOVITCH
ont ennobli par leur art un objet familier
78, rue du Fg St-Honoré
du 27 Juin au 6 Juillet

GALERIE DE FRANCE
3, Faubourg-Saint-Honoré - ANJ. 69-37
MANESSIER
AQUARELLES

DENISE RENÉ
124, rue La Boétie
Hommage à Léon Degand
Œuvres de : ARP, BLOC, R. et S. DELAUNAY, GILIOLI, HERBIN, GONZALES, LARDERA, MORTENSEN, PEVSNER, RETH, SCHNEIDER, SEUPHOR, VASARELY

Galerie du DRAGON
19, rue du Dragon
MATTA

CALENDRIER DES GALERIES D'ART

GALERIE MAEGHT
« SUR QUATRE MURS »
BONNARD, MATISSE, BRAQUE, CHAGALL, KANDINSKY, BRANCUSI, LEGER, MIRO, GIACOMETTI, PICASSO, BAZAINE, TAL COAT

Galerie Gérard MOURGUE
9, avenue de l'Opéra - OPE. 52-07
BARKEV *du 2 au 15 juillet*

JEAN COCTEAU : TROP

« Tout le monde connait ses airs traqués, ses monologues sur le destin, sur le temps, sur la vie, morceaux choisis d'une apologie perpétuelle et suppliante, ces embouteillages de mots dans sa gorge, ses mains charmantes qui sont encore des paroles, qui se tournent, les paumes en dehors, pour implorer sa grâce, cette pensée harassée, éreintée, mais qui court toujours, qui saute lestement d'une idée à l'autre, sans s'apercevoir qu'elle fuit en rond dans sa cage, ses improvisations fulgurantes dont on retrouve le canevas dans les écrits de la veille et qui laissent, quand elles s'éteignent, entrevoir l'incurable tristesse d'un regard glacé ; cet homme se cherche un tribunal à seule fin de le corrompre ; qu'il vous rencontre, vous serez magistrat et juré, il ne vous fera pas grâce d'un seul détail de ses conduites et ne vous lâchera pas que vous ne l'ayez acquitté ; mais ne vous y trompez pas, il sait tout : la sentence qu'il veut prévenir, il sait qu'il l'a portée lui-même au début de ce siècle, il sait qu'il est forçat et qu'il purge sa peine depuis cinquante ans ; car il s'est condamné à plaider jusque dans la vieillesse la cause que son adolescence a jugée sans appel. Comment l'appellerez-vous, cet avocat du diable, sinon un intellectuel ? ».

Ainsi Jean-Paul Sartre (1) décrit-il celui qu'il appelle le « prince de la fausse monnaie », Jean Cocteau, et il ajoute : « J'ai de l'amitié pour ce faux-monnayeur : c'est un vrai poète et un homme bon ».

Cette semaine, Jean Cocteau fête son 69e anniversaire. L' « Atlantic Monthly Review » le cite en tête des « Français fabuleux » (voir page 27), il enregistre un disque de jazz avec Jean Wiener (voir page 22), il publie aux Editions du Rocher le livre qu'illustrent les fresques dont il a décoré la mairie de Menton... Voici l'entretien qu'il a bien voulu accorder à « L'Express ».

JEAN COCTEAU. — Notre époque a coutume de confondre la vitesse avec la hâte. J'en profite pour vous dire quelle importance j'attache au vocabulaire dans une époque où il s'embrouille, ce qui cause parfois de graves désordres de la pensée.

Un mot employé à la place d'un autre et voilà une chaîne de malentendus qui commence.

L'Express. — Vous avez déjà dit cela sous une autre forme dans votre discours de réception à l'Académie.

JEAN COCTEAU. — Bien sûr, je répète toujours les mêmes choses et je m'efforce de les présenter sous des angles et sous des éclairages neufs, comme Malraux singularise les lieux communs admirables de la statuaire.

Il en va de même pour mon théâtre où la diversité des intrigues n'est qu'apparente.

Tous mes personnages (ceux de mes pièces et ceux de mes romans) refusent la vie ou sont expulsés par elle.

“Les intellectuels, cette meute...”

L'Express. — Votre thème est presque toujours celui de la solitude des individus et d'une impuissance à se confondre avec la masse, à une impossibilité de correspondre. Vous avez donc choisi de faire « cavalier seul ».

JEAN COCTEAU. — Non, car c'est en ne participant pas à la dépersonnalisation vers quoi se dirige le monde, c'est en se singularisant, en se serrant le plus possible contre soi-même, qu'on risque, selon la parole de Gœthe, d'atteindre un grand nombre d'âmes fraternelles, de correspondre entre ces solitudes qui forment une île déserte éparse sur tous les points du globe.

Je ne crois pas au théâtre populaire et, à mon estime, c'est faire insulte au peuple que de croire qu'il exige des œuvres très simples et enfantines. Comme les enfants, le peuple possède une étonnante divination des valeurs spirituelles et, parce qu'il ne s'acharne pas à comprendre, à se perdre dans le cartésianisme qui cherche une explication à tout et ruine le mystère, il tombe instinctivement à pieds joints dans ce mille, dans ce centre de cible que les intellectuels ne peuvent atteindre parce qu'ils s'imaginent incapables de commettre la moindre erreur.

Entre nous, leur infaillibilité m'amuse. Cette fameuse clairvoyance leur dissimule la beauté neuve qui trouve toujours le moyen de se rendre invisible.

L'Express. — Le terme « intellectuel » a toujours pour vous un contenu péjoratif ?

JEAN COCTEAU. — Les intellectuels sont une meute aux trousses des poètes et sonnent cruellement du cor derrière les écrivains qui écrivent sans écrire, qui obéissent aux ordres d'un moi interne, nocturne, d'un seigneur qui les habite et qu'ils ne connaissent pas.

Je ne respecte que les artistes qui agissent avant de penser ou, selon l'expression de Picasso, qui trouvent d'abord et cherchent après.

Trop penser, trop chercher, paralyse l'âme et la main.

Ma malchance est d'avoir reçu d'une fée une manière de bêtise qui singe l'intelligence (faisant prendre mes gaffes pour du machiavélisme) et d'un dieu malicieux l'inverse de la bague qui rendait Gygès invisible : une bague de visibilité.

C'est à cause de cette bague que je suis un paradoxe, un illustre inconnu, un brave homme couvert de fables. Mon nom court plus vite que mon œuvre. C'est ce qui arrive presque toujours à notre âge de radio et de magazines. Lorsque l'œuvre arrive à rejoindre le nom, la beauté qui courait hors d'haleine cesse de s'enlaidir et devient belle éternellement, c'est-à-dire tant que durera notre pauvre terre.

L'Express. — Que de pessimisme !

JEAN COCTEAU. — Je suis pessimiste par optimisme. Je veux que tout soit tel que je le rêve et ma méthode est de vivre « *comme si* », comme si la farce de vivre n'en était pas une et qu'on doive la prendre au sérieux.

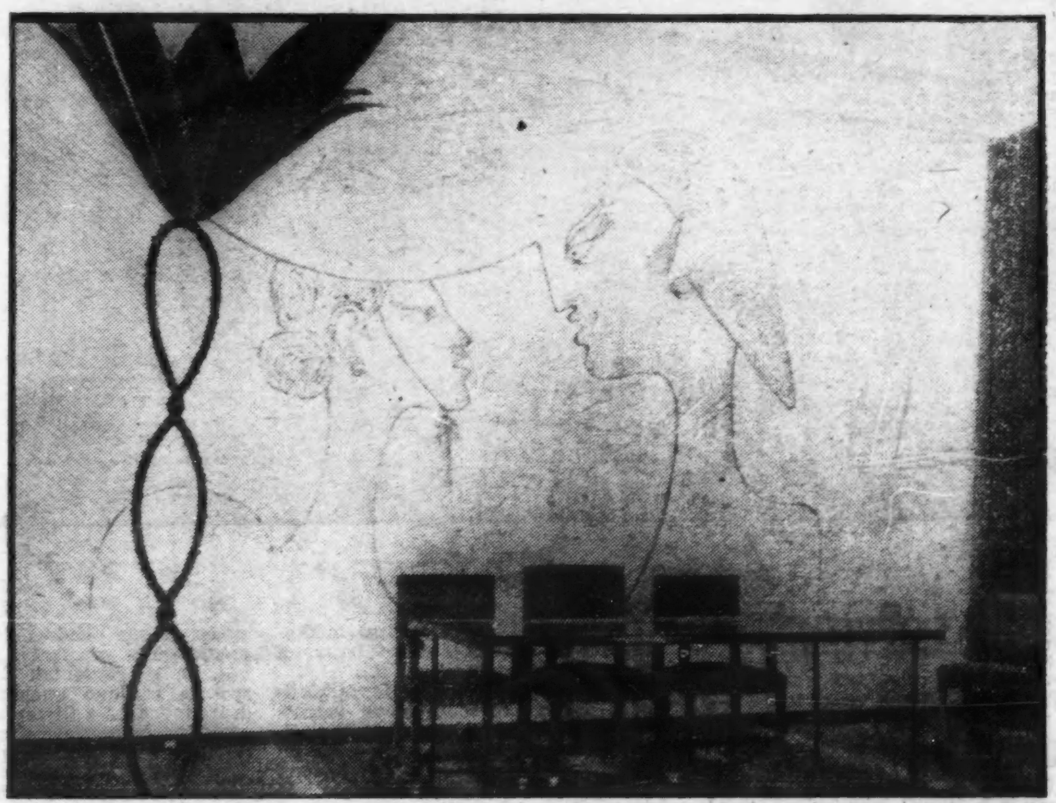
C'est par ce *comme siisme* que je lutte contre ma nature qui balance entre le faireparisme et l'aquoibonisme, l'un qui nous pousse à agiter notre chemise au bord d'une île déserte et à faire signe aux navires qui passent, l'autre qui nous pousse à nous coucher dans le sable et à dormir.

Chez moi, cette seconde attitude arrive, hélas ! souvent à vaincre l'autre.

L'Express. — C'est donc la première, le « faireparisme », qui vous pousse à accepter les honneurs.

JEAN COCTEAU. — Il y a raclée d'honneurs comme il y a raclée de coups de canne. Ils vous tombent sur les épaules, à l'improviste. L'Académie ouvrait ses portes à un mauvais sujet « capable de tout » comme disent les familles, à un spécimen qu'elle n'avait encore jamais laissé prendre place chez elle. Aujourd'hui, les articles de Sainte-Beuve ressemblent à ceux d'un journal de province. En 1956, la Coupole faisait preuve d'une finesse qu'elle ignorait jadis et il ne pouvait arriver à ses membres qu'ils s'imaginassent que Baudelaire, en se présentant, se livrait à une plaisanterie.

Académie royale de Belgique, Académie française. Les autres honneurs suivent en chaîne. Et vous avouerai-je que je suis un bizarre acadé-



(G. Gasiglia)

UNE FRESQUE DE LA SALLE DES MARIAGES DE LA MAIRIE DE MENTON
« Notre époque n'est pas seulement menteuse, elle est mentie. »

(1) Avant-propos au « Traître », d'André Gorz.

LA NATION SOCIALISTE
Journal du communisme démocratique
Directeur Auguste LECŒUR
Dans son numéro de juillet
CLAUDE GERARD : L'Option
FRED ZELLER : Pour qui sonne le glas ?
PIERRE HERVE : L'exécution de Nagy et Claude Bourdet
AUGUSTE LECŒUR : Contre de Gaulle ou pour la République ?
AUGUSTE HAVEZ : Staliniens ? Présent ! etc.
Dans tous les kiosques : 50 francs
Abonnement 600 fr. - « La Nation socialiste » 3, rue du Temple - PARIS (IVe)
C.C.P. Paris 14.125.51

Jean Roman
PARIS FIN DE SIÈCLE
Delpire éditeur
Dans toutes les librairies — Exclusivité Achille Weber

PENSER PARALYSE L'AME

micien américain et un non moins bizarre docteur d'Oxford, puisque je ne parle pas la langue anglaise.

L'Express. — Pouvez-vous nous éclairer sur vos positions politiques ?

JEAN COCTEAU. — Dans la politique des lettres, droite et gauche eurent une signification très précise à l'époque héroïque de Montparnasse, parce que l'avant-garde contredisait de la platitude par du relief. Seulement, très vite, il fallut changer notre arme d'épaule, contredire ce relief qui devenait un nouveau conformisme. Si vous voulez, une droite de gauche.

Raymond Radiguet avait été formé par nos livres. Nous fûmes ses classiques d'école et, comme tels, ennuyeux. A 14 ans, il m'apprit à me contredire moi-même, à redresser une pente qui m'inclinait vers un modernisme sans le moindre rapport avec la fraîcheur de l'esprit nouveau.

Il déclarait, en plein mouvement Dada, en pleine anarchie du langage : « *Ce n'est pas les habitudes ni les choses assises qu'il faut contredire, mais l'avant-garde et les choses debout qui ont une tendance à s'asseoir.* »

Mais si l'on me reproche une quelconque attitude politique, c'est fort drôle, car je n'en ai qu'une, c'est celle de l'amitié et il arrive qu'un élan d'amitié me pousse à prendre une attitude qui ne réponde en mon esprit à rien d'autre qu'à ce qu'elle signifiait dans mon cœur. Mon mécanisme a ceci de bon qu'il est infaillible et m'expose à la seule ironie des imbéciles. Mû par des ressorts qui, hélas ! deviennent de plus en plus mous à notre époque, je ne puis me tromper, et la chèvre sait fort bien pourquoi je mange le chou, et le chou sait fort bien pourquoi je caresse la chèvre. Rien de ces actes contradictoires ne l'est dans mon règne et j'ai souvent ri d'entendre les uns croire que je manœuvrais par crainte, d'autres par malice et que j'étais très fort.

Ecrire dans « Le Figaro » et dans « Les Lettres Françaises », disent-ils en clignant de l'œil, « *c'est du billard* ».

Ce qu'ils ne peuvent comprendre, c'est que mille tendres souvenirs m'attachent à la famille Brisson et que j'éprouve pour Aragon une amitié d'autant plus vive qu'elle fut retardée par une longue parenthèse de brouille surréaliste.

Je ne répondrais pas à « L'Express » si des souvenirs de jeunesse très chers qui m'attachent à Mauriac n'étaient pas aptes à balayer notre querelle.

L'Express. — Vous pratiquez donc la seule politique de l'amitié.

JEAN COCTEAU. — J'ai souvent répété que je faisais mieux l'amitié que l'amour. C'est ce qui trompe un monde inattentif et lui fait me prêter des aventures imaginaires (un des rares prêts que les gens n'aiment pas qu'on leur rende).

L'amitié a joué un rôle considérable dans ma vie et mon cœur se tournait généralement, hélas ! vers des êtres que leur intensité dévorait et faisait flamber trop vite. C'est pourquoi mon chemin est bordé de tombes.

" La désobéissance, luxe de la jeunesse "

L'Express. — Pourquoi écrivez-vous peu et remplacez-vous l'écriture par les fresques ? Par la chapelle de Villefranche, la mairie de Menton...

JEAN COCTEAU. — C'est parce que ma morale inflexible déteste la fantaisie et me condamne à la rigueur.

Trop de liberté menace notre époque. Le luxe de la jeunesse, des poètes, des enfants, des héros, c'est la désobéissance et l'esprit de création n'est autre que la plus haute forme de l'esprit de contradiction. Que pourrais-je contredire à notre époque ?

La chapelle était une sombre remise à filets. Il a fallu trente ans pour que je découvre que cette vieille clocharde endormie sous la poussière était une jeune princesse romane que j'aurais à réveiller et à vêtir. J'ai aussi fait cette chapelle par amour du pèlerinage et par la tristesse que j'éprouve à voir le goût du pèlerinage disparaître pour faire place à celui de la reproduction. Jadis, Jean-Sébastien Bach marchait une semaine pour entendre de la musique française à Celle en Hanovre. Gœthe vagabondait de Weimar à Rome, afin de saluer quelques statues. J'ai, moi-même, décidé le voyage de Hollande pour saluer la jeune fille au bonnet bleu de Vermeer.

(J. Mainsbury)

JEAN COCTEAU ET JEAN WIENER ENREGISTRANT *«La poésie est indispensable mais j'ignore à quoi.»*

Maintenant, nos voix se font entendre une semaine après être sorties de nos bouches. Les œuvres d'art sont reproduites en couleurs et la carte postale les vulgarise. Tout est écho. Tout se propage par la bande. Tout est menti en quelque sorte. Notre époque n'est pas seulement menteuse, elle est mentie. C'est ce qui me frappe et c'est pourquoi j'ai voulu faire une œuvre qu'il faille aller voir sur place et dont les photographies ne peuvent donner aucune idée.

Je ne conteste pas, avec Malraux, que les éclairages de notre époque savent montrer des prodiges sous un angle inattendu et leur conférer comme une seconde jeunesse.

Il n'en reste pas moins vrai que l'objet rare exige un effort et que nul ne peut imaginer, par exemple, le jeune Aurige s'il ne l'a vu, ses yeux d'émail grands ouverts, traverser les siècles comme un aveugle et marcher immobile dans l'étrange salle de clinique du musée de Delphes.

Un chef-d'œuvre porte en lui une personnalité capable de se transformer selon les circonstances, et j'ai vu des toiles devenir différentes à Rotterdam, à Londres ou à Paris.

L'Express. — De toutes vos activités diverses, quelle est celle qui a votre préférence ?

JEAN COCTEAU. — La poésie, le poème. Depuis que Rimbaud a substitué le rôle actif du vocable à celui de la pensée, car jadis le vocable était au service de la pensée. Depuis Rimbaud, le vocable règne et dirige la pensée. Il est certes magnifique de se changer en mur, de devenir mur, de faire parler des murs et jamais je n'ai ressenti l'ombre de fatigue à escalader mes échelles et mes échafaudages. Il est certes émouvant de se projeter en dehors de soi dans un idiome international et qui traverse un autre mur, funeste : celui des langues. Mais le poème est le seul véhicule qui permette à notre nuit de sortir en plein jour et de s'y exposer sans honte.

Je disais : « *La poésie est un exhibitionnisme qui s'exerce chez les aveugles.* » C'est vrai. Soumise à des disciplines rigoureuses, à des algèbres, à des mathématiques dont les chiffres deviennent des nombres, la poésie est en quelque sorte la reine des solitudes et pourrait porter sur son blason ma phrase : « *Je sais que la poésie est indispensable, mais j'ignore à quoi.* »

" J'ai été mort avant de vivre "

L'Express. — Votre amour des contacts ne s'attriste-t-il pas, parfois, de cette solitude ?

JEAN COCTEAU. — Quelquefois je m'en attriste, mais je refuse de me laisser tromper par ce piège que l'actualité s'acharne à nous tendre.

J'ai longtemps cru (jusqu'à 20 ans) que les muses étaient aimables. Je n'ai pas été long à comprendre que ces dames n'étaient pas commodes et qu'elles torturent ceux qu'elles choisissent et qu'elles aiment.

C'est ma théorie de l'échec ou du moins de ce qui semble être un échec aux yeux d'une majorité qui se vante de posséder les privilèges de la minorité (chose toute neuve).

Que pourrais-je désirer de plus ? se demande Alexandre de Macédoine. On aimerait lui répondre : un bracelet-montre, un stylographe, une Cadillac.

L'Express. — Est-il vrai que vous ne voulez plus vivre à Paris ?

JEAN COCTEAU. — On exagère beaucoup. Paris est un ogre, un minotaure. Il lui faut sa pitance de jeunes gens et de jeunes filles. Il les couronne d'abord et les mange après. Moi, je suis de chair trop coriace. Je n'ai rien à craindre, mais j'ai peur de me perdre dans les couloirs du labyrinthe.

Je préfère un lieu moins compliqué. J'habite le Cap Ferrat dont Nietzsche écrivait : « *Je découvre un endroit sauvage : le Cap Ferrat. J'y planterai ma hutte.* »

Les huttes sont maintenant de belles villas. Dans celle de Mme Alec Weisweiller, « Santo Sospir », j'ai trouvé mon havre. J'y étais allé passer huit jours et voilà huit ans que j'y séjourne.

L'Express. — Craignez-vous la mort ?

JEAN COCTEAU. — Nous perdons nos cheveux, nos dents, nos amis, notre famille. Cela est triste, mais notre propre mort me semble être peu de chose si elle ne résulte pas d'une longue souffrance ou d'une lente infirmité. J'ai longtemps été mort avant de vivre. J'ai donc de la mort une bonne habitude et si je dois paraître devant quelque tribunal, je suppose qu'il serait ridicule de le comparer aux nôtres. Un Dieu ne juge pas nos actes, il les pèse. Et mon seul but en ce monde est de faire bonne mesure et bon poids.

PREUVES
REVUE MENSUELLE
publie en juillet
Les Fièvres d'Alger
par Eugène MANNONI
Herbert LUTHY
Pierre EMMANUEL
Manès SPERBER
Rencontre
(Notes de voyage en Israël)
Ignazio SILONE
La pensée politique de Thomas Mann
Le n° de 96 pages illustrées : 230 francs
En vente partout

DE LA PERSE A L'IRAN
Inge Morath
Delpire éditeur
Dans toutes les librairies
Exclusivité Achille Weber

CONFESSION D'UN JEUNE ÉCRIVAIN

par MADELEINE CHAPSAL

AVEC beaucoup de délicatesse, de subtilité, un peu de dérobade et d'ironie, François Nourissier vient de faire le portrait très littéraire d'un littérateur par lui-même. Tout est littérature ici, ou le devient, le style élégant de Nourissier se charge de mettre en phrases jusqu'aux détails les plus moroses, aux gestes usuels, à l'incertitude. C'est qu'il n'y a pas de temps mort, de plat destin, pour qui a décidé d'écrire : une enfance chagrine, une adolescence solitaire, des amours manquées, un mauvais caractère, l'ennui — afflictions pour les autres hommes, aubaines pour l'écrivain.

« Bleu comme la nuit » (1) en fait brillamment la démonstration : les meilleures pages sont celles où il ne se passe à peu près rien, où l'écrivain rêve, au volant de sa voiture, sur le point de se coucher, de se lever, seul au restaurant, arrêté devant une maison dans laquelle il ne pénétrera pas. A ces moments-là, où rien ne bouge que lui-même, l'écrivain peut s'abandonner tout entier au spectacle de sa vie intérieure, laisser foisonner les souvenirs, mûrir désirs et idées neuves et cueillir en ce désordre l'image attendue par son œuvre.

Mais à cet idéal d'une vie libre, honnêtement vouée au scrupule artisanal, l'auteur oppose le littérateur. C'est Saint-Lorges, personnage mythique que serait un ancien écrivain de droite, collaborateur pendant la guerre, puis réfugié en Suisse, condamné par contumace, enfin amnistié et prêt à revenir en France.

L'auteur imagine qu'un hebdomadaire le charge, lui, Nourissier, d'un reportage auprès de Saint-Lorges, dans son repaire de Sils-Maria. Rien ne lie N. aux anciens vichystes, mais pour un garçon, lui-même écrivain, qui eut quinze ans au début de la guerre, Saint-Lorges est cet auteur de livres insolents, brûlants malgré leur ratage, que l'adolescence s'enfièvre de prendre secrètement pour modèle, malgré la trahison. Et puis qu'est-ce que la trahison pour un écrivain par métier ennemi des principes, par nature seul contre la bêtise de tous ? C'est dans ces dispositions que N. se prépare à la rencontre avec Saint-Lorges, on pourrait dire avec l'image déjà caressée d'un futur lui-même.

La déception, pour ne pas être immédiate, sera complète. Saint-Lorges a bien le raffinement, la sûreté de goût et de manières qui n'appartiennent qu'aux écrivains issus de la grande bourgeoisie. Le dédain aussi, et à l'époque de la vulgarité, comment ne pas être amoureux du dédain, ou des « fameux silences » ? Mais la belle figure ne résiste pas à l'examen, le vernis cache mal la mesquinerie, l'avidité des honneurs, la sécheresse affreuse ; en somme, une vulgarité de la catégorie la plus basse, et sans recours.

Au cocktail pour fêter la rentrée de Saint-Lorges, que donne un éditeur parisien, N. désenchanté se trouve incapable de saluer l'auteur de « L'Indifférent » et de « La Distance », qu'il avait rêvé d'imiter. Tant pis, il ne sera pas littérateur et ne connaîtra pas l'orgueilleuse solitude du talent. Mais il a mieux : le bonheur.

CETTE histoire d'une admiration est en effet doublée de celle d'un amour. Longtemps, l'apprenti littérateur fait la cour aux vieillards et se couvre de maîtresses. Les vieillards sont utiles au futur écrivain, ils connaissent les recettes qui conservent et prolongent, et les femmes sont nécessaires, elles font souffrir. Mais si cette existence instruit le littérateur, elle ne le rend pas heureux. Son goût le porte loin du monde, des aventures et de la réussite. C'est la rencontre au bord du lac de Savoie avec une jeune fille moqueuse et soumise, Bandit, seize ans. Mais là encore, avare de ses libertés, N. ne s'engagera dans l'amour qu'avec précaution.

L'AUTOPORTRAIT, lent et drôle, n'est pas flatté. Le trait s'acharne à souligner ce qui demeure flou, oscillant, chez un homme de trente ans. Egoïste aussi, et poseur. Une cruelle lucidité le révèle moins sensible aux autres qu'au spectacle de ses réactions en face d'eux ; au fond ne vivant heureux qu'avec lui-même.

Sa vraie famille ? Tous ceux qu'il fut, est, ou sera ; cercle étroit, choisi, auquel une opportune réminiscence permet occasionnellement d'adjoindre Proust ou Bernanos, grands ancêtres. Que demander de plus lorsqu'on est tout pour soi-même, auteur, acteur, machiniste et public ? Veut-il de l'héroïsme ? Il prend la route : « *Mes voyages*, écrit-il, *ces guerres que je mène contre moi* ». Ce qui lui permet de mépriser celles des autres : la libération de Paris le trouve insolemment calfeutré, tournant le dos au remue-ménage, avec un livre.

Le livre, sa seule réalité. Celui qu'on dévore à seize ans, qu'on critique à vingt, celui qu'on fait lire aux jeunes filles, qu'on écrit, qui vous apporte le succès, ou qu'on ne vend pas, ceux à cause desquels on vénère un homme, ou on l'oublie, ceux qu'on sait par cœur, ceux qu'on ne lira jamais. Tout au cours de « Bleu comme la nuit », il y a le livre, les livres.

Mais si Nourissier consent à railler cette obsession et tourner en ridicule le personnage du plumitif, il ne le répudie pas tout à fait. Ou plutôt n'accepte pas de lui poser la vraie question, celle autour de laquelle tourne tout au long ce semblant de confession, ce début de psychanalyse : « *Pourquoi est-ce que j'écris ?* »

NUL n'est tenu — et l'écrivain pas plus qu'un autre — d'avouer sa vérité. Mais lorsqu'on commence il est difficile, sans agacer, de ne pas aller jusqu'au bout. « Bleu comme la nuit » agace. Trop de questions sans réponses. Mais agace aussi son auteur, et à cause de cette fureur on accepte de se contenter des données de son problème.

Pourquoi rendre visite à Saint-Lorges, collaborateur, si on doit s'étonner de le trouver antisémite ? Pourquoi poursuivre les jeunes femmes quand on sait, si elles cèdent, qu'on ne leur pardonnera pas? Pourquoi écrire : « *J'aime qu'on se trompe et qu'au lieu de le reconnaître on bifurque vers le silence sarcastique, l'indifférence* », quand on ne désire pour soi-même ni le silence ni l'indifférence ? Pourquoi ?

« Bleu comme la nuit » est sans doute le meilleur ouvrage de François Nourissier. Et si le récit contourne, sans les franchir, certains obstacles, si l'extrême souplesse de la phrase cerne souvent au lieu de dire, ce livre à voix de confidence, tout animé de jolis mots, de gestes aigus, de beaux regards, est d'un très bon écrivain et fait plaisir.

(1) « Bleu comme la nuit », par François Nourissier. Ed. Grasset, 320 pages. 885 frances.

EN LIBRAIRIE

PARMI les livres mis cette semaine en librairie, ceux-ci retiennent à première vue l'intérêt :

ROMANS ETRANGERS

KAZIMIER BRANDYS : La Mère des rois (*Julliard*).

ELIZABETH LANGGAESSER : Les Argonautes de Brandebourg (*Desclée de Brouwer*).

ROMANS FRANÇAIS

PIERRE FISSON : La Butte aux ronces (*Julliard*).

ROBERT SOULAT : Un nommé Songe (*Gallimard*).

MEMOIRES

BORIS PASTERNAK : « Essai d'autobiographie (*Gallimard*).

HENRY TORRÈS : De Clemenceau à de Gaulle (*Del Duca*).

HISTOIRE

HENRI TERRASSE : Islam d'Espagne (*Plon*).

ARCHEOLOGIE

HENRI-PAUL EYDOUX : Documents et trésors de la Gaule (*Plon*).

HENRI LHOTE : A la découverte des fresques du Tassili (*Arthaud*).

ESSAI

GABRIEL VERALDI : L'Humanisme technique (*Table Ronde*).

RJ Vient de paraître... JULLIARD

L'outrage

par Paul TILLARD

Au lendemain de la guerre, un militant communiste de la première heure, de nationalité allemande, agent secret soviétique important, croit de son devoir de se rendre à Moscou avant de rentrer à Berlin. Sans qu'il puisse en deviner les raisons, il est arrêté, interrogé sans fin et, pour éviter à sa jeune épouse le bagne, sommé « d'avouer ». Ce qu'il fait. Huit ans de Sibérie et lorsqu'il est libre, après la mort de Staline, et qu'il vient rejoindre sa femme à Berlin, il apprend que son sacrifice n'a servi à rien... après l'outrage qu'a subi sa dignité d'homme, c'est un outrage pire encore qu'il affronte.

L'auteur du « Montreur de Marionnettes », qui a dû quitter le parti communiste, raconte dans son nouveau roman, sans revendication, simplement, sans pathétisme, un drame dont Robert Kemp a pu dire dans les Nouvelles Littéraires : « C'est un procès verbal ; mais rédigé d'une plume ferme, aiguë, colorante. Un livre qu'on croirait bouleversant si l'épithète n'était pas aussi souvent profanée. Je dirai seulement un bon livre, qui fait frémir. »

Le premier pas dans les nuages

par Marek HLASKO

Cet éclairage tendre ou brutal que James Joyce, il y a trente ans, sut donner à sa ville natale lorsqu'il publia « Gens de Dublin », Marek Hlasko le retrouve aujourd'hui avec LE PREMIER PAS DANS LES NUAGES. Ce n'est plus Dublin, c'est Varsovie — ce n'est plus 1916, c'est 1958, mais le drame est le même, la tendresse de l'auteur pour ses personnages est la même. Le retentissement considérable des prises de position de Marek Hlasko prennent tout leur sens à la lecture de ces récits où éclate le talent le plus authentique et le plus vigoureux.

JULLIARD

Un romancier qui monte.....

ROBERT SABATIER

romancier et poète

dont le dernier roman BOULEVARD a été traduit en Amérique, en Allemagne, en Hongrie, en Angleterre, au Japon, et intéresse vivement plusieurs cinéastes, publie son nouveau roman, promis au même succès

CANARD au sang

une vérité une simplicité qui font qu'à travers les pages d'un roman inexorable, parfois cruel, se déploie une tendresse déchirante

Éditions Albin Michel

une œuvre qui s'affirme

del DUCA PARIS

Le nouveau

HOUGRON

GRAND PRIX DU ROMAN DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE 1953

La Terre du Barbare

"...possède toutes les qualités qui ont assuré le succès de ceux qui le précédèrent." René Laiou (LES NOUVELLES LITTÉRAIRES)

"Apre et cruel, un très beau livre." Auguste Paillard (LES NOUVEAUX JOURS)

"Le meilleur roman de LA NUIT INDOCHINOISE... le plus dur, le plus vrai." A. Villelaur (LETTRES FRANÇAISES)

del DUCA PARIS

"un roman frénétique" R. Grenier (FRANCE-SOIR)

EVELINE MAHYÈRE

JE JURE DE M'ÉBLOUIR

"un livre extraordinaire" J. Albert-Hesse (PARIS-JOURNAL) - "lorsque le cri et l'écrit ne font qu'un" C. Mauriac (FIGARO) - "la force de la jeunesse" R. Coiplet (LE MONDE) - "quelque chose de plus pur, de plus grand" J. Blanzat (FIGARO LITTÉRAIRE) - "une intensité prodigieuse" A. Palante (FRANCE-CATHOLIQUE) - "un très beau roman d'amour" M. Lange (EXPRESS) - "la confession d'une génération" R. Wintzen (TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN) - "une importante réussite" A.M. Schmidt (RÉFORME).

"serait-il le livre du siècle ?" A. Paillard (NOUVEAUX JOURS)

BUCHET-CHASTEL CORRÊA

ÉTRANGER

La France vue par les Américains

« THE ATLANTIC », la plus grande revue littéraire américaine (son tirage dépasse 80.000 exemplaires), consacre son numéro de juin à la France. Plus exactement aux Français, aux « Français fabuleux », dit le titre du numéro.

Qui sont ces Français fabuleux ? On parle peu de Malraux, Sartre, Camus sont seulement cités, bien qu'un grand article soit consacré aux Editions Gallimard et à leur influence sur l'évolution de la littérature française au cours de ces derniers vingt-cinq ans.

C'est Jean Cocteau qui ouvre le feu, Jean Cocteau, *« cette incarnation vivante de la versatilité française »*, et les écrivains auxquels on fait un sort s'appellent Marcel Aymé, Jules Supervielle, Saint-John Perse et Yves Bonnefoy, le meilleur des jeunes poètes français.

Mais la France, ce n'est pas seulement la littérature. Les Américains qui passeront leurs vacances dans notre pays et auxquels s'adresse ce numéro, s'intéressent avant tout à ces deux « phares » de la civilisation française que sont la gastronomie et la mode. Un article sur Curnonsky et une étude d'Alice Toklas, l'ancienne secrétaire de Gertrude Stein, leur donnent toute satisfaction à cet égard.

LITTÉRATURE

Le malheur d'aimer

par Claude Roy. Ed. Gallimard. 248 pages. 600 francs.

La main heureuse

« Descriptions critiques », tome IV, par Claude Roy. Ed. Gallimard. 272 pages. 850 fr.

IL aura fallu que je lise onze livres de Claude Roy (« Le malheur d'aimer » est le douzième), pour arriver enfin à me pénétrer de cette évidence : Claude Roy est un Chinois. Or, comme chacun sait, les Chinois sont très gentils, très polis, très intelligents, très cultivés et, bien sûr — tout cela ne va pas sans ceci — extrêmement cruels. Dans les romans de Maurice Dekobra et de Claude Farrère, ils vous arrachent les ongles en souriant exactement comme s'ils vous causaient le plaisir le plus extrême.

« Le malheur d'aimer » est d'une rare « bonté » et d'une cruauté savante.

Alain, ethnographe et blond, rencontre Anne, photographe de presse et brune. J'étais sûr qu'ils allaient s'aimer. Non moins sûr, comme m'en prévenait le titre, que tout cela finirait mal. J'attendais des drames, des ruptures, des réconciliations, des jalousies, des crises et des larmes.

Naïf que j'étais ! Claude Roy est un Chinois classique. Il respecte l'unité de lieu, de temps et d'action. Son roman se passe dans des îles (île de France, île Saint-Louis, île de Bretagne), se déroule en vingt-huit jours (dès le début nous savons qu'au terme de ces vingt-huit jours, Alain devra choisir entre Anne et les Indiens Kaïngas) et n'est que l'histoire d'un amour. Rien que cela. Un homme et une femme s'aiment d'un amour impossible. Ni l'un ni l'autre ne sont

(New York Times)

— Ça ne sert à rien, mon cher, tu n'arrives pas à penser comme une J3 française...

en situation — ou *en état* — d'aimer.

Alors, cet homme et cette femme font une espèce de pari héroïque : ils s'aimeront sans s'aimer tout en s'aimant pendant ces jours qu'un Dieu leur donne et leur mesure. Ils perdent. A la fin, coincés au fond de la nasse, les voilà tout à fait amoureux et tout à fait « destinés » — au sens *fatal* du mot — à être séparés.

Le récit est d'une grande pureté et l'opération est faite avec cette délicatesse de main, infinie de cruauté, à laquelle se plaisent les vrais chirurgiens du cœur lorsqu'ils allongent Bérénice ou Swan sur les tables de leur clinique.

Il y a un proverbe indien : *« On ne peut à la fois chasser le puma dans la forêt et la perdrix dans le ciel »*, que cite le Claude Roy du « Malheur d'aimer » (page 112) et que le Claude Roy de « Descriptions critiques » aurait peut-être quelque profit à méditer.

« Tilt... »

Avoir « la main heureuse », c'est, à la roulette, jouer le 7 et le voir sortir trois fois de suite. En 300 pages de « Descriptions critiques », Claude Roy — toujours lui — veut nous prouver son insolente chance.

Il me fait penser à ses champions de l'appareil à sous qui, se défiant du hasard, impriment à la grosse caisse lumineuse de légères secousses, afin que la bille de nickel soit avalée par le bon trou. Une secousse trop forte et l'appareil fait « Tilt !... ».

Ainsi de Claude Roy. Avec Hugo, Tchékov, Stendhal, Benjamin Constant, la bille court, glisse, se faufile pendant que les voyants électriques inscrivent les points. Avec Napoléon, « premier des moralistes français de son siècle », ou Casanova, « qui aujourd'hui aurait fait carrière contre la Gestapo et le F.B.I. », il est besoin de secouer l'appareil. Avec Galilée, « l'édition parue en anglais à Bombay en 1880 du grand recueil de contes chinois le *Liao Tsaï* » et « les œuvres complètes d'Apulée dans l'édition Pankoucke de 1835 », les « tilt » s'inscrivent sans arrêt. Est-ce ma faute, dira Claude Roy, si j'aime à la fois le marquis de Saint-Harvey et Tchouang-Tseu ? Est-ce ma faute si je suis un *lettré ?*

Certes non, mais le problème est là : Primo, je crois que Claude Roy est moins lettré qu'il ne l'insinue et si l'envie me prenait d'avoir des lumières sur le célèbre poète bas-mongol Ping-Pong, ce n'est pas à la porte de l'auteur de « La main heureuse » que j'irais frapper ; secundo, je crois que Claude Roy est d'une sensibilité extrême à tout ce qui, dans l'espace ou le temps, relève de l'exotisme littéraire : Galilée, Jules César, Ping-Pong, Tchouang-Tseu, voilà qui fait son affaire. Pour paraître sérieux, il parlera aussi de Zola, de Chateaubriand et de Constant.

J. C.

EN BREF

DEUX LIVRES POLITIQUES

LES QUELQUES MALADIES DE L'ETAT

par René Massigli, ambassadeur de France. Ed. Plon, Collection Tribune libre. 80 pages. 300 francs.

A l'heure où les médecins de la République rendent responsables de son agonie les hommes, les partis ou les institutions, voici un petit livre qui fait davantage réfléchir parce qu'il n'est ni partisan, ni polémique, ni tapageur. C'est l'expérience d'un grand commis de l'Etat auquel une longue carrière à l'étranger a conservé un regard neuf et à qui le service sous vingt-quatre ministres successifs a fait une sagesse sans résignation.

Aux yeux de l'ambassadeur René Massigli, si urgente que soit la réforme des institutions et de la loi électorale, la réforme des mœurs gouvernementales n'a pas moins d'importance. La mise en place des grands corps administratifs, fondés sur la conscience professionnelle et le sens du service public sont l'acquisition la moins spectaculaire peut-être, mais la plus solide de quelques siècles d'histoire de France. Or, la Fonction publique donne les signes d'un grave désordre.

La disparition de la notion de secret d'Etat, l'émiettement de l'Etat par l'absence de fait de toute solidarité entre ministres, l'importance démesurée prise par les entourages éphémères des ministres qui se saisissent directement des leviers de commande aux dépens de l'Administration, ne sont, pour l'auteur, des symptômes qu'en apparence bénins d'une détérioration des mécanismes gouvernementaux.

Mais, à une époque où l'autorité des administrations est l'unique garantie de la vie démocratique, la remise en ordre de la machine politique, avertit l'auteur, ne doit, en aucune manière, servir de prélude à un attentat contre les libertés publiques. Ce livre fut écrit à la veille des événements d'Alger : il est bon de le lire aujourd'hui.

OU VA L'U.R.S.S. ?

par Bernard Féron. Bibliothèque de l'Homme d'Action. 160 pages. 450 francs.

IL n'est pas de meilleure façon de dominer un vaste sujet que de le réduire à un petit nombre de pages *utiles :* c'est bien ce qu'a entrepris — et réussi — Bernard Féron, en traitant de l'U.R.S.S. en 160 pages. Contrairement à ce que laissait craindre le titre, la part des prophéties y est réduite au strict minimum, car ce livre agréablement écrit et bien informé a pour but de fournir au lecteur les pièces principales du dossier soviétique : données physiques, organisation politique, bases économiques, agriculture, problème national et colonial, questions culturelles.

De ce portrait robot de l'U.R.S.S. se détachent quelques idées directrices : la prodigieuse richesse de ce pays en hommes et en ressources matérielles, qui explique en partie les progrès impressionnants réalisés dans certaines branches de l'économie ; les risques de tension perpétuels entre le centre et la périphérie au triple point de vue économique, national et culturel.

Initiation maçonnique

Charles-Henri BRODBECK

LE SYMBOLISME DU 2e SURVEILLANT

Comme aucun autre

OUVRAGE... interdit et AUTEUR... exclu par LA GRANDE LOGE DE FRANCE

Grand in-8° - 188 pages - Belle présentation
Chez votre libraire ou chez l'Auteur : Boîte postale 66 à PARIS (XXe) : 1.500 francs franco
C.C.P. Paris 14.261-85

Libelles

Pierre BOUTANG

La terreur en question

Une fulgurante réplique à Alleg

le vol. 350 f.

FASQUELLE

un événement...

PASTERNAK

LE DOCTEUR JIVAGO

roman

nrf

à peine publié un FOUDROYANT SUCCÈS

THOR HEYERDAHL

AKU-AKU

LE SECRET DE L'ILE DE PÂQUES

Magnifiques planches en couleurs

L'ILE MYSTÉRIEUSE dévoilée par le héros du KON.TIKI

ÉDITIONS ALBIN MICHEL

CETTE SEMAINE

● ***Fait réaliser*** pour ses lectrices qui partent en vacances une chemise de nuit et un peignoir « pas chers », spécialement conçus pour le voyage. En nylon, ils ne se froisseront pas dans les valises et se laveront à l'étape. La chemise de nuit offre l'avantage (appréciable pour du nylon) de ne pas être transparente. Elle existe en fond blanc à pois bleus (déshabillé bleu) et en fond blanc à pois rouges (déshabillé rouge). La forme de l'empiècement large est très seyante. A 3.950 francs la chemise de nuit, et 4.950 francs le déshabillé, c'est un achat raisonnable à la veille du départ. (En vente : Paris, chez Jeanne Pradels, 1, rue de la Pépinière ; et envoi hors Paris contre remboursement. Indiquer simplement la taille mannequin.)

● ***Goûté*** le pain Duval. Inventé par un boulanger de Dieppe, il a l'avantage de se conserver huit jours sans rassir, même après avoir été entamé. Il se présente en boules de 700 grammes et les Parisiens le trouveront cet été dans le Nord et à Deauville. A la rentrée, il sera en vente à Paris (100 francs la miche).

● ***Acheté*** un manteau blanc lavable en piqué mélangé coton et nylon infroissable. Sa forme pardessus à grandes poches, très stricte et classique, en fait une tenue élégante et commode, en particulier pour celles qui comptent passer leurs vacances dans une ville d'eau. (16.900 francs. Belle Jardinière.)

● ***Visité*** une exposition intitulée : « La Roumanie dit bonjour à la France », ouverte au public dans les magasins du Louvre. Les objets les plus représentatifs de l'artisanat roumain sont, sans contredit, les tapis aux tons choisis tissés à la main. Ils pourraient faire merveille dans un intérieur français de style romantique (258 × 150 env. : 40.000 fr.). Les vanneries sont amusantes, en particulier une corbeille à pain en forme d'assiette calotte (450 fr.). Les jetés de table tissés en tons multicolores, et les blouses de mousseline à larges manches, pour être plus banals, n'en connaissent pas moins un grand succès. (Magasins du Louvre, salon du 1er étage.)

● ***Découvert*** les restes de la chapelle Saint-Aignan (une des vingt chapelles qui entouraient Notre-Dame au XIe siècle) où prêcha saint Bernard, en visitant une ravissante exposition de personnages de cire dus à Anne-Marie Perrot, dans un décor imaginé par Hélène et Jean-Pierre Strich.

Ces personnages hauts de 25 cm., qui vont du Croisé en armure à la bourgeoise 1900 en voilette, en passant par D'Artagnan, la cavalière Elsa et Mimi Pinson, composent une série incomparable de poupées de collection (6.000 francs pièce).

Attenante aux salles d'exposition, la fameuse chapelle, fondée par l'archidiacre Etienne de Garlande, présente quelques restes intéressants, en particulier de fort beaux chapiteaux. Hélène et Jean-Pierre Strich, qui l'ont fait classer monument historique alors qu'elle avait été transformée en écurie en 1791, la font aimablement visiter à ceux qui viennent admirer les poupées. (Au coin de la rue de la Colombe et de la rue des Ursins.)

...Pris des précautions en prévision de son départ. C'est-à-dire :

● ***Déposé*** dans un coffre ses objets précieux. C'est surtout l'été que les cambrioleurs sévissent dans les grandes villes.

● ***Nettoyé*** à fond la cuisine, le garde-manger et les placards.

● ***Enfermé*** ce qui restait de provisions (thé, farine, sucre, riz, etc.) dans des bocaux et des boîtes métalliques à couvercle.

● ***Graissé*** toutes les parties du fourneau susceptibles de se rouiller.

● ***Lavé*** la poubelle à l'eau javellisée, et retourné cet ustensile pour éviter qu'il ne rouille.

● ***Vidé*** et nettoyé le réfrigérateur, après l'avoir débranché, et l'a laissé ouvert pour qu'il ne prenne pas d'odeurs.

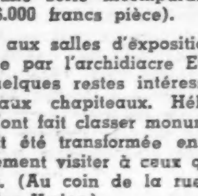
● ***Couvert*** les abat-jour de papier de soie pour qu'ils soient à l'abri de la poussière.

● ***Donné*** tout le linge sale au blanchisseur en lui indiquant la date prévue du retour de vacances, afin de le récupérer à temps, lavé et repassé.

(Dambier-Rodriguez)

Peignoir uni (et canard à carreaux)

Vous mettrez dans ce
SAC Porte-Habit
• Un COSTUME sur cintre
• Votre LINGE
• Vos CHAUSSURES
et Prix : 3.950 Frs



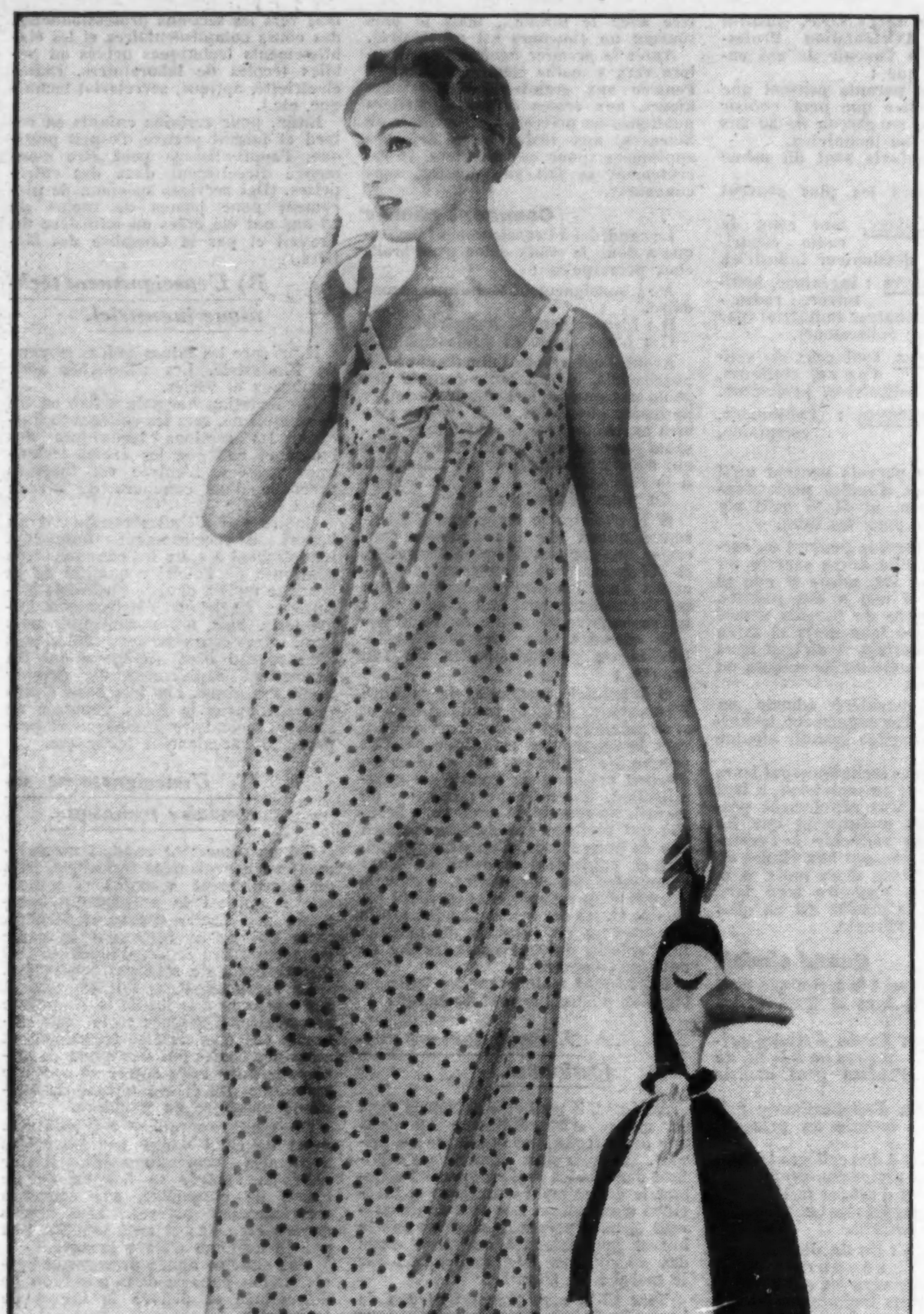
Mériwal
MAROQUINIER-BAGAGISTE
30, rue La Boétie - Métro Miromesnil

POUR L'ÉTÉ
TUNMER
POLO LACOSTE
Coton couleur, manches courtes... 2.150'
en Popeline, manches courtes... 1.600'
OUVERT LUNDI APRÈS-MIDI
VOUS ÉQUIPE
5, PL. St AUGUSTIN. PARIS

RAMUZ
261, rue Saint-Honoré (angle rue Cambon)
Ouvert sans interruption de 9 à 19 h.
SOLDE
Les 7, 8 et 9 juillet
Manteaux et tailleurs lainage
Jupes élégantes ou sport
Robes-tricots
Prix exceptionnels

Royaldaim
SOLDES DE COLLECTION
74, RUE DE RENNES - LIT. 44-84

MADAME EXPRESS A:



(Dambier-Rodriguez)

...chemise à pois (et pingouin noir)

● ***Aéré*** les literies, puis refait les lits avec des draps propres pour les trouver prêts au retour.

● ***Débranché*** radio, électrophone, téléviseur, etc.

● ***Prévenu*** le bureau de poste de son changement d'adresse (pour recevoir son courrier en vacances).

● ***Signalé*** au service d'abonnement de son journal l'adresse à laquelle il doit être envoyé.

● ***Noté*** sur son carnet le numéro d'affiliation aux services de la Sécurité sociale, et emporté la dernière fiche de paye nécessaire au remboursement des frais de maladie (utile dans le cas où l'on tomberait malade hors de la résidence habituelle).

● ***Fait*** le ménage à fond dans tout l'appartement.

● ***Aspergé*** les tapis d'antimites.

● ***Vérifié*** tous les vêtements de laine et donné au teinturier ceux qui ont besoin d'être détachés, rangé les autres sous housse de plastique avec antiparasites.

● ***Fermé*** tous les volets, mais laissé les fenêtres entrouvertes à l'espagnolette pour éviter que l'appartement ne prenne une odeur de renfermé.

● ***Fermé*** les compteurs d'eau, de gaz et d'électricité.

● ***Déposé*** les clés chez la concierge pour que celle-ci puisse entrer dans l'appartement en cas d'imprévu (vol, incendie, fuites d'eau, etc.)

● ***Trouvé*** dans le livre : « Découvertes de Philomène », édité par Maïzéna, une recette de « Soufflé Cardinal » qu'elle recommande à ses lectrices. Il faut : 60 gr. de beurre, 50 gr. de Maïzéna, 4 œufs, 4 cuillerées à soupe de bisque de homard (préparée avec potage en sachets), 100 gr. de crevettes grises décortiquées, 1 décilitre d'eau.

Faire bouillir l'eau dans une casserole avec une pincée de sel, du poivre, et 30 gr. de beurre. Retirer du feu, incorporer la Maïzéna, travailler à la cuiller de bois pour obtenir une pâte lisse. Ajouter les jaunes un à un, et continuer à travailler. Faire dessaler les crevettes. Ajouter au mélange : les quatre cuillerées de bisque, les crevettes, le reste du beurre divisé en petits morceaux. Monter les blancs d'œufs en neige, et les incorporer à l'appareil. Verser cette préparation dans un moule bien beurré. Faire cuire à four doux (d'abord), puis de plus en plus chaud vingt à vingt-cinq minutes.

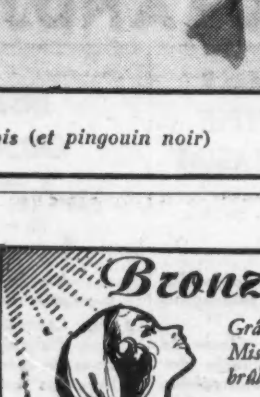
● ***Transformé*** en sac à linge sale ou en pochette pour les vêtements de nuit d'irrésistibles canards à tête de feutre et corps de vichy. Ils existent dans des quantités de coloris différents et ont la particularité d'être absolument irrésistibles. Madame Express en ayant apporté un à son bureau, dix personnes ont voulu avoir le même, trouvant immédiatement un but utilitaire à cet objet. Il faut bien l'avouer, parfaitement superflu. (En vente aux Galeries Lafayette : 1.900 francs.)

Quilichini
CHAUSSURES
HOMMES ET FEMMES
Soldes
Séries classiques depuis 2.495 francs
86, RUE LA BOETIE - PARIS-8e
(Saint-Philippe-du-Roule)

MEUBLEZ ET DÉCOREZ
VOUS-MÊME EN ANCIEN
VOTRE MAISON DE CAMPAGNE

Dans un hôtel du XVIIe siècle au 24 Faubourg St-Antoine DID 92-94, à deux pas de la Bastille CAILLAT a réuni en 5 étages un choix considérable de meubles, sièges, tables, commodes, secrétaires, éléments décoratifs, bois dorés, fers forgés, objets attrayants et inattendus, meubles peints du XVIIIe, qui doivent vous permettre de meubler ou de compléter rapidement votre résidence secondaire.

Bronzer à votre gré!



Grâce aux merveilleux produits solaires de Miss Arden, vous pourrez bronzer sans brûlure, dorer doucement, vous hâler à votre gré!

LOTION BRONZE SOLAIRE AÉROSOL
CRÈME SOLAIRE AÉROSOL
GELÉE SOLAIRE

Elizabeth Arden
7, PLACE VENDOME - PARIS
et chez ses Dépositaires agréés

LA CRÈME
NUTRIX
de
LANCÔME

donne la Vie
à votre peau.

Pots et tubes de 440 à 2910 F

QUAND ET COMMENT

UNE enquête de l'I.N.O.P. (Institut National d'Orientation Professionnelle) sur « l'avenir de nos enfants » révèle que :

● 50 % des parents pensent que le meilleur métier que peut choisir à notre époque un garçon de 20 ans est : ingénieur ou technicien.

47 % des enfants sont du même avis.

● Les métiers les plus souvent choisis :

PAR LES GARÇONS, sont ceux de radio - électricien, aviateur, dessinateur industriel.

PAR LES PARENTS : ingénieur, instituteur, radio - électricien, dessinateur industriel (par les cultivateurs : cultivateur).

PAR LES FILLES, sont ceux de vendeuse, coiffeuse, sténodactylo, institutrice, professeur.

PAR LES PARENTS : institutrice, comptable, etc., etc.

● 52 % des parents pensent qu'il n'y a pas assez d'écoles professionnelles de garçons et 41 % qu'il n'y en a pas assez pour les filles.

● 27 % de parents pensent aujourd'hui que leur fille devra exercer un métier toute sa vie, même si elle se marie, même si elle a des enfants. Mais bon nombre de parents disent renoncer, malgré leur désir et faute de moyens matériels, à diriger leurs enfants vers des études techniques ou professionnelles.

Longtemps considéré comme un ordre mineur, l'enseignement technique voit son prestige grandir chaque jour.

Certaines écoles techniques ont leurs examens d'entrée en septembre, il faut s'y inscrire le plus rapidement possible. C'est dès maintenant que les parents doivent réfléchir à l'orientation qu'ils donneront aux études de leurs enfants. Dans deux mois, à la rentrée, il sera peut-être trop tard et une année de perdue est un gros handicap pour l'avenir.

Quand choisir

L'orientation vers le technique peut se faire à trois âges et trois stades d'études :

● 13-14 ANS : En fin d'études primaires ou à la fin de la cinquième, l'enfant peut choisir entre :

a) Les centres d'apprentissage privés ou publics (entrée en principe sans examen).

b) La quatrième des collèges techniques, les écoles nationales professionnelles, les écoles d'arts et métiers, les écoles techniques privées (entrée après examen ou concours).

● 15 A 17 ANS : En fin de troisième secondaire, il pourra s'orienter vers les classes spéciales des collèges techniques ou des écoles nationales professionnelles, ou vers les écoles techniques privées (entrée avec le B.E.P.C., mais le plus souvent un concours est nécessaire).

Après le premier bachot, il s'orientera vers « maths élém. » qui ouvre l'entrée aux grandes écoles d'ingénieurs, aux écoles d'Arts et Métiers publiques ou privées, aux Facultés de Sciences, aux Instituts de Sciences appliquées (pour ces derniers, le recrutement se fait sur dossier, sans concours).

Comment choisir

Le candidat à l'enseignement technique a donc le choix entre trois branches principales :

A : L'enseignement technique secondaire.

B : L'enseignement industriel.

C : L'enseignement professionnel.

Avant d'opter pour l'une de ces trois possibilités, il faut tenir compte des goûts personnels de l'enfant et de ses aptitudes physiques. Mais un *bon* examen psychologique se révèle indispensable pour déceler certaines aptitudes qui auront pu échapper au maître ou à la famille.

En règle générale :

● Il choisira le technique s'il raisonne mieux sur des données concrètes que sur des données abstraites, et s'il éprouve de trop grandes difficultés dans les disciplines littéraires qui le handicaperont lourdement dans un secondaire classique ou moderne.

Il choisira des branches industrielles ou professionnelles s'il fait preuve :

● D'habileté manuelle, de rapidité d'exécution, de goût prédominant, et si sa mémoire est faible. Il sera dirigé vers le secondaire technique s'il fait preuve de réflexion, d' « idées », d'esprit critique, de faculté de généralisation, d'une bonne puissance de travail. Ne réussiront dans cette branche qui réclame des qualités variées que de bons élèves, d'un niveau intellectuel équivalent à celui de leurs camarades du secondaire. Finie la légende d'un technique accueillant les fins de classe des lycées : les inadaptés par paresse ou manque de moyens intellectuels doivent craindre ici de nouveaux échecs.

Examinons maintenant les trois catégories d'enseignement technique :

A) *L'enseignement professionnel.*

A 14 ans, il peut être entrepris dans un centre d'apprentissage ou dans une école technique (publique ou privée). En trois ans, il mène au certificat d'aptitudes professionnelles attestant la connaissance pratique et théorique d'un métier. Les plus doués peuvent ensuite préparer en deux ans le brevet professionnel qui fera d'eux des spécialistes très recherchés sur le marché du travail.

Vers 15-16 ans, avec un niveau de bonne troisième secondaire (avec ou sans B.E.P.C.), on peut orienter l'enfant vers les sections professionnelles des cours complémentaires et les établissements techniques privés ou publics (écoles de laboratoires, radio-électricité, optique, secrétariat technique, etc.).

Enfin, pour certains enfants en retard et faisant preuve d'esprit pratique, l'apprentissage peut être commencé directement dans des entreprises. (Des services spéciaux de placement pour jeunes de moins de 18 ans ont été créés au ministère du Travail et par la Chambre des Métiers.)

B) *L'enseignement technique industriel.*

Il prépare les futurs cadres moyens de l'industrie. Les débouchés sont nombreux et variés.

L'orientation normale a lieu en fin de cinquième, vers les collèges techniques, les sections techniques des lycées et collèges, les écoles techniques privées. L'entrée est toujours précédée d'un concours de niveau assez élevé.

Quatre ans d'études conduisent au brevet d'enseignement industriel. L'adolescent a alors les connaissances pratiques de l'ouvrier qualifié de la branche qu'il a choisie (industrie mécanique, électrique, électronique, imprimerie, bois, bijouterie, etc.), mais aussi des connaissances théoriques d'un niveau bien supérieur qui lui permettent rapidement de devenir agent technique. Les très bons élèves peuvent après le B.E.I. repasser en section secondaire technique et préparer le baccalauréat technique.

C) *L'enseignement secondaire technique.*

Cet enseignement conduit normalement au baccalauréat technique, puis au baccalauréat « maths et technique » qui est la préparation habituelle aux écoles d'Arts et Métiers, mais qui ouvre également la porte de nombreuses écoles d'ingénieurs et des instituts de sciences appliquées.

Le recrutement se fait en général sur concours à la fin de la cinquième secondaire. (Quelques rares établissements ont une sixième technique) et certaines écoles ont des cours de rattrapage pour faire entrer en seconde technique des élèves sortant de troisième classique ou moderne.

On peut rapprocher cet enseignement de celui donné par les écoles nationales professionnelles. Pour celles-ci, l'entrée se fait en fin de classe de cinquième, sur concours (extrêmement sévère). Les études durent cinq ans et sont sanctionnées par le diplôme d'élève breveté.

Une sixième année permet une spécialisation poussée dans une branche déterminée et délivre le brevet de technicien.

Les écoles publiques, les collèges

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE SECRÉTARIAT
prépare
en UNE ou DEUX ANNEES à
TOUTES LES CARRIÈRES DU SECRÉTARIAT
MEDICAL
(Secrétaire et Assistante)
COMMERCIAL - JURIDIQUE
SECRETARIAT DE DIRECTION
40, RUE DE LIEGE
PARIS (8e) - EURope 58-83
Métro : Saint-Lazare et Europe

SECRÉTARIAT MÉDICO-SOCIAL
COURS DU SOIR - Stages 2 ans
AUXILIAIRES DE PUÉRICULTURE
Cours et stages en 1 an
Renseignements à l'Ecole SOULANGE-BODIN : 6, rue de Berri (entre 17 et 19 heures)

ÉCOLE DE HAUTES ÉTUDES INDUSTRIELLES
(INGENIEURS H.E.I.)
13, rue de Toul - LILLE - Tél. 57.28.00
Trois sections :
● Génie civil ● Electricité ● Chimie
1 année de préparation, 3 années d'études
Diplômes officiels d'Ingénieur civil, Electricien et Chimiste
Placement organisé par l'Association des Anciens H.E.I.

INSTITUT INTERNATIONAL D'ETUDES HEBRAIQUES
PREPARATION A L'ENSEIGNEMENT DES LETTRES HEBRAIQUES ET AU RABBINAT LIBERAL
Cycle complet des études réparti sur 5 années après Baccalauréat
BOURSES D'ETUDES PREVUES
Tous renseignements 20, r. Servandoni, PARIS-6e
Tél. DANton 86-48

Ecole Technique d'Outre-Mer
Assure en 2 ans la formation des techniciens polyvalents pour Outre-Mer. Admission par concours, juin et septembre. 18 ans minimum.
Renseignements au secrétariat
1, rue Dumé-d'Aplemont, LE HAVRE
Tél. 42.73.16

On nous communique et nous prie d'insérer la nouvelle organisation des
ÉCOLES MARC GRANDJEAN

ÉCOLE DES SECRÉTAIRES DE DIRECTION	CENTRE MODERNE DU SECRÉTARIAT	ÉCOLE NORMALE DE STÉNOTYPIE ET DE SECRÉTARIAT	INSTITUT GRANDJEAN	THE GRANDJEAN STENOTYPE
15, rue Soufflot, PARIS (5e) - ODE. 46-72 (Quartier Latin)	8, rue Saint-Augustin, PARIS (2e) - RIC. 66-24 (Bourse)	8, rue Saint-Augustin, PARIS (2e) - RIC. 66-24 (Bourse)	15, rue Soufflot, PARIS (5e) - ODE. 46-72 (Quartier Latin)	14, rue Bryanston Street, LONDON W. 1
forme en 1 ou 2 années des Secrétaires de Direction de classe et prépare : ● au Brevet de Technicien du Secrétariat ● au Brevet de Traducteur commercial ● aux examens des Chambres de Commerce britannique et espagnole	forme en 1 ou 2 années des Secrétaires Sténotypistes et prépare : ● au B. P. de Secrétaire ● au C.A.P. de Sténotypiste-Dactylographe ● à l'examen de sortie du Centre	forme en 1 ou 2 années des Sténotypistes - Dactylographes et prépare : ● aux Contrôles de vitesse de la Fédération Nationale des Associations de Sténotypistes qui délivre les carnets professionnels	forme des Sténotypistes-Dactylographes et prépare : ● aux Contrôles de la Fédération Nationale des Associations de Sténotypistes qui délivre les carnets professionnels	forme des Sténotypistes-Dactylographes bilingues.
Baccalauréat 1re partie ou Examen d'entrée	*Baccalauréat 1re partie ou B.E.P.C. ou Examen d'entrée*	*Sans examen*	*Sans examen*	*Sans examen*
DOCUMENTATION n° 655	DOCUMENTATION n° 157	DOCUMENTATION n° 157 bis	DOCUMENTATION n° 658	DOCUMENTATION n° 51

Placement assuré - Promotions retenues d'avance

DEVENIR TECHNICIEN

techniques, les centres d'apprentissage, sont gratuits. Ils ont souvent des internats.

Les écoles privées ont parfois des internats, les frais de scolarité varient habituellement entre 50.000 et 100.000 francs par année scolaire.

Enfin, pour ceux qui n'ont pas suivi le cycle normal de l'enseignement technique, il existe certaines possibilités de « repêchage » et de reconversion :

● POUR LES NON-BACHELIERS : désireux de reprendre après quelques années des études supérieures : examen spécial d'entrée dans les facultés.

● POUR LES BACHELIERS PHILO voulant se diriger vers des branches scientifiques, des « classes de reconversion » ont été instituées dans quelques lycées. On s'efforce alors de reprendre à la base la formation mathématique d'élèves qui avaient négligé ces disciplines et de les préparer au bac « maths élém. ».

● POUR LES JEUNES ADULTES d'un bon niveau général, voulant compléter leur formation professionnelle, les « centres de techniciens de la formation professionnelle des adultes ». Ils sont ouverts aux jeunes gens de 18 à 35 ans et aux jeunes filles de 21 à 35 ans. L'admission dans les centres a lieu sur concours, aucun diplôme n'est exigé, mais le niveau est celui du bac, première ou deuxième partie. Les stages durent de neuf à douze mois et sont payés. Les principaux centres sont ceux du bâtiment et des métaux.

(Holmès)

Parents et enfants sont enfin du même avis

La promotion professionnelle

Enfin, en dehors des études, un grand effort de promotion est actuellement réalisé à l'intérieur des professions, donnant de nouveaux espoirs à toute une catégorie de jeunes qu'un mauvais départ ou des moyens matériels insuffisants avaient écartés des écoles.

L'ouverture dans toute la France de centres associés au Conservatoire national des Arts et Métiers permet aux jeunes travailleurs de se perfectionner. A Lille, par exemple, pour l'année 57-58, on compte 587 inscrits; parmi eux, 242 ouvriers, 298 agents de maîtrise, 37 étudiants, 10 cadres supérieurs. Sur les inscrits, 14 ont le C.A.P., 357 le brevet, 85 le bac, 3 ont fait des études supérieures.

Les cours sont donnés après la journée de travail ou le samedi après-midi ; ils conduisent à l'obtention de certificats et dans certaines conditions peuvent au bout de quelques années mener au diplôme d'ingénieur.

Quelle que soit la voie choisie, de nombreux débouchés existent à tous les échelons et les rêves, après beaucoup de travail, peuvent devenir réalités.

SERVICE ORIENTATION

L'ARTICLE ci-contre a, nous l'espérons, répondu à un certain nombre de questions que se posent les parents en fin d'année scolaire.

Mais en matière d'enseignement et d'orientation, chaque cas est un cas particulier qui doit être examiné en tenant compte de toutes les données : âge, domicile, capacités, études, de l'enfant.

Si vous hésitez sur l'avenir d'un enfant, ou sur votre orientation personnelle, écrivez-nous. Le « Service Orientation » de Mme Express vous aidera :

● En vous conseillant sur le choix d'une école.

● En vous communiquant les adresses des établissements publics ou privés d'enseignement professionnel dans votre région.

● En vous signalant le centre d'orientation professionnelle le plus proche de votre domicile, etc.

Adressez-vous, par écrit, au « Service Orientation », L'Express, 91, Champs-Elysées, Paris, en nous exposant de la manière la plus détaillée possible le problème qui vous préoccupe.

AIMEZ-VOUS LE COMMERCE ?

Faites donc carrière dans les services commerciaux

GAINS MENSUELS TRES IMPORTANTS (FIXE ET COMMISSIONS)

comme : Représentant (V.R.P.) - Agent technique commercial - Négociateur Inspecteur des ventes - Agent mandataire - Vendeur-Démonstrateur - Sous-Ingénieur commercial - Gérant de magasin, etc. (Hommes et Femmes)

AVANTAGES SOCIAUX - ACCES AUX « CADRES »

CONDITIONS REQUISES : être actif et ambitieux, avoir horreur de végéter, avoir de la volonté. Aucune limite d'âge (18 à 55 ans), aucun diplôme exigé, mais seulement une solide technicité commerciale (ces connaissances sont avantageusement inculquées par correspondance grâce à l'Ecole Polytechnique de Vente).

DUREE DES ETUDES : enseignement facile à suivre chez vous. L'enseignement par correspondance de l'Ecole Polytechnique de Vente est **l'enseignement chez vous, à votre heure, à votre aise.** Inscription à toute époque de l'année. Milliers de succès. Possibilité de formation accélérée en **TROIS MOIS.** Certificat de scolarité délivré en fin d'études. Attestation de scolarité valable pour percevoir les Allocations familiales (ayants-droit).

PAIEMENT DES COURS : par petites mensualités. Bourses d'études aux chargés et soutiens de famille et aux militaires.

ORIENTATION PROFESSIONNELLE gratuite par psychotechnicien diplômé.

SITUATION ASSUREE : nombreux postes à pourvoir.

L'Ecole Polytechnique de Vente, directeur Jean-Charles LEPIDI, est patronnée par de nombreux syndicats professionnels.

RENSEIGNEZ-VOUS IMMEDIATEMENT ET SANS ENGAGEMENT

Envoyez simplement vos nom et adresse, sans joindre de timbre, à l'Ecole Polytechnique de Vente, 71, rue de Provence, PARIS (9e) (service 372) **et vous recevrez par retour du courrier sous pli cacheté UNE IMPORTANTE DOCUMENTATION GRATUITE.**

COURS DE VACANCES 1958

sous l'égide du CENTRE DE NORMALISATION ET DE REALISATIONS PEDAGOGIQUES (C.N.R.P.)

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Cours assurés par :

● **BACCALAUREAT 1re et 2e PARTIES.** - Préparation à l'écrit et à l'oral : du 11 août au 18 septembre. Préparation spéciale pour admissibles : du 20 août au 29 septembre. — **le COURS FIDES, le COURS ST-DIDIER et le COURS SECONDAIRE D'ASNIERES**

● **BREVET D'ETUDE DU 1er CYCLE (B.E.P.C.).** - Préparation du 25 août au 20 septembre. — **le COURS ST-DIDIER et le COURS SECONDAIRE D'ASNIERES**

● **EXAMENS DE PASSAGE.** - Entrée en Première, Seconde, Troisième, Quatrième, Cinquième et Sixième. Préparation du 25 août au 20 septembre. — **l'INSTITUT de CHAILLOT et le COURS SECONDAIRE D'ASNIERES**

ENSEIGNEMENT par CORRESPONDANCE

● **PRIMAIRE.** - Préparation aux examens de passage de l'entrée en Neuvième à l'entrée en Sixième.

● **SECONDAIRE.** - Préparation au Baccalauréat (toutes séries), au B.E.P.C. et aux examens de passage de l'entrée en Cinquième à l'entrée en Première. — **FIDES CHEZ SOI**

● **SUPERIEUR.** - C.E.L.G. (propédeutique). - Institut d'Etudes Politiques. - Certificats de licence ès-lettres. - Mathématiques Générales. - Physique Générale. - Mécanique Rationnelle. - M.P.C. - S.P.C.N. - P.C.B. — **CENTRE UNIVERSITAIRE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (C.U.D.E.S.)**

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Cours assurés par :

● **LETTRES.** - Préparation au C.E.L.G. (Propédeutique) : du 1er septembre au 11 octobre.
— Préparation au concours d'entrée de l'Institut d'Etudes Politiques : du 1er au 27 septembre.
— Préparation aux divers certificats de licence ès-lettres : du 1er au 27 septembre.

● **SCIENCES.** - Préparation à Mathématiques Générales : du 1er septembre au 11 octobre.
— Préparations à M.P.C., S.P,C.N., P.C.B. : du 1er au 27 septembre.

● **DROIT.** - Préparation à la licence et à la capacité : du 1er au 27 septembre.

— **l'INSTITUT D'ETUDES SUPERIEURES LITTERAIRES, JURIDIQUES et SCIENTIFIQUES (I.D.E.S.)**

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

● **ECOLES NATIONALES DE LA MARINE MARCHANDE** (Paris, Le Havre, Paimpol, Nantes, Bordeaux, Marseille, Alger).
— Préparation au concours : du 11 août au 11 septembre. — **ECOLE SUPERIEURE D'ORIENTATION**

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser :

— au **COURS FIDES**, 6, avenue Van-Dyck, PARIS (8e) - WAG. 28-23.
— à l'**INSTITUT DE CHAILLOT**, 93, rue Lauriston, PARIS (16e) - KLE. 46-24.
— au **COURS SAINT-DIDIER**, 42, rue Saint-Didier, PARIS (16e) - KLE. 82-81.
— au **COURS SECONDAIRE D'ASNIERES**, 10-12, avenue Flachat, ASNIERES (Seine) - GRE. 07-47.
— à l'**ECOLE SUPERIEURE D'ORIENTATION**, 6, avenue Van-Dyck, PARIS (8e) - CAR. 22-05.
— à l'**INSTITUT D'ETUDES SUPERIEURES LITTERAIRES, JURIDIQUES ET SCIENTIFIQUES (I.D.E.S.)**, 6, avenue Van-Dyck, PARIS (8e) - CAR. 22-05.
— au **CENTRE UNIVERSITAIRE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (C.U.D.E.S.)** 14 bis, rue Mouton-Duvernet, PARIS (14e) - FON. 37-00.

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

27 JUIN.

CETTE saisie des deux hebdomadaires, en demanderons-nous compte au président du Conseil ? Nous devrons alors feindre d'ignorer cette lutte sourde pour le pouvoir, entre ceux qui l'ont usurpé et ceux qui en ont été légalement investis sans le détenir encore dans sa plénitude. L'interférence d'Alger et de Paris, c'est le fait tragique des jours que nous vivons. Tant qu'il devra le subir, de Gaulle n'aura pas gagné. Les coups qui nous sont portés à nous-mêmes, comme cette saisie de « L'Express », c'est lui qui en est atteint le premier. La liberté ne reçoit à Paris aucun outrage dont le président du Conseil n'ait sa part, — lui, notre dernière chance de demeurer un peuple libre.

IL est venu se placer entre nous et ces troupes de choc, commandées par des chefs résolus à mettre au pas la métropole ; s'il n'avait été là, ces hommes seraient nos maitres aujourd'hui. Ils n'y ont pas renoncé : leurs complices sont partout. Et qui ne se fût pas résigné ? Déjà, les épaules s'offraient au joug. Nous savions que la plupart des clercs ne crieraient pas et qu'au lendemain du coup de force, ils continueraient imperturbablement à écrire des articles sur la circulation routière.

L'ETONNANT est de découvrir, quand on lit certaines déclarations émanées des milieux militaires (je pense ici à la lettre d'un officier publiée par « Le Monde »), que cette ambition qu'ils ont leur paraît légitime : pourquoi l'armée n'aurait-elle pas le droit de travailler à la restauration de l'Etat, si certains de ses chefs croient détenir les remèdes aux maux dont il souffre ? Oui, — mais ils détiennent aussi des armes automatiques et des avions. Les membres de ce nouveau parti interviennent dans la bataille politique, la mitraillette au poing. Leurs arguments ne souffrent aucune réplique. Il faudrait se soumettre ou mourir.

Je le demande à ces officiers s'ils sont de bonne foi: cette menace ne marque-t-elle pas, dans l'Histoire politique de la France, une régression qui fait horreur à tout esprit libre ? Ne croient-ils pas, ces officiers, que la gauche française (dont la carence, en ces jours que nous vivons, devrait faire mourir de honte les politiciens qui en demeurent responsables) se retremperait dans l'épreuve ? Non, la race n'est pas éteinte de ceux qui entre 1940 et 1944 ont mené leur combat dans le silence et dans la nuit. « Jamais nous n'avons été plus libres, a écrit Sartre. Nous avions perdu tous nos droits. On nous déportait en masse (...) à cause de tout cela nous étions libres. »

LA grandeur de de Gaulle, c'est qu'issu d'un milieu patricien, formé aux mêmes disciplines que les autres chefs militaires français, enclin par tradition et par goût à entendre les leçons des maitres du nationalisme, il n'a jamais commis l'attentat que certains d'entre vous méditent : il n'a jamais essayé de mutiler cette France que les siècles ont faite : la France des Croisades, mais celle aussi des Droits de l'Homme. Ce n'est pas un crime (si c'est une erreur) que de vouloir supprimer les partis, — mais c'en est un que de prétendre détruire ce qui s'exprime à travers eux : cette exigence de justice que tout homme né chrétien et Français garde au-dedans de lui et que vous n'étoufferez pas.

29 JUIN.

L'ADOLESCENCE, dans les classes aisées, est fasciste d'instinct. Tous les témoignages des éducateurs que je connais concordent. Massu, plus que de Gaulle, est le chef selon son cœur : pour le meilleur et pour le pire. Le pire ne les choque pas, ces Eliacins : il faut ce qu'il faut. « Ils sont durs ! » soupire ce jeune maître qui est mon ami, exténué par une année d'internat, et qui est venu ce soir passer une heure avec moi. « Ils sont durs ». Et ils sont simples. Le fascisme aussi est simple. Il s'adapte à ces cerveaux enfantins, — il est fait à souhait pour l'âge sans pitié.

Les intellectuels de la gauche, eux, ne sont pas simples. Leur abondance dialectique les soulage d'une sorte de besoin incoercible. Oui, ils écrivent, on dirait, pour se délivrer plus que pour convaincre. Ils sont abondants et obscurs. Ils ne parlent que pour les premiers de la classe. Mais ce sont les derniers qu'il faudrait persuader de la honte, pour un grand peuple, d'être à la merci de ses soldats.

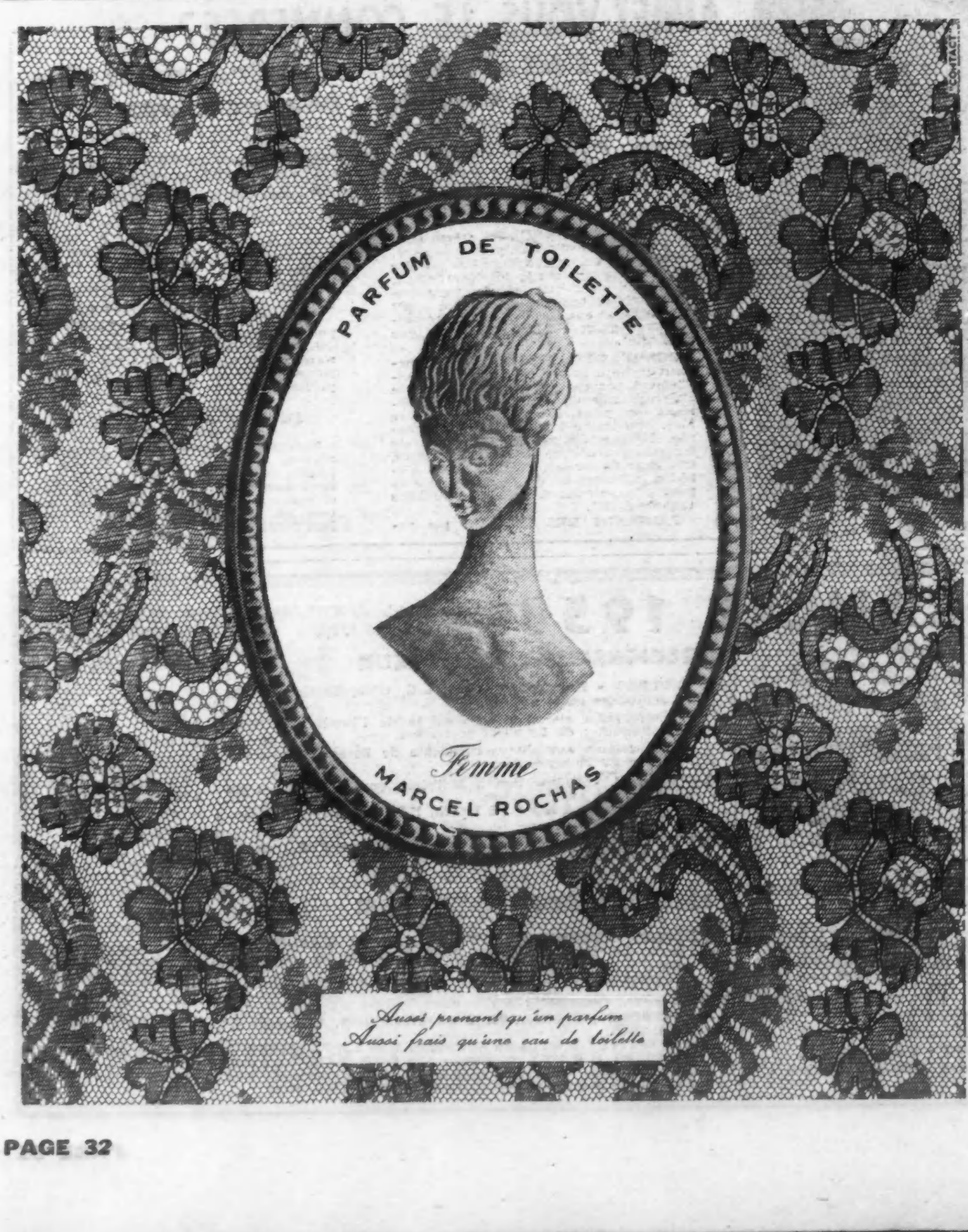
ET c'est d'abord à ces soldats, — à leurs jeunes chefs intelligents et qui ont réfléchi et mis au point leurs méthodes, c'est à eux qu'il faudrait s'adresser, non l'insulte à la bouche, ni le mépris au cœur, ni en pharisiens de l'intelligence, ni comme si vous méconnaissiez la part d'héroïsme et très souvent de charité dont beaucoup de ces combattants ont témoigné, eux qui auront été les premières victimes de la politique dénoncée par nous.

Parlez-leur comme si vous les reconnaissiez dignes de concevoir que les Français dressés contre l'usage de la torture ne sont pas de mauvais Français et que c'est la France qui crie, quand ils crient. De jeunes chefs pourraient être amenés à nous concéder que la France pour laquelle ils se battent et consentent à mourir, c'est cela aussi, et peut-être cela surtout : un peuple où il se trouvera toujours quelques « esprits libres » pour ne pas se résigner à ce qu'Alleg a subi, et pour s'interroger sur le sort des cinq mille citoyens français (puisque les Algériens sont des citoyens français !) disparus, volatilisés, sans que leurs proches eux-mêmes aient cru bon de chercher à savoir ce qu'ils étaient devenus. Jean Lacouture écrit que ce matin des groupes de femmes musulmanes sont venues sur le Forum demander la libération de leurs époux, de leurs pères, de leurs frères « ou tout au moins des nouvelles »... Arrêtez un instant votre pensée sur ce que signifie d'horrible ce tout au moins.

VOULOIR une France grande, c'est vouloir une France juste. La civilisation d'un peuple se mesure à l'état de sa justice. On peut dire qu'une justice sommaire la disqualifie. Ces vérités, les jeunes chefs de l'armée en pourraient être persuadés. Et de quelques autres. Et par exemple de celle-ci : la belle affaire que de s'emparer les armes à la main d'un Etat démantelé et qui n'est plus défendu ! Mais une fois maitres de la place, qu'auriez-vous fait ? Qu'auriez-vous fait face à cette Université, à ces syndicats, à ces libéraux innombrables, à tout ce que vous flétrissez du nom de « progressistes » et de « défaitistes » ? Ces étiquettes recouvrent, vous le savez bien, non une erreur absolue ni une volonté de trahison, mais une certaine conception de l'homme et qui a participé au rayonnement de la France ; vous ne nierez pas qu'elle fait partie de ce patrimoine spirituel pour lequel vous vous êtes battus, vous avez souffert, et pour lequel tant des vôtres ont donné leur vie.

Et nous vous posons une dernière question : La meilleure Constitution imaginable que pourrait-elle contre ce mal : le contrôle de l'Etat par l'Armée ? Quelle Constitution si parfaite qu'elle soit n'est à la merci d'un commando en liaison avec les forces de l'ordre ?

F. M.



L'EXPRESS

DIRECTION : Françoise Giroud, J.-J. Servan-Schreiber.

REDACTION : 91, Champs-Elysées - Paris (8°). Tél. : ELY. 88-61.

ABONNEMENTS / PUBLICITE / VENTE : 29, rue de Marignan - Paris (8°) (angle Champs-Elysées) Tél. : BAL. 19-68.

ABONNEMENTS (1 AN)
France, Union française : 4.000 francs.
Etudiants, rappelés, maintenus : 3.000 francs.
Etranger : 4.700 francs.
Etudiants étrangers : 3.700 francs.

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique et Luxembourg : 18 francs.

Règlement par chèque bancaire au C.C.P. 73 78-19 Paris.